

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 25 - septembre 1984

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

ANGLETERRE

**La grève des mineurs
et le congrès
des Trade-Unions** (page 3)

ESPAGNE

**Le prix
de la « restructuration »**
(page 10)

ARGENTINE

**R. Obregon Cano,
prisonnier politique,
en appelle au président
Alfonsin** (page 6)

AFRIQUE DU SUD



Funérailles des victimes de la police raciste de Prétoria.

**La coopération
de Reagan
et de Botha**

(pages 12 et 13)



Nicaragua : à l'approche des élections, manifestation de soutien au FSLN.

**NICARAGUA, SALVADOR,
GUATEMALA, HONDURAS...**

**L'AMERIQUE CENTRALE
AUJOURD'HUI**

Les dossiers de Tribune

POLOGNE

Après l'amnistie

(pages 4 et 5)

DES RÉFUGIÉS POLITIQUES BASQUES EXTRADÉS

Le droit d'asile bafoué !

Le gouvernement français vient de prendre l'inqualifiable décision d'extrader trois militants basques et d'en expulser cinq autres. Sept de ces huit militants, réfugiés en France, faisaient l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement espagnol.

Le gouvernement français vient de prendre la décision de livrer trois d'entre eux à la police espagnole. Cet acte constitue un précédent extrêmement grave, une remise en cause du principe du droit d'asile.

Nous publions ci-contre le communiqué signé par M^e Yves Dechezelles. Celui-ci avait auparavant pris l'initiative d'une lettre ouverte au ministre de la Justice Robert Badinter, lui rappelant le caractère inaliénable et inconditionnel du droit d'asile, lettre qui avait été largement signée.

En effet, les menaces pesant sur les réfugiés basques — alors que la répression, le jeu des lois d'exception, la torture à l'encontre des emprisonnés continuent à être le lot du peuple basque au sein de

l'Etat espagnol — ont provoqué une vive émotion en Espagne, en France, mais aussi en Europe.

En Espagne, et tout particulièrement au Pays Basque et en Catalogne, plus de 300 000 signatures ont été rassemblées sur un appel s'élevant contre les extraditions.

Le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », et le Parti communiste internationaliste (PCI), section française de « IV^e Internationale (CIR) » ont engagé leurs forces dans ce combat dès le premier jour.

Comme en Belgique un problème du même type s'était posé (la chambre des mises en accusation accédant à une requête du gouvernement espagnol demandant l'extradition de deux militants basques), une campagne y a également été menée par l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), section belge de « IV^e Internationale (CIR) ».

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration commune, faite en

juillet par le POSI, le PCI et l'OSI.

« Au moment où la chambre des mises en accusation belge se prononce en faveur de l'extradition des militants basques d'Ormaza et Artetxe, Interpol généralise les ordres de recherche et de capture de militants nationalistes basques et les autorités françaises procèdent à des incarcérations. En France, la décision est prise d'expulser des dizaines de militants basques réfugiés.

Ainsi, usurpant le nom de la démocratie et utilisant le gouvernement du PSOE, l'appareil d'Etat franquiste recourt aux tribunaux, aux polices et aux gouvernements des divers pays européens afin d'accroître la chasse aux militants qui défendent le droit à l'autodétermination du peuple basque, dénié par la torture systématique, l'assassinat d'Etat, les prisons d'extermination et la répression quotidienne exercée par le régime héritier de Franco contre les droits d'expression et de manifestation.

C'est là la réponse des gouvernements à l'écrasante prise de position du peuple basque pour sa souveraineté, exprimée par les urnes le 26 février, et dans de grandes mobilisations de masse en défense de l'amnistie, du drapeau ou de la langue basque.

L'OSI, le PCI et le POSI font appel à toutes les organisations, élus et militants des États belge, français, espagnol et de toute l'Europe qui se réclament de la démocratie pour qu'ils s'opposent par tous les moyens à la réalisation des extraditions et défendent le droit d'asile, affirmé dans l'histoire de l'Europe comme la pièce maîtresse des droits démocratiques et de la solidarité entre les peuples. Droit qui inclut la défense de la vie et de la sécurité des réfugiés politiques poursuivis par les tueurs à gage de la police espagnole, ainsi que la concession sans restrictions du statut de réfugié et des droits du travail. »

Bureau politique de l'Organisation socialiste internationaliste (Belgique).

Bureau politique du Parti communiste internationaliste (France).

Bureau politique du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Etat Espagnol).

Déclaration de Maître Yves Dechezelles

« La décision que vient de prendre le gouvernement français d'extrader en Espagne trois nationalistes basques et d'expulser de France leurs cinq autres camarades constitue une rupture totale avec la tradition du peuple français concernant le droit d'asile.

Cette décision intervient dans des circonstances telles que l'on peut redouter le pire pour ces huit jeunes gens qui sont dans un état inquiétant de délabrement physique, après la longue grève de la faim qu'ils ont poursuivie sans défaillance. S'il arrive malheur à l'un ou plusieurs d'entre eux, le gouvernement français portera une terrible responsabilité.

A peine annoncée, la décision a causé stupeur et indignation en Pays Basque. Les conséquences en seront graves et durables. Ce n'est pas de cette façon que l'on règle les problèmes politiques.

Les démocrates de tous les pays apprécieront le sort que réserve le gouvernement français aux réfugiés basques, tandis que le GAL vient les assassiner sur le territoire français.

Nous demandons à tous les démocrates d'intervenir immédiatement auprès du président de la République pour que soit évitée, il en est temps encore, l'exécution d'une décision qui serait un dés-honneur pour notre pays. »

Yves Dechezelles, président du Comité international contre la répression.

LES ELECTIONS AU CANADA

Déclaration du Groupe socialiste des travailleurs

NOUS reproduisons ci-contre la déclaration du Groupe socialiste des travailleurs (GST), section au Canada de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », à propos des élections fédérales canadiennes.

Il n'est pas possible dans ce numéro de faire une analyse du résultat de ces élections qui, comme on le sait, se sont soldées par une nette victoire du Parti conservateur.

Le Parti libéral, le parti du Premier ministre en exercice John Turner, subit une cuisante défaite.

Le NDP (New Democratic Party), parti social-démocrate lié aux syndicats, maintient pour l'essentiel ses positions avec environ 20 % des voix.

Comme le dit la déclaration du GST, la « volonté d'en finir avec un gouvernement qui s'attaque aux libertés démocratiques, aux droits syndicaux et aux droits nationaux » ne pouvait s'affirmer dans ces élections car « aucun des partis en lice ne soutenait l'ensemble de ces revendications ».

Le résultat des élections fédérales repose avec encore plus de force la question de la rupture du NPD avec les partis bourgeois et avec leur politique, son engagement à soutenir le droit du peuple québécois à disposer de lui-même, comme celle d'une expression politique indépendante de la classe ouvrière du Québec.

John Turner, Premier ministre désigné par le Parti libéral fédéral, vient d'appeler à des élections pour le 4 septembre prochain. Son parti est un vieil habitué des coups de force : loi des Mesures de guerre en 1970, alors que Turner était ministre de la Justice dans le gouvernement Trudeau ; adoption du Canada Act rejeté unanimement par les organisations démocratiques, politiques et syndicales du Québec ; imposition des restrictions salariales des 6 et 5 % et suspension du droit à la libre négociation collective ; essais des missiles Cruise malgré l'opposition des citoyens et citoyennes de ce pays.

L'avocat Turner, tout le monde le sait, est l'homme de Bay Street. Son opposant conservateur, l'avocat Brian Mulroney, est l'ex-président de la compagnie Iron Ore.

Ces frères jumeaux de la finance se ressemblent aujourd'hui plus que jamais.

La crise économique démontre encore plus clairement que leurs programmes sont identiques : attaques au niveau de vie de la population, inflation, chômage massif, suppression du droit d'organisation et de grève. Leur seule raison d'être : sauver le système du profit en organisant une profonde régression des conditions de vie et de travail.

Les travailleurs, les femmes travailleuses, les jeunes ne veulent pas de cette politique. Ils veulent en finir avec une politique qui a jeté 2 millions de salarié(es) au chômage et qui planifie les mises à pied et l'assistance sociale pour des centaines de milliers d'autres ; ils veulent en finir avec le gel ou les coupures de salaires, alors que les capitalistes empochent leurs profits à coups de millions et que les fonds publics sont dilapidés pour financer les dépenses d'armement.

Partout s'exprime la même volonté d'en finir avec un gouvernement et des partis qui s'attaquent aux libertés démocratiques, aux droits syndicaux, qui font tout pour réduire les droits à la santé et à l'éducation. Le peuple québécois réclame la reconnaissance de ses droits nationaux niés par la « Constitution » fédérale ; les peuples et minorités au Canada réclament leurs droits face au régime centralisateur d'Ottawa.

Dans les présentes élections, aucun des partis en lice ne soutient l'ensemble de ces revendications.

Le NPD, qui est le parti des syndicats du Canada anglais, créé pour être le représentant des classes laborieuses, n'a pas hésité à s'allier au gouvernement libéral et au patronat dans la coalition Pro-Canada lors du référendum au Québec et à soutenir le coup de force constitutionnel de Trudeau.

Cette politique sert les intérêts des capitalistes et tourne le dos au peuple québécois et à l'ensemble des travailleurs canadiens.

Le NPD devrait rejeter cette politique et rompre avec les partis capitalistes et leurs représentants libéraux-conservateurs.

Qui peut douter que si la direction du NPD s'engageait dans cette voie, elle soulèverait l'appui de millions de salarié(es) dans tout le Canada, y compris au Québec ?

Cette voie est possible.

Le 4 septembre, des centaines de milliers de travailleurs au Canada anglais vont voter pour les candidats du NPD, exprimant ainsi leur rejet des partis capitalistes et leur volonté que le NPD s'engage dans cette voie.

Au Québec, pour manifester leur refus de la même politique de chômage, de coupures et d'attaques contre les droits des Québécois, c'est par milliers que les travailleurs, les jeunes vont s'abstenir. D'autres vont voter pour les candidats du NPD-Québec.

Il s'agit au Canada anglais et au Québec de la même aspiration des travailleurs et des peuples à en finir avec les gouvernements capitalistes et d'oppression nationale.

Le Parti nationaliste, qui origine du PQ, se présente comme le porte-étendard des intérêts du peuple québécois face aux partis fédéralistes. Il pourra à ce titre canaliser des votes de rejet des libéraux et conservateurs. Mais il n'a rien d'autre à offrir que le bilan du Parti québécois sur le plan social et national.

L'absence d'une expression politique propre aux travailleurs au Québec confère aux centrales syndicales une responsabilité particulière.

La présentation à l'occasion des élections fédérales de candidats issus de leurs rangs et soutenus par elles permettrait d'offrir l'alternative la plus positive pour les travailleurs québécois.

Le Groupe socialiste des travailleurs combat pour un gouvernement des travailleurs, pour le droit des peuples du Canada à disposer librement d'eux-mêmes, pour l'indépendance du Québec. La seule issue à l'impasse actuelle, fondée sur le respect de la démocratie, exige que les peuples du Canada décident librement de leur destin et des relations qu'ils veulent établir entre eux. Un pas dans cette voie consiste à rejeter le 4 septembre les partis de Turner et Mulroney. Au Canada anglais, cela signifie concentrer tous les votes sur les candidats du NPD. Au Québec, le même enjeu trouverait son expression la plus positive dans la désignation par les centrales syndicales des candidats des travailleurs, des travailleuses et des jeunes.

La grève des mineurs ébranle le gouvernement Thatcher

Au début du mois de septembre s'est tenu le congrès annuel des Trade-Unions, de la confédération syndicale britannique, représentant 10 millions de salariés. A une large majorité le congrès a adopté une résolution de soutien au syndicat des mineurs, le NUM (National Union of Miners), engagé depuis plus de six mois dans une grève totale contre un « plan de restructuration » impliquant 20 000 licenciements.

EN juillet, après la fin de la première grève des dockers, les commentateurs proclamaient « les mineurs sont isolés ». Au moment du Congrès des Trade-Unions, les dockers étaient à nouveau en grève et l'ensemble du mouvement syndical a pris une position de soutien à la grève des mineurs.

Aussitôt, la direction des charbonnages, jusque-là intransigeante, s'est déclarée prête à reprendre les négociations. Des « conversations » ont déjà eu lieu entre la direction des charbonnages et la direction syndicale, puis ont été interrompues mais doivent reprendre... La grève continue.

La grève des mineurs constitue un événement politique majeur, elle marque une profonde modification de la situation en Grande-Bretagne et ses conséquences dépassent d'ores et déjà les limites de l'Angleterre.

Il convient de rappeler d'abord le contexte dans lequel s'est déclenchée et développée la grève des mineurs.

Le succès électoral de Thatcher

Il y a un peu plus d'un an, en juin 1983, Margaret Thatcher et le parti conservateur gagnaient les élections : le gouvernement le plus réactionnaire que la Grande-Bretagne ait connu de longue date recevait de la classe dominante le mandat de poursuivre sa tâche.

Il est vrai que sur le terrain de la réaction, elle pouvait se vanter de certains résultats. Lorsqu'en 1979, elle occupait pour la première fois le poste de Premier ministre, la Grande-Bretagne comptait environ 1 200 000 chômeurs. En 1983, à la veille des élections, on en recensait officiellement plus de 3 millions (13 % de la population active). Tout un arsenal de lois restreignant les droits syndicaux avait été adopté, des coups sévères avaient été portés à des secteurs essentiels de la classe ouvrière (dans la métallurgie, par exemple).

Et le gouvernement Thatcher pouvait aussi se targuer d'avoir mené contre le peuple irlandais une politique de répression plus féroce que jamais et d'avoir organisé la « guerre des Malouines », intervention impérialiste contre les droits du peuple argentin.

Contrairement à l'impression fréquemment donnée, la victoire électorale du parti conservateur n'était pas due à un « raz de marée » en sa faveur mais à la défaite du Labour Party, résultat de la politique d'« union sacrée » sur l'Irlande et les Malouines et de l'action d'une direction plus acharnée à pourchasser les militants de la gauche du parti qu'à combattre le gouvernement.

Toujours est-il que le cliché de la « dame de fer » était alors plus à la mode que jamais, que Thatcher était présentée comme invincible, le mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant d'Europe décrit comme impuissant et les travailleurs prêts à subir...

cières. Le 18 juin, dans l'un de ces affrontements, le secrétaire général du syndicat des mineurs, A. Scargill, est blessé.

Et ce climat politique dont le facteur principal est le combat des mineurs se traduit aussi dans le succès de la grande manifestation con-

cours à la classe ouvrière. Le refus de la direction du Labour Party et de la direction syndicale confédérale de donner à la résistance de plusieurs secteurs de la classe (travailleurs de la presse, de la santé) sa dimension d'ensemble permet encore au gouvernement Thatcher de poursuivre son

« piquets volants » commencent à organiser le débrayage dans tout le pays.

En deux semaines (avant même l'aval de la direction syndicale nationale), la grève paralyse la majorité des puits de mine.

Le gouvernement Thatcher feint d'ignorer le conflit (c'est une affaire entre la direction des charbonnages et le syndicat des mineurs) mais jette tout le poids de son appareil répressif dans la balance. Un quadrillage policier sans précédent se met en place dans les bassins miniers, des centaines de mineurs sont blessés, il y a bientôt deux morts. Et, tandis que les affrontements se multiplient, des milliers de mineurs sont arrêtés, inculpés « d'atteinte à l'ordre public », condamnés à de lourdes peines. Durant l'été, un pas est franchi dans l'escalade : les fonds du syndicat régional de Galles du Sud sont bloqués.

Les mineurs unis, qui ont déclenché la grève, commencent à l'organiser eux-mêmes, font pleinement jouer son rôle à leur syndicat.

S'ils tiennent, c'est à cause de leur détermination, de l'organisation de leur mouvement, mais aussi parce qu'ils bénéficient du soutien de toute la classe ouvrière, consciente dès le premier jour que ce combat est le sien.

Cette réalité se matérialise non seulement sur le plan du soutien financier, mais à chaque fois que l'occasion en est donnée par l'écho donné aux manifestations de solidarité.

La direction des Trade-Unions maintient d'abord une attitude de neutralité facilitée par le fait que la direction Scargill du syndicat des mineurs ne fait pas appel à elle. Les dirigeants du Labour Party « déplorent » la violence.

Mais la durée de la grève devient elle-même un facteur de la situation politique. A deux reprises, la décision de faire alimenter des aciéries par du charbon (venu de Pologne) introduit en Angleterre contre la volonté du syndicat des dockers qui a décidé de ne pas décharger les cargaisons de charbon, provoque une grève nationale des dockers.

Une nouvelle phase

Si Thatcher est apparue pour tous les gouvernements bourgeois d'Europe comme un « modèle », qu'il s'agisse de gouvernements de partis bourgeois ou formés par des partis se réclamant de la classe ouvrière, c'est qu'on la crédite de la capacité à traiter les syndicats comme l'exigeaient les circonstances. En d'autres termes, elle aurait été capable de mettre en cause leurs droits, leur fonction, leurs prérogatives. L'acceptation des conséquences de la « rationalisation » et de la « restructuration » deviendront la seule « négociation » possible.

C'est à cela que le Congrès des Trade-Unions a été amené à dire « non », en se prononçant pour le soutien de la grève des mineurs.

La grève des mineurs n'a pas seulement réduit en miettes les discours trompeurs sur le fait que la classe ouvrière britannique aurait été matée. Elle ouvre une nouvelle phase de la lutte des classes en Angleterre. Et elle a et aura des conséquences profondes bien au-delà de la Grande-Bretagne.

F. Forgue



Les élections européennes

Un an plus tard, où en est-on ? Il y a eu en juin en Angleterre, comme dans les autres pays de la Communauté européenne, les élections au Parlement de Strasbourg. Un électeur sur trois seulement s'est dérangé (un record de 70 % d'abstentions). Et, parmi ceux qui ont voté, les mêmes aspirations que celles des abstentionnistes se sont exprimées. Le Labour Party obtient 36 % des suffrages (alors qu'il n'en avait totalisé que 29 un an plus tôt, lors des élections générales) et le parti conservateur recule, y compris en deçà de ses résultats des précédentes élections européennes.

Ce qui marque la période de la campagne électorale, ce n'est d'ailleurs pas cette campagne elle-même, terne à souhait, mais la grève des mineurs.

Le 7 juin, une semaine avant le scrutin, 10 000 mineurs manifestent à Londres devant le Parlement, et chaque jour les piquets massifs rassemblés à l'entrée des puits défient la brutalité et les provocations poli-

tre Reagan (le 9 juin) où 100 000 manifestants dénoncent la politique de l'invité de Thatcher.

Dans le camp du parti conservateur, ce n'est plus l'atmosphère « triomphaliste » d'il y a un an. Le parti conservateur apparaît comme profondément divisé, son groupe parlementaire également, et le prestige de Thatcher comme « leader » mis à mal. Celle-ci avait entrepris une offensive de grande envergure contre les libertés démocratiques dans le but de porter un coup à l'un des fondements de la puissance du Labour Party. Le Labour Party contrôle en effet les conseils municipaux de Londres et des plus grandes villes industrielles d'Angleterre. Par la loi, Thatcher entend arracher à ces conseils tout pouvoir de gestion effectif, ces villes étant désormais soumises à l'autorité de fait de représentants gouvernementaux.

Mais ce plan ne provoque pas que l'opposition du Labour Party, il crée une crise au sein du parti conservateur lui-même qui contraindra Thatcher à temporiser.

Pendant la première année de son nouveau gouvernement, le parti conservateur a certes porté de nouveaux

action contre les droits et les intérêts des travailleurs. Mais aucun succès décisif n'a été obtenu.

C'est alors que se dessine l'épreuve de force avec les mineurs. Un « plan de restructuration » est établi qui implique au moins 20 000 licenciements « officiellement » (et 70 000 de l'avis du syndicat) et, brutalement, la direction des charbonnages commence à l'appliquer.

Les mineurs commencent leur grève

Le calcul de la direction des charbonnages et de Thatcher est simple : on est au printemps, les stocks de charbon sont considérables, l'heure est venue de porter un coup décisif aux travailleurs des mines, à leur organisation syndicale, et à travers eux à toute la classe ouvrière et à ses organisations.

On connaît la suite. Lorsque (sans consultation avec l'organisation syndicale) le puits de Cortonwood, dans le Yorkshire, est fermé, spontanément les mineurs se mettent en grève. Rapidement, la grève gagne tout le bassin du Yorkshire, des piquets massifs se forment et des

L'amnistie a été arrachée par l'action du peuple polonais

DANS la nuit du 12 décembre 1981, toutes les forces de répression de la bureaucratie entrent en action. C'est la grande rafle contre les responsables et les militants de *Solidarité*, contre les animateurs, les militants du mouvement indépendant. Le coup de force de Jaruzelski commence.

Par ce moyen, la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin et le régime bureaucratique du POUF dépendant essentiellement d'elle voulaient briser le développement de la révolution en Pologne, cette révolution qui menaçait jusque dans ses fondations leur pouvoir usurpé aux travailleurs et leurs privilèges.

Par la répression, ils escomptaient peut-être effacer tout ce qui avait été conquis — et tout ce qui était vivant dans la conscience du peuple polonais — depuis la grève générale d'août 1980 et les accords de Gdansk qui signifiaient que la bureaucratie ne pouvait plus se présenter frauduleusement comme la « représentante » des travailleurs.

Mais c'était là une tâche impossible. Jaruzelski le reconnaissait à sa manière. Il proclamait « l'état de guerre ». C'était un aveu : c'est à tout un peuple qu'il fallait faire la guerre, à ce que les militants polonais appellent la « société », à tout ce qui produit, écrit, travaille. Cette guerre, malgré le soutien direct de la bureaucratie du Kremlin, l'appui de l'impérialisme, Jaruzelski n'a pu la gagner.

Les travailleurs du monde, eux, ont d'emblée montré de quel côté de la barricade ils se trouvaient. Le combat des travailleurs de Pologne pour la défense de leur organisation syndicale, pour leur droit à constituer leur organisation syndicale indépendante de l'Etat, leurs organisations, était le leur.

Et en Pologne même, malgré les conditions de plus en plus dures du fait de la faillite de la bureaucratie et de sa volonté délibérée de porter des coups aux masses sur le terrain économique, malgré une répression sans cesse croissante, la résistance du peuple polonais ne cessa pas. Comme le clamaient face aux forces de répression déchaînées les travailleurs dans les manifestations interdites mais massives, « *Solidarité vit et vivra* ».

Et pourtant, de toutes parts et à chaque occasion, parfois avec des larmes de circonstance, souvent avec soulagement, on a enterré la révolution politique en Pologne, annoncé sa fin, proclamé l'ère de la « normalisation ».

L'amnistie décrétée par le régime de Jaruzelski à la fin du mois de juillet a été un formidable démenti de toutes ces fausses affirmations.

« *Libération des prisonniers politiques* » : depuis 1981, ce mot d'ordre a été au centre de l'inlassable combat du peuple polonais, de l'action de *Solidarité* dans l'illégalité.

La libération des prisonniers politiques a été arrachée, contre la volonté de la bureaucratie, par l'action du peuple travailleur de Pologne. Elle n'est pas le résultat d'un acte de clémence de celui-ci. Elle est une première et une grande victoire du peuple polonais.

Alors que les portes des prisons se sont ouvertes pour la majorité des militants qui y ont été enfermés par le régime de Jaruzelski, la formule de Marx s'impose : « *Les réformes ne sont pas le produit de la faiblesse des forts, mais de la force des faibles.* »

Oui, c'est la force de ceux que l'on avait voulu réduire à rien en tentant de les priver de l'organisation qu'ils

LETTRE D'EDMUND BALUKA

(communiqué du Comité de liaison permanent pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est)

Monsieur le Directeur des chantiers navals Warski de Szczecin.

« Je déclare être prêt à reprendre mon travail dans les chantiers navals à compter du 12.09.84.

Le 11 août 1984, j'ai été libéré de la prison de Barczewo par suite de l'amnistie. Au moment de ma libération, on m'a informé que tous les prisonniers politiques amnistiés étaient assurés de retrouver un travail conforme à leur qualification dans l'entreprise où ils travaillaient auparavant.

J'ai entendu la même chose dans les déclarations des représentants du gouvernement. De plus, dans mon cas, concrètement, des représentants du gouvernement ont déclaré que Marian Jurczyk et moi-même étions assurés de retrouver du travail dans les chantiers navals Warski de Szczecin (...).

Je dois dire qu'en tant qu'ouvrier, ma compétence professionnelle n'a jamais été remise en cause, ce qui est, entre autres, prouvé par le fait que je n'ai jamais été l'objet de sanctions disciplinaires.

Je souligne également que j'ai toujours dit que la force des ouvriers découle de leur travail, bon et honnête, et j'ai toujours agi en fonction de ce principe. Je suis profondément lié aux chantiers navals professionnellement, comme par patriotisme ouvrier. En rentrant de l'étranger en mars 1981, j'avais pour but de reprendre mon travail dans les chantiers navals de Szczecin (...).

Dans une telle situation, la position de la direction des chantiers navals, que m'a transmise le directeur du personnel Janasik, pour qui il n'y a pas de place pour moi aux chantiers navals, est incompréhensible.

Je ne peux comprendre une telle position. Je sais, en effet, que les chantiers navals ont besoin de personnel, puisqu'environ 3 000 salariés veulent s'en aller.

Dans le climat politique actuel, cela montre l'incompréhension de la direction des chantiers navals pour l'acte d'amnistie et les solutions politiques qui devaient aboutir à ce que les prisonniers politiques, à leur sortie de prison, retrouvent des conditions de vie dignes.

J'ai le droit d'exiger d'être repris par les chantiers navals. Et j'ai l'intention de bénéficier de ce droit, ce droit d'ouvrier.

Je vous demande de bien vouloir me répondre dans les délais prévus à mon adresse de Szczecin. »

Edmund Baluka

s'étaient donnée, c'est la force de ceux qui ont poursuivi leur combat jusque dans les prisons qui a imposé ce premier recul à la bureaucratie. C'est la lutte du peuple polonais dont un élément constituant a été la réalité de la solidarité internationaliste qui a soutenu son combat.

Les libérations s'échelonnent entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'août : des dirigeants de *Solidarité* comme Wladyslaw Frasyniuk, Piot Bednarz, Josef Piniór, S. Jaworski ; les animateurs du KOR, Adam Michnik, Jacek Kuron, Leszek Moczulski, président de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), Karel Modzelewski, l'un des sept dirigeants nationaux de *Solidarité*, Edmund Baluka, dirigeant des grèves de 1970, fondateur du PSPP.

Le 5 août, S. Jaworski déclare : « L'amnistie a été une dérobade du pouvoir pratiquement contraint de nous libérer, sachant qu'une détention encore plus longue serait du plus mauvais effet sur la population. En outre, les autorités étaient conscientes qu'il serait impossible de prouver, au cours d'un procès, les accusations lancées contre nous. »

Le 31 août 1984, pour commémorer l'anniversaire des accords de Gdansk, la direction de *Solidarité* avait appelé à des manifestations pacifiques. A Wrocław, la police a brutalement chargé. Et deux responsables de *Solidarité* récemment libérés, Frasyniuk et Piniór, étaient arrêtés et condamnés aussitôt à deux mois de prison ferme.

La direction de Solidarité s'adresse aux militants libérés

CHERS amis, la résistance soutenue de la population depuis les premiers jours de l'état de guerre jusqu'aux dernières élections a forcé le régime à vous libérer. Le syndicat l'avait réclamé depuis décembre 1981. Ce succès est également dû à l'attitude de vous tous qui étiez derrière les barreaux, à votre endurance et à votre détermination dans la lutte pour la justice. Vous étiez des otages. L'emprisonnement de plusieurs centaines de personnes visait à mettre la société au pas, la répression dont vous étiez victimes devait briser *Solidarność*. Nous sommes sortis victorieux de cette épreuve.

Une fois de plus, nous sommes ensemble. La lutte pour une Pologne libre se poursuit. Nous avons *Solidarność*, nous avons pour qui travailler. Comme dans le passé, ce sera un travail difficile qui demandera beaucoup de patience. Dans ce travail et cette lutte, il y a de la place pour tous ceux qui désirent construire les bases de l'indépendance de la société polonaise, pour tous ceux qui veulent lutter pour devenir sujets de la politique pour les droits humains et syndicaux, pour un mouvement syndical indépendant, pour une Pologne dépourvue de prisonniers politiques, pour l'abolition des lois répressives, pour la sauvegarde du pays contre la dégradation de la vie sociale.

Nous vous attendons, les structures syndicales et le mouvement social indépendant comptent sur votre expérience. »

Le 23 juillet 1984,

la commission provisoire de coordination de *Solidarność* : Zbigniew Bujak (région Mazowsze), Tadeusz Jedynak (région Silésie), Marek Muszynski (région Basse-Silésie), Eugeniusz Szumiejko (membre de la commission nationale). Des représentants de la région de Gdansk et de celle de Malopolska ont participé à la réunion de la commission provisoire de coordination.

On sait que Bogdan Lis et d'autres militants sont toujours emprisonnés.

Ainsi que le souligne la lettre d'Edmund Baluka à la direction des chantiers navals, les militants sortis de prison n'ont pas retrouvé leur emploi.

C'est une nouvelle phase de la lutte du peuple polonais qui s'annonce.

F. F.

IL Y A ENCORE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN POLOGNE

LE décret d'amnistie n'a pas signifié la libération de tous les prisonniers politiques.

N'ont pas bénéficié de l'amnistie ceux qui sont inculpés de « haute trahison » (article 122 du Code pénal) pour « attentats violents contre des fonctionnaires » (article 126), pour « sabotage » (article 127), ou... pour tentative de commettre ces délits.

Ainsi, Bogdan Lis et Piotr Mierzejewski, arrêtés quelques jours avant la publication du décret d'amnistie, se sont vus inculpés de « haute trahison » pour avoir eu des contacts avec le mouvement syndical mondial et l'Organisation internationale du travail.

Chacun appréciera la conception de la « haute trahison » que se fait le gouvernement prétendument « socialiste » de Jaruzelski.

Dès le 23 juillet d'ailleurs, la commission provisoire de coordination de *Solidarité* lançait un appel qui se concluait ainsi :

« *Seule la fermeté de la société pourra conduire à leur libération. A en croire les déclarations des représentants du régime, leur*

maintien en prison sera suivi d'une nouvelle vague d'arrestations. Nous ne devons pas le permettre... La population doit se montrer très ferme en ce qui concerne la défense des prisonniers... C'est le fondement même de Solidarność.

Nous demandons à tous les amis de Solidarność en Pologne et à l'étranger de soutenir notre lutte pour la défense des personnes persécutées et de subordonner leur attitude à l'égard des autorités de la République populaire de Pologne au respect des droits fondamentaux de l'homme. »

Voici, par ailleurs, une liste de prisonniers déjà condamnés et qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie :

Glebicki Maciej, condamné à trois ans et demi pour refusé de servir dans l'armée (prison de Potulice) - Lipka Czeslaw, mineur, quatre ans et demi (prison de Strzelin) - Ponikiewski Brunon, mineur, trois ans et demi (prison de Strzelin) - Zubik Leszek, trois ans et demi (prison de Strzelin) - Potorski Andrzej, ouvrier, trois ans et demi (prison de Strzelin) - Muzyk Jaroslaw, ouvrier, six ans (prison de Strzelce Opolskie) - Burchart Zygmunt, mineur, cinq ans (prison de

Leczyca) - Zolodziej Jan, mineur, quatre ans (prison de Leczyca) - Karczowski Zbigniew, mineur, quatre ans (prison rue Rakowiecka) - Mlodecki Miroslaw, mineur, trois ans et demi (prison de Leczyca) - Miekus Marek, mineur, quatre ans et demi (prison de Leczyca) - Szed Ryszard, mineur, quatre ans - Zabielski Stanislaw, mineur, cinq ans et demi (hôpital rue Kleczkowska) - Dworakowski Stanislaw, cheminot, trois ans et demi (prison de Strzelin) - Chechlac Robert, étudiant, né en 1964, condamné à 25 ans de prison (prison de Nysa) - Lupanow Tomasz, étudiant, né en 1965, treize ans (prison de Nysa) - Matejczuk Stanislaw, étudiant, six ans (prison de Wrocław) - Zych Sylwester, prêtre, six ans (prison de Braniewo) - Fedyn Stanislaw, agriculteur, quatre ans (lieu de détention inconnu) - Rozycki Wlodzimierz, ouvrier, quatre ans (source : coordination du syndicat *Solidarność* à l'étranger).

Les informations données dans cette note proviennent du n° 7 (28 août) du *Bulletin du Comité de liaison permanent de la conférence européenne pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est.*

AFP : page 1 et page 8 - The associated press : page 11 - Damien : page 8 - DR : page 10 - Gamma : page 6 - Moba press : page 1 - Plisson : page 1 - Rodrigo : page 1 et page 4 - Sygma : page 6, 12, 13 et 3 - UPI : page 9 et page 16 - United press photo : page 15.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F
 pli fermé 150 F
 Europe pli ouvert 100 F
 pli fermé 150 F
 Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F
 pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
 Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

DOCUMENT

La vie et l'action de « Solidarité » depuis le coup de force de Jaruzelski

Bogdan Lis, l'un des dirigeants de « Solidarité », est toujours emprisonné. Nous publions ci-dessous des extraits d'un rapport qu'il avait rédigé sur l'organisation et l'activité de « Solidarité » depuis sa mise hors la loi. Ce rapport a été publié dans le numéro 93 du « bulletin d'information » de « Solidarité » à l'étranger.

DEPUIS décembre 1981, *Solidarność* doit lutter pour le droit à l'existence. Après la promulgation de l'état de guerre, le syndicat a été suspendu jusqu'en novembre 1982 où il a été dissous. La peine prévue pour la poursuite de l'activité syndicale était supérieure à trois ans d'emprisonnement (avec une procédure sommaire) et les lois qui ont été récemment adoptées prévoient une peine allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement. Souvent les militants syndicaux se voient inculpés d'autres délits (par exemple : diffusion de fausses informations, participation à une manifestation, organisation de grèves) qui peuvent entraîner des peines plus sévères. Il y a même eu des cas où les syndicalistes ont été condamnés pour la collecte de cotisations (...).

La situation des travailleurs

Le fait que *Solidarność* soit réduit à la clandestinité a privé les travailleurs de leur organisation représentative. Ne pouvant pas être partie aux négociations sur les conditions de travail, le syndicat s'efforce d'inspirer des actions d'autodéfense ou alors donne son soutien à de telles actions quand celles-ci surgissent spontanément dans les entreprises. Nous avons actuellement à faire à une nouvelle vague de grèves économiques, le plus souvent sauvages et toujours sans préavis. Elles sont provoquées le plus souvent par les bas salaires, l'augmentation des normes de travail et l'extorsion d'heures supplémentaires. En vertu de la nouvelle loi sur le travail, l'employeur a le droit d'imposer des heures supplémentaires, les samedis normalement chômés. Souvent les travailleurs sont contraints de travailler 12 heures par jour, la direction se livre alors à des pressions administratives, ou fait miroiter des rétributions supplémentaires. La situation est d'autant plus grave que dans de nombreuses entreprises, le délai de préavis en cas de démission a été porté à six mois, ce qui en pratique veut souvent dire que l'employé est attaché de force à son emploi (...).

Les questions de la sécurité du travail et de la protection de l'environnement seront traitées à part dans une étude que prépare le syndicat. *Solidarność* mène actuellement des travaux sur le minimum social. Etant donné que ce problème ne fait pas l'objet d'une étude approfondie et à long terme de la part d'une institution officielle en Pologne, ces travaux sont très coûteux et absorbants. Cependant, on sait déjà qu'avec deux hausses importantes des prix des produits alimentaires (en février 1982 et janvier 1984) et l'inflation, plus de 30 % des Polonais vivent en dessous du minimum social qui est déjà très juste, et très souvent ils frôlent le minimum biologique.

La suppression des réformes de 1981

Solidarność a toujours tenté de limiter son rôle à celui d'un syndicat. Or, les conditions du système totalitaire l'ont souvent contraint à aller au-delà des problèmes purement syndicaux, ne serait-ce qu'en soutenant d'autres institutions et mouvements indépendants, trop faibles pour résister seuls face à l'appareil bureaucraté du parti et du gouvernement. Dans son programme, *Solidarność* a présenté de nombreuses propositions pour la réforme du système politique, de l'éducation et de la gestion de l'économie. Avant la promulgation de l'état de guerre, une partie de ces propositions avait été discutée lors des négociations avec le pouvoir et avait été adoptée sous forme de lois.

Les lois d'exception qui sont actuellement en vigueur anéantissent la plupart des conquêtes des années 1980-1981.

C'est ainsi que les amendements à la loi sur les comités autogestionnaires ont limité et dans certains cas remis en question l'autogestion dans les entreprises. L'application de la réforme économique a anéanti également l'indépendance des entreprises, en les réduisant à l'autofinancement, ce qui équivaut à rejeter le poids de la crise économique sur les travailleurs et les consommateurs. De même, les modifications de la loi sur la censure autorisent celle-ci à des interventions illimitées, et les modifications de la loi sur les établissements d'enseignement supérieur ont presque totalement supprimé l'autogestion dans ces établissements ; après les élections intervenues dans quatre centres d'établissements supérieurs, le ministre de l'Enseignement supérieur n'a pas reconnu les recteurs élus à Poznan, Wrocław et Varsovie, et il a de plus suspendu à Varsovie le corps électoral de l'université, c'est-à-dire le conseil et le collège des électeurs.



Solidarność dans l'illégalité, la société indépendante

Dans cette situation, l'activité du syndicat se concentre sur la résistance à l'influence omniprésente du régime totalitaire dans tous les domaines de la vie sociale.

De courtes grèves de protestation ont souvent été organisées au cours de l'état de guerre. Actuellement, comme les participants et les organisateurs de ces grèves sont menacés de représailles, cette forme de protestation a été abandonnée provisoirement.

De temps à autre, des manifestations sont organisées (le 1^{er} mai, le 31 août — journée de *Solidarność*, le 13 décembre). La réaction de la police est alors toujours très brutale, les manifestants sont attaqués, matraqués, aspergés par des canons à eau, assaillis par des grenades lacrymogènes, ils sont arrêtés, torturés puis condamnés.

Il y a eu des cas où des armes à feu ont été utilisées contre les manifestants (par exemple à Lubin en 1982). Les actions de la police ont eu pour résultat que plusieurs dizaines de personnes ont trouvé la mort, soit directement pendant les manifestations, soit par suite de mauvais traitements infligés après l'interpellation. C'est pour ces raisons que le syndicat ne souhaite pas que les manifestations se multiplient.

Egalement pour des raisons de sécurité (la peine prévue dans ce cas pouvant atteindre 3 ans d'emprisonnement) le principe de l'appartenance formelle au syndicat a été abandonné. L'activité syndicale dans les entreprises consiste donc à inspirer, organiser et soutenir des revendications, à rédiger, imprimer et distribuer clandestinement des journaux et des livres, à organiser des discussions et des cours et à collecter des cotisations. Le nombre de travailleurs qui cotisent varie d'une entreprise à l'autre. Dans les plus grandes entreprises, 10 % à 30 % des effectifs de *Solidarność* d'avant décembre 1981 versent leur cotisation, dans les entreprises plus petites ce chiffre peut atteindre 50 à 70 %. Souvent on ne collecte plus les cotisations de façon régulière (une fois de plus il y a le risque d'arrestation) et on organise par contre des collectes de fonds pour des objectifs précis. Nombreux sont ceux qui envoient de l'argent par le réseau de distribution de la presse indépendante (la recette de ces sommes est ensuite confirmée avec

l'activité des structures aux niveaux inter-entreprises et local. Ils inspirent et harmonisent des actions sur toute la région (manifestations, tracts, etc.). Il existe auprès des RKW des comités d'aide aux prisonniers politiques et à leur famille, qui complètent l'action des structures équivalentes auprès des TKZ. La composition des RKW est tenue secrète à l'exception de ceux de Varsovie, Gdansk, Basse et Haute-Silésie où les noms des membres des RKW qui se trouvent dans la clandestinité sont rendus publics. Au niveau national, c'est la commission provisoire de coordination (la TKK) dont la composition a été rendue publique dès sa création, qui se substitue à la RKK. La TKK compte actuellement 5 membres (Zbigniew Bujak pour la région Mazowsze, Tadeusz Jedynek pour la région de Haute-Silésie, Bogdan Lis pour la région de Gdansk, Marek Muszynski pour la région de Basse-Silésie et Eugeniusz Szumiejko pour la région de Wrocław). Les observateurs des autres RKK et certains conseillers participent également aux travaux de la TKK. Leurs noms sont tenus secrets.

Le rôle du président de *Solidarność*, Lech Walesa, est tout différent. Jusqu'à présent, c'est le seul militant syndical qui, grâce à sa renommée et à sa position en Pologne et à l'étranger, a pu obtenir le droit officiel de se prononcer en public. La possibilité d'une activité ouverte du président du syndicat constitue un atout supplémentaire de *Solidarność*. Lech Walesa entretient des contacts avec la TKK (à deux reprises, un communiqué sur sa participation à des réunions de la TKK a été publié), et les autorités mènent une enquête contre lui à ce sujet.

Il est difficile d'évaluer le nombre d'adhérents de *Solidarność*. On peut penser qu'il y a plusieurs dizaines de milliers de personnes activement engagées dans l'activité syndicale, alors qu'il y aurait au moins un million de personnes y participant moins activement (lecture de presse syndicale, cotisations, allocations, aide légale). Il est plus difficile d'évaluer l'influence indirecte de *Solidarność*. Elle est sûrement amplifiée par les émissions des radios occidentales émettant en polonais. (Dans ce contexte, on comprend la bruyante et agressive propagande menée par les pays du bloc socialiste contre ces radios.) On peut en avoir une idée approximative en constatant le boycottage massif des syndicats du régime qui se poursuit.

Une des plus grandes conquêtes de *Solidarność* est indiscutablement son activité dans le domaine de la presse et de l'édition. Dans les archives de la RKW de Varsovie figurent plus de 250 titres de revues qui sont publiées régulièrement et sur lesquelles 80 % reconnaissent (par le titre ou le sous-titre) appartenir à *Solidarność*. Il y a probablement plus de 250 revues, car certaines, surtout celles publiées dans les entreprises, n'arrivent aux archives que sporadiquement et il est difficile d'établir leur périodicité.

D'autres, par contre, comme « *Tygodnik Mazowsze* », sont tirées à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et sont distribuées en outre en dehors de la région de Varsovie. Les sujets traités dans la presse clandestine sont très variés. A côté des bulletins d'information, sont publiés des mensuels et des trimestriels traitant de problèmes théoriques ou sociologiques. Certains s'identifient à des idéologies et des programmes strictement politiques, mais ils sont relativement peu nombreux. Des livres sont également publiés ; plusieurs centaines de titres par an à un tirage allant de quelques milliers à une douzaine de milliers d'exemplaires. Ce sont des ouvrages de littérature, d'histoire, de sciences politiques, d'économie, de philosophie, de sociologie et de critique littéraire.

Possibilité du pluralisme syndical

La loi d'octobre 1982 qui interdisait *Solidarność* prévoyait le rétablissement du pluralisme syndical pour décembre 1984. Cependant, en juillet 1983, en vertu des « lois d'exception en vigueur durant la période de sortie de crise », il a été décidé que le conseil d'Etat ne pourra prendre en considération la possibilité de

rétablir les droits syndicaux qu'en octobre 1985. Pour l'instant, cette date reste assez lointaine, mais il faut croire qu'à mesure qu'elle se rapprochera, le pouvoir fera d'autres tentatives pour empêcher la création d'organisations syndicales indépendantes.

La loi actuellement en vigueur viole de façon flagrante les dispositions de l'Organisation internationale du travail en la matière, et pourtant les conventions sur la liberté syndicale ont été ratifiées par la Pologne. Ce dernier fait permet d'ailleurs de faire pression de l'intérieur et de l'extérieur sur le gouvernement polonais pour qu'il respecte aussi bien les engagements découlant de la loi internationale (les conventions de l'OIT) que les accords signés en août 1980 avec les ouvriers grévistes.

Bien qu'aujourd'hui le pouvoir ait violé tous les engagements pris entre août 1980 et décembre 1981, et que la perspective d'une nouvelle entente formelle semble illusoire, ou simplement impossible, la Commission provisoire de coordination de *Solidarność* prône le compromis. Les principales revendications du syndicat sont les suivantes : libération de tous les prisonniers politiques et introduction du statut de prisonnier politique, instauration du pluralisme syndical au niveau de la base et fixation de la date à laquelle seront autorisées les ententes régionales et nationales. Il est évident qu'une amnistie devrait être inconditionnelle et ne pas comporter (comme cela a été le cas en juillet 1983) des conditions humiliantes, comme la reconnaissance de la culpabilité spécifiant l'endroit et la date où l'activité avait été menée. La forme concrète de cette amnistie et l'attitude du pouvoir après son introduction ainsi que la renonciation à de nouvelles arrestations montreront s'il existe des possibilités réelles de compromis avec le pouvoir.

Le rôle de l'OIT et des organisations internationales

Dans la situation actuelle, les changements positifs seront surtout le résultat de pressions intérieures. Il ne faut pas cependant sous-estimer l'influence de l'opinion publique internationale et celle des organisations internationales sur l'allègement de la répression à laquelle se livre le pouvoir.

En raison de la situation particulière de la Pologne et de la crise économique qui rend indispensable l'aide pouvant être apportée par des pays autres que ceux du bloc, le gouvernement de la République populaire de Pologne doit être particulièrement sensible à l'opinion publique étrangère.

Il est indispensable que l'OIT entreprenne des études dignes de foi et indépendantes, en prenant en compte aussi bien les données officielles que la position des institutions indépendantes. Consciente des difficultés auxquelles se heurte l'OIT, la Commission provisoire de coordination tentera de lui fournir des données précises.

Les contacts directs sont également nécessaires ; ils sont possibles lors des visites officielles et non officielles que font en Pologne les représentants de l'OIT, des syndicats et d'autres institutions. Le Bureau de coordination de *Solidarność* à l'étranger qui se trouve à Bruxelles est à même d'indiquer les personnes résidant en Pologne qui sont bien informées sur les différents aspects de la vie sociale. Dans certains cas particulièrement importants, des contacts et des entretiens avec les membres de la Commission provisoire de coordination sont également possibles.

Nous considérons qu'il est indispensable que les accords passés en 1981 par la Commission nationale de *Solidarność* ou les structures régionales et professionnelles de *Solidarność* avec leurs partenaires en Occident soient maintenus dans les conditions actuelles qui sont certes difficiles pour les deux parties.

Le 2 juin 1984

Pour la Commission provisoire de coordination de *Solidarność*
Bogdan Lis

ARGENTINE

Lettre ouverte de Ricardo Obregon Cano au président Alfonsín

« Mes exigences sont celles du peuple »

« Nous allons certainement connaître un mois de septembre difficile », déclarait en août 1984 l'un des plus proches collaborateurs de Raul Alfonsín, le secrétaire général à la présidence German Lopez.

Ces prévisions désabusées se sont vite révélées fondées. Le 3 septembre, la CGT argentine a appelé à une grève générale de 24 heures qui faisait suite à une vague de mouvements revendicatifs dans tout le pays. C'était une expression du mouvement des masses dressées contre les conséquences de l'inflation, décidées à obtenir réparation — sur le terrain de leurs revendications vitales — pour le prix que la dictature militaire leur a fait payer.

Mais ce n'est pas que sur ce plan qu'au bout de presque un an d'existence du gouvernement Alfonsín, l'héritage de la dictature reste à liquider.

L'appareil répressif est pour l'essentiel intact. La grande majorité des responsables directs des 30 000 disparus, les dignitaires galonnés, tortionnaires et corrompus, sont dans leur majorité en liberté. Et ceux qui sont en instance de jugement devraient être « jugés » par leurs pairs et complices.

Cependant, les organisations de défense de droits de l'homme poursuivent leurs enquêtes. Elles ont, par exemple, remis au Parlement une liste de six cents fonctionnaires (policiers, membres du corps préfectoral et de l'administration pénitentiaire) nommément accusés d'avoir violé les droits de l'homme.

Elles ont aussi établi une liste de 1 000 personnes identifiées par d'anciens détenus dans les centres clandestins de détention ou le meurtre et la torture étaient pratiqués quotidiennement.

Elles ont dressé une liste de 896 militaires directement impliqués dans les crimes commis contre le peuple argentin, parmi lesquels se trouvent sept des treize colonels devant accéder au grade de général dans la prochaine promotion officielle.

Les Mères de la place de Mai, symbole du courage et de la détermination de tout un peuple, continuent à manifester chaque jeudi pour « que le châtiement s'abatte sur les coupables » ; et, comme l'a dit l'une d'elles, « dans une démocratie, les assassins ne se promènent pas librement dans les rues ».

Cependant, 87 opposants à la dictature militaire condamnés par les juges aux ordres de cette dictature et au nom de ses lois sont toujours emprisonnés. Mario Firmenich (aujourd'hui incarcéré au Brésil, qui a accepté la demande d'extradition d'Alfonsín) est menacé du même sort et sa vie même serait en danger du fait de l'activité toujours existante — même si elle est plus réduite — des bandes paramilitaires. Dans ce contexte, on comprend toute la signification de l'emprisonnement de Ricardo Obregon Cano, militant et responsable de la gauche péroniste, ancien gouverneur élu de la province de Cordoba, incarcéré depuis le 20 décembre 1983, dès son retour en Argentine après dix années d'exil.

C'est pourquoi *Tribune internationale* estime nécessaire de reproduire intégralement la lettre qu'il a adressée au président Alfonsín et qui, au-delà même de son cas personnel, exprime, comme il l'écrit, les aspirations à la justice et à la démocratie du peuple argentin.

mon cher professeur Rodolfo Puigros — sont morts loin de leur terre natale, ayant épuisé leur résistance physique. Beaucoup d'autres ont dû prendre le long chemin de l'exode et de la peine, dans des conditions lourdes de sacrifices.

Il n'est pas dans mes propos, bien entendu, de vouloir dire que ceux qui, comme vous, ont pu rester en Argentine et éviter la prison ou la mort, n'ont pas lutté contre la dictature ou ont vécu dans la douceur d'une complicité passive. Je veux



« Où sont mes parents et mes grands-parents ? » Les manifestations des Mères de la place de Mai continuent.

mettre en avant que le fait de rester en Argentine, surtout dans la dernière période, lorsque la dictature était déjà usée et en recul, signifiait pour tout homme politique un certain privilège parce qu'il permettait une action directe et soutenue, beaucoup plus efficace que celle que l'on pouvait mener à l'étranger.

Il est vrai que les exilés de l'extérieur, contrairement à ceux de l'intérieur, ont pu agir les premiers temps avec plus de liberté d'action et aider ainsi, grâce à la dénonciation internationale, à démasquer la dictature et sa nature génocidaire.

Mais, de toutes façons, l'absence fut un obstacle insurmontable qui nous a empêchés de participer par notre effort et nos idées au processus démocratique qui s'ouvrait.

Pour mettre en avant un contraste, je vous rappelle donc, M. Alfonsín, qu'aux derniers moments de la dictature, vous avez pu pleinement participer à la vie politique interne, vous avez pu entrer et sortir du pays comme vous le souhaitiez. Par contre, moi et bien d'autres Argentins, appartenant à votre parti, à d'autres partis ou sans appartenance, avons dû rester en exil et n'avons pu rentrer dans notre patrie. Moi-même, j'ai fait deux tentatives légales et publiques et j'ai été séchement refoulé par les autorités militaires.

L'espoir né des élections d'octobre

Je suppose, M. Alfonsín, bien que n'ayant pas été exilé vous-même, mais ayant voyagé en Europe et en Amérique latine, ayant conservé des contacts avec des compatriotes en exil, vous savez ou devez savoir comme celui-ci est dur et déchirant, comment la nostalgie et la peine grandissent lorsqu'on ne peut retourner dans son pays. Vous devez également connaître l'anxiété de tous les exilés et l'espoir que chez nous tous ont réveillé les élections du 30 octobre et votre ascension à la présidence de la nation le 10 décembre.

Vous comprendrez donc que je n'ai pas hésité à annoncer mon retour et que, malgré les menaces que représentait pour moi le décret n° 117 du 13 décembre 1983, qui fut un de vos premiers actes de chef d'Etat, j'ai effectivement commencé publiquement mon retour dès le 20 de ce même mois.

J'avais été le dernier gouverneur de ma province, élu par le peuple, j'étais un exilé qui avais combattu publiquement et légitimement la dictature et ses complices, j'étais con-

argentine sont en train d'être « jugés » — sont-ils vraiment jugés ? — par des tribunaux militaires composés de leurs pairs, subordonnés et utilisant les lois que les mêmes responsables ont dictées pour dissimuler leurs crimes et leurs forfaits.

Comment expliquer ces incroyables et pourtant réels contrastes ? Ils ne s'expliquent pas, ils s'acceptent, par vous-même mais aussi par beaucoup d'autres hommes politiques du radicalisme et du péronisme, comme s'il s'agissait d'une fatalité que personne ne peut ni ne doit changer. Cette fatalité est là et elle constitue le prix — un des prix — à payer, en échange de cette timide et prudente démocratie que tous, et surtout moi-même, nous sommes prêts à défendre coûte que coûte, même avec les plus grands sacrifices.

La démocratie que vous présidez, M. Alfonsín, est lamentablement tombée dans le piège de la « légalité dictatoriale » et elle n'a pas, du moins jusqu'à présent, fait preuve du courage indispensable pour rompre avec de pervers héritages et dépasser les structures internes et externes de domination mises en place avec soin par la dictature et ses alliés nationaux et internationaux.

Malgré les affirmations du ministre de l'Intérieur, qui me semblent d'un optimisme aussi faux que dangereux, l'appareil répressif, qui a engendré un terrorisme d'Etat aussi criminel qu'efficace, est resté intact comme le sont restés les mécanismes de spéculation du système financier le plus agressif et le plus corrompu dont on se souvienne, de même que survit la législation anti-ouvrière et antipopulaire créée par la dictature.

Tout cela, que nul n'ignore dans le pays, est accepté avec un étrange et inadmissible fatalisme, sans même faire confiance en la capacité de réaction et d'appui du peuple et de la classe ouvrière. Pour justifier mon emprisonnement et celui d'autres Argentins, tous démocrates reconnus, on utilise aujourd'hui les mêmes accusations qu'a utilisées la dictature. Parallèlement, la dictature uruguayenne utilise aujourd'hui les mêmes accusations contre Wilson Ferreira Aldunate, notre ami commun qui lui aussi est retourné dans son pays pour affronter la prison. Une différence existe cependant. Notre ami est prisonnier d'une dictature alors que je le suis d'une démocratie constitutionnelle, et cela sous un même chef d'accusation. Ce sont là les incompréhensibles paradoxes de l'histoire.

Un homme politique, pas un délinquant

Vous connaissez, M. Alfonsín, aussi bien que moi, ma vie politique et privée, mes mérites et mes faiblesses, mes convictions et mon parcours démocratique, ma lutte permanente aux côtés de mon peuple. Vous savez donc que je ne suis pas un délinquant mais un homme politique. Vous savez que je n'ai jamais commis ni avant ni après le 24 mars 1976 aucun délit qui relève de la justice, à moins que l'on ne considère comme tel d'avoir servi mon peuple et mon pays en tant que gouverneur de ma province, et d'avoir combattu de toutes mes forces la dictature qui endeuilla notre peuple et qui a semé la destruction, le chaos et la honte dans notre patrie.

Quel délit ai-je pu commettre si en 1974, victime d'une persécution acharnée, j'ai dû m'exiler et rester

Nous appartenons à la même génération d'hommes politiques argentins malgré notre légère différence d'âge.

Notre appartenance à des groupes politiques différents mais aussi notre participation à des fronts communs nous ont permis à tous deux de participer de façon active et ininterrompue aux luttes politiques et sociales que notre peuple a livrées depuis plus de trente ans pour son indépendance et sa liberté.

Notre temps politique a donc été le même et nos parcours politiques, sans être parallèles, ont été similaires.

C'est ainsi que — du moins en ce qui me concerne, et je suppose en ce qui vous concerne également — nous avons fait notre premier apprentissage politique dans le mouvement étudiant de la « Réforme universitaire » et qu'ensuite, nous avons chacun rejoint respectivement nos partis politiques.

Tous deux, nous avons alors occupé des charges politiques et assumé des fonctions publiques en tant qu'élus.

Alors que vous étiez député, puis que vous aviez des responsabilités à la direction de votre parti, moi je devenais sénateur, ministre et gouverneur de ma province, puis député au niveau national. Le coup d'Etat militaire de 1955 a mis fin à mon mandat ministériel de province.

Celui de 1966 m'a empêché d'occuper mon siège au Congrès natio-

nal. Et finalement, c'est le soulèvement politico-militaire, prélude au coup d'Etat de fin mars 1976, qui a interrompu mon mandat de gouverneur.

Alors que vous aviez la chance de rester en Argentine, j'ai dû m'exiler. Alors que vous avez pu continuer vos activités politiques à l'intérieur du territoire national, j'ai dû développer les miennes à l'étranger.

C'est ainsi que dans l'exil j'ai dédié tout mon temps et toutes mes énergies à lutter contre la dictature militaire par tous les moyens licites à ma portée, uni aux milliers de compatriotes de tendances idéologiques les plus diverses qui, comme moi, ne pouvaient retourner dans leur patrie.

Exilé comme des milliers d'autres...

Moi-même, et des milliers de compatriotes, parmi lesquels se trouvaient de nombreux militants de votre parti — dont certains occupent aujourd'hui des postes importants dans votre gouvernement —, nous avons tous été condamnés « sine die » à l'exil, nous avons tous été difamés par la dictature et ses complices.

Ainsi, les uns et les autres, nous étions tous qualifiés de subversifs, d'agents de discrédit international, de diviseurs et même de traîtres à la patrie.

Beaucoup — et c'est avec émotion que je mentionne ici le souvenir de

presque 10 années à l'étranger ? Comment ai-je pu promouvoir de l'étranger des actes subversifs, à moins de considérer comme tels la dénonciation de la dictature et ses crimes ? A quelle association « illicite » active dans le pays ai-je pu appartenir, si durant toutes ces années j'étais contraint de rester à l'étranger, à moins que, comme l'affirmaient les militaires, on considère que les organismes de dénonciation et de solidarité auxquels j'ai appartenu au même titre que d'autres compatriotes, parmi lesquels des militants de votre parti, soient effectivement des associations illicites ?

Comment peut-on attribuer l'illégalité permanente au mouvement péroniste Montonero fondé à l'étranger et dans lequel je me suis engagé alors que j'étais en exil, et qui s'est dissout lorsque vous avez assumé la charge du pouvoir constitutionnel de la République ? Qui peut prouver et de quelle manière ce mouvement est mêlé à des actions précises qui se sont déroulées en Argentine pendant la dictature et dont la responsabilité n'a jamais été assumée par le mouvement ? Qui peut affirmer et avec quels critères qu'un mouvement politique est une « bande » destinée à commettre des délits, précisément lorsqu'il s'agit d'un mouvement politique, fondé avec des méthodes politiques, pour combattre un gouvernement tyrannique qui séquestrait, assassinait et faisait disparaître des Argentins sans discrimination ? Comment, en étant loin, ai-je pu commettre un délit d'homicide, moi dont la seule arme toute la vie n'a été que la parole ?

La démocratie et l'injustice sont incompatibles

Ma prison, M. Alfonsín, qui est celle d'un exilé sans taches et sans ombres, n'aide pas votre gouvernement, elle porte préjudice et trouble la démocratie. C'est cette démocratie que vous-même, tout le peuple, toutes les forces politiques de ce pays, tous les hommes honnêtes engagés auprès de leur patrie, nous essayons tous ensemble de construire sur les débris laissés par la dictature, l'oligarchie et l'impérialisme.

Vous avez affirmé, et vous le répétez en public et en privé, que de définir pour moi la prison ou la liberté est un thème qui ne vous concerne pas et qui regarde seulement la justice. Cela n'est pas vrai, vous le savez bien. Mon incarcération est politique. Il s'agit d'une question politique et non judiciaire. Elle ne met en jeu aucun des articles du Code pénal. Par contre, elle met en jeu le système de libertés que consacre la vieille Constitution de 1853. C'est donc vous et non les juges actuels venant de la dictature, ou ceux qui les remplacent, qui êtes geôliers. Ne nous trompons pas, ne nous trompons pas notre peuple, surtout ne nous trompons pas la démocratie que nous voulons préserver : je suis votre prisonnier, votre prisonnier particulier, en quelque sorte, vous le savez bien, je ne doute pas que cela vous pèse et vous angoisse.

Je ne devrais pas, M. Alfonsín, vous rappeler tout cela, mais la limite du tolérable est atteinte. Vous ne pouvez continuer à jouer le rôle de l'innocent et vous désintéresser de mon incarcération, comme si la préoccupation vous en était étrangère, alors que c'est vous qui l'avez ordonnée et que c'est vous qui la prolongez. La démocratie ne peut se construire sur les dissimulations et les mensonges, ni sur la faim et l'injus-

stice. S'il en est ainsi, elle est née viciée et sa vie sera brève.

M. Alfonsín, vous commettez une erreur grave mais non irréparable, en équilibrant sur la même balance les persécutés et victimes de la dictature avec les persécuteurs et les bourreaux. Malgré vous, vous conspirez ainsi contre la démocratie que vous essayez par ailleurs — et j'en suis persuadé — de construire.

La prudence peut être une vertu chez un chef d'Etat qui doit affronter la reconstruction d'un pays si malade aux blessures encore ouvertes et dans de si difficiles circonstances. La faiblesse est un défaut très dangereux. Or, en tout ce qui concerne la répression et le génocide, la corruption et la destruction économique, la défaite des Malouines, vous avez fait preuve non de prudence mais d'une extrême faiblesse.

Je ne prétends pas que vous me libériez. En revanche, je prétends que vous mettiez les arrestations sur un même plan d'égalité juridique et que vous nous donniez à tous les mêmes garanties sans concéder à certains des privilèges irritants.

Mes exigences sont celles du peuple

Mes exigences sont celles que clame le peuple : que nous les Argentins, nous ne soyons pas jugés pour nos idées ni par des juges et des lois qui survivent à la dictature, que n'existent pas les privilèges, que n'apparaissent pas des idées préconçues, des sectarismes et des préjugés aujourd'hui insoutenables.

Lorsque s'arrêteront en ce pays les pressions qu'exercent aujourd'hui les mêmes groupes et éléments du pouvoir qui ont rendu possible une dictature si longue et destructrice, lorsque vous vous déciderez à agir avec énergie pour démanteler tous les appareils de coercition qui sont restés intacts et opèrent contre la stabilité de votre propre gouvernement, lorsque les lois de la dictature seront dérogées et que l'on pourra garantir une justice libre et démocratique, lorsque l'on abandonnera les idées préconçues et les préjugés et que l'on comprendra que nous tous les démocrates argentins avons droit de participer à la vie publique et sociale argentine sans restrictions ni exclusions, lorsqu'existeront de véritables juges de la République et disparaîtront ceux de la dictature, lorsque tout cela arrivera, je suis sûr alors de retrouver ma liberté.

Vous me verrez alors, M. Alfonsín, comme toujours luttant sans hésitation ni crainte pour retrouver la démocratie et pour défendre les drapeaux qui ont gouverné toute ma vie : la liberté, l'indépendance, la justice pour ma patrie et mon peuple.

Voilà tout ce que je souhaitais vous dire de cette prison que vous avez ouverte pour m'y enfermer. Je l'ai fait avec honnêteté et franchise, sans haine et sans crainte. »

Cordialement,
Ricardo Obregon Cano

(1) Le palais présidentiel.

Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale*.

Déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) Liberté incondionnelle pour Firmenich !

Mario Firmenich, dirigeant politique qui s'est trouvé à la tête de la résistance populaire contre la dictature militaire argentine, a été arrêté au Brésil en février de cette année. Le 20 juin dernier, le tribunal fédéral suprême (STF) brésilien a décidé de concéder au gouvernement argentin l'extradition de ce combattant. La législation brésilienne n'autorisant pas l'extradition d'étrangers qui auraient participé dans leur pays à des actes de nature politique, le STF a choisi de prendre en considération des accusations de caractère « criminel » contre Firmenich.

Cette procédure, qui a en réalité le caractère d'une manœuvre peu subtile, répond à la tentative du gouvernement Alfonsín de faire passer en jugement les dirigeants Montoneros et de la Jeunesse péroniste comme co-responsables et auteurs, aux côtés de « certains » militaires, de ce qu'on appelle la « guerre sale » qui a sévi dans le pays durant plusieurs années sous le régime des forces armées.

Or, comment ne pas voir que ce sont précisément les forces armées dans leur ensemble et les organisations para-militaires organisées par le régime militaire lui-même qui sont responsables des plus de 30 000 prisonniers-disparus en Argentine ?

Comment ne pas reconnaître la justesse de la revendication soulevée par les Mères de la place de Mai de condamnation des forces armées argentines pour crime de lèse-humanité ?

Alfonsín, comptant dans ce cas avec l'appui de la dictature militaire brésilienne, prétend confondre les bourreaux et leurs victimes.

La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ayant pris connaissance de la campagne impulsée par la « Commission péroniste des parents de prisonniers politiques » en défense de Firmenich, ne pouvait manquer de manifester son soutien total à cette initiative. Nous ne cachons pas nos divergences politiques avec le courant représenté par ce combattant politique. Mais, en même temps, par-delà ces divergences, nous apportons notre solidarité à tous ceux qui ont été à l'avant-garde de la résistance du peuple argentin, dont la vigoureuse mobilisation a conduit au renversement de la dictature militaire. En effet, la dictature est tombée. Mais la lutte pour la démocratie se poursuit. Mario Firmenich doit avoir le droit de vivre libre, dans quel que pays que ce soit. C'est la reconnaissance élémentaire du respect des libertés démocratiques qui nous amène à apporter notre soutien concret à ce combat, tâche à laquelle nous ne pouvons faillir.

RESPECT DU DROIT D'ASILE !

LIBERTÉ INCONDITIONNELLE POUR FIRMENICH !

**SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS
ET INCULPÉS POLITIQUES ARGENTINS !**

Secrétariat international de la IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

BRESIL

Contre les manœuvres, le combat du Parti des travailleurs pour les « élections directes »

La candidature de Tancredo Neves, l'alliance du PMDB avec le Front libéral (1) ne servent qu'à diviser les oppositions, car en acceptant l'entrée dans le collège électoral, ils rompent avec l'unité conquise par l'opposition contre le collège, pour les directes tout de suite. Ce collège est le seul endroit où Maluf peut être élu. Si l'objectif du PMDB est de défaire le régime et de défaire Maluf, alors il devrait revenir à la lutte pour les directes tout de suite. »

Par ces paroles, le vice-président du Parti des travailleurs (PT), Jacobo Bittar, expliquait dans une interview à la presse le 20 juillet la position du parti face aux derniers événements politiques du pays (Lula était en voyage à l'étranger). Alors que des secteurs faisaient des pas en direction des élections indirectes, le Parti des travailleurs restait fidèle au combat qu'avec des millions de personnes dans la rue il mène depuis le tout premier meeting tenu à Pacaembu (dans l'Etat de Sao Paulo) le 27 novembre de l'année dernière.

Lors de l'interview qu'ils ont donnée en commun, les dirigeants du PT ont rendu public un manifeste d'opposition au collège électoral ainsi que le texte d'une pétition de boycott du collège que les militants du parti vont faire circuler et que nous publions ci-après.

Nous publions aussi des extraits de la résolution politique adoptée par la réunion du directoire national, qui s'est tenue le 7 juillet à Rio de Janeiro, où ont été définies les positions en ce qui concerne la lutte pour l'approbation de l'amendement Teodoro Mendes et pour le boycott du collège électoral, ainsi que des orientations sur la nécessité que soit préparée une grève civique nationale.

Nous publions les extraits de la résolution politique « Campagne nationale pour les directes tout de suite et contre le collège électoral » (distribuée par le secrétariat général du PT à l'issue de la réunion du directoire national du 7 juillet 1984).

Sur l'amendement Teodoro Mendes

« Il existe plusieurs amendements au congrès national, établissant des élections en 1984. Outre l'amendement Dante de Oliveira, déjà rejeté, et le sous-amendement des directes que l'opposition voulait présenter à l'amendement Figueiredo, et qui s'est retrouvé caduque après le retrait de celui-ci, il existe encore deux amendements fixant les directes tout de suite, en deux tours : l'amendement Teodoro Mendes (PMDB/SP) et l'amendement Ayrton Sandoval (PMDB/SP) (2). (...) »

Concrètement et objectivement, la possibilité existe que l'amendement Teodoro Mendes soit inclus à l'ordre du jour des discussions du congrès national au début du mois d'août. En ce qui concerne cet amendement, le PT adopte les mesures suivantes :

1. Le secrétariat national d'organisation du PT devra diffuser dans tout le parti le texte de l'amendement de Teodoro Mendes et les documents nécessaires à son entière compréhension.

2. Le groupe parlementaire fédéral du PT luttera pour que l'amendement Teodoro Mendes soit inclus dans l'ordre du jour des discussions du congrès et luttera pour son approbation.

3. Les diverses instances d'organisation du parti, ses dirigeants à tous les niveaux, et ses membres, devront diffuser l'amendement Teodoro Mendes et impulser des activités d'agitation et de propagande autour de son contenu et de la nécessité de son approbation.

4. Le calendrier de base pour cette campagne débute à partir de cette réunion du directoire national et se déroulera jusqu'à la mi-août ou jusqu'à la date la plus appropriée par rapport à la mise en route de l'amendement Teodoro Mendes. »

Sur le boycott du collège électoral

« (...) 1. Le groupe parlementaire fédéral, avec le concours de mesures juridiques impulsées par le secrétariat général national, tentera d'empêcher la régularisation du collège électoral. Si le collège n'est pas

régularisé, une impasse institutionnelle pourrait être créée qui permette la nouvelle présentation d'amendement pour les directes tout de suite.

2. Le PT ne participera pas au collège électoral. Les parlementaires du PT, à tous les niveaux, prendront publiquement l'engagement de ne pas comparaître au collège électoral, en signant des notes et des listes propres ou en apportant leurs signatures sur des listes déjà existantes.

3. Le directoire national et le groupe parlementaire fédéral s'adresseront à tous les groupes parlementaires fédéraux dans le but d'en obtenir l'engagement de ne pas comparaître au collège électoral, l'empêchant d'atteindre le quorum et l'invalider ainsi, si son implosion n'avait été obtenue par la non-régularisation de sa mise en application.

4. Les directoires régionaux du PT et les groupes parlementaires d'Etats et municipaux s'adresseront à tous les groupes parlementaires des assemblées législatives afin d'en obtenir l'engagement de refuser le quorum pour la réunion du collège électoral.

5. Les directoires régionaux, municipaux, de districts et de régions du PT se chargeront, sous diverses formes, de recueillir des signatures populaires sur une pétition de soutien aux parlementaires qui ne comparaîtraient pas au collège électoral et de protestation contre ceux qui y comparaitraient. Le secrétariat général national rédigera le texte de la pétition (...). »

(1) Tancredo Neves, ex-ministre et gouverneur de l'Etat du Minas Gerais, est le candidat de l'alliance PMDB-Front libéral à la présidence de la République, dans le cadre du collège électoral antidémocratique dressé par la dictature.

Le Parti du mouvement démocrate brésilien est la principale formation bourgeoise d'opposition.

Le Front libéral regroupe des dissidents du parti gouvernemental (PDS) qui a pour candidat le député Paulo Melu. (2) Teodoro Mendes, député du PMDB, a présenté un amendement constitutionnel prévoyant des élections directes à la présidence de la République immédiatement, élections qui devraient se dérouler en deux tours.

FRANCE : APRES LE 17 JUIN

Une crise institutionnelle ouverte

Il est devenu presque proverbial de dire qu'en France l'été est toujours une période de « vide politique ». L'été 1984 aura vu ce vide bien rempli. La loi Savary sur l'enseignement a disparu aux oubliettes. Mitterrand a annoncé un projet de référendum sur l'extension de l'utilisation du référendum. Le gouvernement Mauroy a démissionné et a été remplacé par un gouvernement Fabius, le premier gouvernement depuis 1981 qui ne comprenne pas de ministres du Parti communiste.

En fait, ce qui s'est révélé, dès les semaines qui ont suivi les élections européennes du 17 juin, c'est l'incapacité de contenir les conséquences de ce qui s'était manifesté lors de ce scrutin, à savoir, pour reprendre les termes de la résolution adoptée le 22 juin par le comité central du Parti communiste internationaliste, « l'impasse que constitue pour toutes les couches de la société le maintien des institutions antidémocratiques de la V^e République ».



Manifestation au Creusot.

A l'échelle de tous les pays de la CEE, les élections européennes ont été — sous des formes diverses — l'occasion d'un désaveu infligé par les masses travailleuses au « Marché commun » du chômage et de la misère. Elles ont aussi constitué en France, par l'abstention ouvrière massive, un « rejet de la politique anti-ouvrière en œuvre depuis trois ans que mène le gouvernement de front populaire » (résolution du comité central du PCI du 22 juin 1983).

Les conséquences des élections européennes

Mais les conséquences de l'événement politique constitué par les élections européennes, conséquences qui n'ont pas tardé à se manifester, sont inséparables de la forme précise de domination de classe de la bourgeoisie instaurée en France, la V^e République — et la crise de celle-ci.

Le recours à un gouvernement de front populaire est toujours la marque d'une situation de crise, et un tel gouvernement est un gouvernement de crise. Certes, mais le contenu concret de cette réalité en France après 1981 tient au fait que réaffirmait une déclaration du bureau politique du PCI en date du 20 juillet : « Il y a contradiction entre la base sociale qui a investi la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et les institutions de la V^e République qui, préci-

sément, visaient à exclure la représentation politique de cette base sociale. »

Tant du point de vue du mouvement de la classe ouvrière que de la place politique des institutions dans l'affrontement entre les classes, les récents événements politiques en France sont riches d'enseignements sur lesquels il faudra revenir, car l'acuité de la crise sociale et politique en France est un élément majeur des développements dans toute l'Europe.

Il ne s'agit ici que de noter quelques-uns des aspects de cette situation.

Pendant trois ans les gouvernements de front populaire ont conduit une politique de soumission aux exigences de la bourgeoisie dont la racine et l'axe étaient la préservation des institutions bonapartistes de la V^e République.

Le fonctionnement normal de ces institutions — qui concentrent les pouvoirs entre les mains de l'exé-

cutif et tout d'abord du président de la République lui-même — relègue le Parlement (l'Assemblée nationale) au rôle d'une chambre d'enregistrement.

La simple prise en compte de l'exigence affirmée dans l'élection d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est contradictoire avec le fonctionnement des institutions de la V^e République. C'est pourquoi la revendication démocratique de la souveraineté de l'Assemblée, contradictoire avec le contenu réactionnaire de ces institutions, se heurte de front à tout le dispositif de la collaboration de classes.

Mais l'acceptation de ces institutions et leur défense par le PS et le PCF n'a pas donné une nouvelle jeunesse ou un nouvel équilibre à des institutions déséquilibrées depuis longtemps. Elle n'a pu non plus effacer les conséquences de l'existence de la majorité surgie en 1981 qui ne constituait pas « une simple péripétie électorale : les aspirations qui fondaient cette majorité et auxquelles le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman tournait le dos ne pouvaient être réalisées au travers de nouvelles échéances électorales » (1).

Et les élections du 17 juin se sont soldées par une double polarisation : l'abstention (45 %, chiffre extrêmement fort pour la France) a avant tout été une abstention des électeurs de la majorité PS-PCF et plus particulièrement de l'électorat traditionnel du PCF.

Une manifestation politique de masse

Cette abstention a été une manifestation politique de masse qui a ébranlé le pouvoir de Mitterrand, « ébranlé la seule forme de pouvoir — compte tenu des rapports issus de la victoire politique remportée par les masses en 1981 — qui puisse tenter, pour le moment, de préserver l'Etat bourgeois » (résolution du comité central du PCI du 24 août.)

Du côté de la bourgeoisie, le regroupement de ses forces s'est opéré sur un axe de plus en plus réactionnaire, comme en témoigne la montée du vote Le Pen qui, contrairement à ce que l'on a prétendu, procède essentiellement d'un déplacement au sein de l'électorat RPR-UDF et non du ralliement d'une fraction de l'électorat traditionnel du PS et du PCF.

Dans cette situation, Mitterrand a tenté une ouverture vers « l'union nationale » par le recours aux moyens découlant de la nature même des institutions bonapartistes de la V^e République. Un référendum plébiscitaire élargissant le champ des questions par rapport auxquelles il deviendrait possible d'avoir recours au référendum. Une telle procédure conduisait à un renforcement supplémentaire du pouvoir présidentiel. Elle ouvrait la voie à la recherche d'un « consensus » avec les partis battus en 1981. Mais ceux-ci s'y refusent.

L'union nationale se dérobe. « Les moyens plébiscitaires, oui, mais pas pour vous », semblent dire les représentants du l'UDF et du RPR en faisant obstacle à l'opération de Mitterrand, utilisant pour cela la majorité dont ils disposent au Sénat.

Toutes les contradictions que contenait la situation née en 1981 tendent à arriver à maturité. C'est de là que procède ce caractère de paralysie, d'impuissance, qui marque tout le tableau de la vie politique française. Chacun veut retarder les échéances, mais chaque initiative approfondit la crise.

Toute la situation met à l'ordre du jour la nécessité d'un parti des travailleurs, d'un parti qui exprime la volonté des masses de faire prévaloir ce qu'elles exigeaient par leur vote de 1981 et à quoi les directions du PS et du PCF tournent le dos.

Le Parti socialiste, parti ouvrier parlementaire, ne peut résister au traitement de choc « bonapartiste » que lui fait subir « son » président.

Le PCF a mis fin à sa coopération gouvernementale. Il l'a fait parce qu'il ne pouvait plus efficacement participer au sauvetage du régime en restant au gouvernement. C'est la profondeur de l'événement politique du 17 juin qui, en dernière analyse, l'a conduit à cette décision. A la fois, par la ligne qu'il met aujourd'hui en avant (celle d'un vaste rassemblement), comme par le fait qu'il peut faire valoir son absence du gouvernement, il se situe dans le cadre de « l'union nationale » à réaliser. De plus, par son insistance à déclarer qu'il n'est plus non seulement dans le gouvernement mais aussi dans la « majorité », il veut faire entendre qu'il n'y a plus de majorité PS-PCF.

Simultanément, il réaffirme sa fidélité à la Constitution de la V^e République, redéfinie dans les éditoriaux de *L'Humanité* comme la loi suprême du pays.

Comme l'explique *Informations ouvrières* du 27 juillet :

La question clé de la Constitution

« Se prononcer pour la Constitution, c'est se prononcer contre la souveraineté de la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. Se prononcer pour la démocratie, c'est proposer et faire des lois pour les travailleurs contre les capitalistes. C'est lutter dans l'unité pour que la majorité PS-PCF assume le pouvoir. »

Après les élections du 17 juin, la crise institutionnelle larvée jusque-là se révèle au grand jour.

Ce que les masses travailleuses ont désavoué par leur abstention, c'est la soumission à la bourgeoisie pratiquée dans le cadre des institutions de la V^e République.

Toute la situation les amène à se dresser contre ces institutions réactionnaires et la soumission à celles-ci.

Le contenu de l'abstention ouvrière du 17 juin commence à se

matérialiser dans l'action de la classe ouvrière.

Le grand ensemble industriel du Creusot liquide. On parle de « sauvegarder » 10 000 emplois sur 22 000. 2 500 licenciements sont d'ores et déjà décidés pour l'usine centrale, celle de la ville du Creusot. C'est sur cette base qu'une opération de reprise financière du groupe est établie, en fait acceptée par le gouvernement.

Mais le 6 septembre, alors que se tient la réunion où doit être signé l'accord qui aboutit à priver des milliers de travailleurs de leur emploi, c'est à 10 000 que les ouvriers de Creusot-Loire et la population de la ville se rassemblent avec leurs organisations syndicales, plaçant à leur tête élus du PS et du PCF, imposant l'unité. En hâte, le plan est retiré...

Rien n'est aujourd'hui réglé, mais la manifestation unie a interdit l'application du plan de licenciements.

F. F.

(1) *Informations ouvrières*, 23 juin.

ULRICH JOLY (1920 - 1984)



A U moment où ce numéro de *Tribune internationale* était achevé, une douloureuse nouvelle nous parvenait. Le camarade Ulrich Joly venait de mourir. Avec lui, c'était l'une des grandes figures du mouvement ouvrier haïtien qui disparaissait. Il lègue à ses camarades les leçons et l'exemple d'un indomptable combat contre l'oppression impérialiste, contre la dictature, pour les droits du peuple haïtien, pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

Militant dès l'âge de 16 ans, contraint d'abandonner ses études, il deviendra l'un des organisateurs du syndicalisme ouvrier. En 1957, Joly sera élu président de la centrale ouvrière qui se constitue alors.

En 1963, le gouvernement de Duvalier le fait arrêter. Il passera dix années terribles dans les prisons du dictateur. Libéré en 1973 à la suite de l'enlèvement d'un représentant du gouvernement américain, il connaîtra, sans jamais renoncer à son combat, la vie difficile de l'exilé politique.

Mexique, Chili, puis la France où avec Frank Senat et Frank René, il constituera le CORHA (Collectif des réfugiés haïtiens).

En 1982, Joly est l'un des fondateurs de *Tribune libre des Caraïbes*, revue qui se place sur le terrain du combat de la classe ouvrière, le combat seul à même de conduire à son terme l'émancipation des masses opprimées et exploitées de Haïti et du monde.

Tribune internationale avait récemment publié l'appel dont Ulrich Joly était un initiateur, à l'occasion des élections organisées par la dictature. Jusqu'à son dernier souffle, Ulrich Joly a combattu.

Le secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et le comité de rédaction de *Tribune internationale* saluent la mémoire du camarade Ulrich Joly et assurent sa famille et ses camarades de leur solidarité.

ITALIE

La Démocratie chrétienne, son déclin et ses appuis

Pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, le Parti communiste italien dépasse en voix la Démocratie chrétienne (DC), principal parti de la bourgeoisie.

Aux élections européennes, en effet, le Parti communiste italien obtient 33 % des voix, soit une augmentation de 3 % à peu près par rapport aux précédentes élections législatives de 1983.

La Démocratie chrétienne, qui dans les dernières élections générales avait perdu près de 4 % de suffrages, perd dans celles-ci 600 000 voix.

Les partis bourgeois du centre perdent près de 2,5 %. Le PSI perd 300 000 voix.

Alors qu'ailleurs en Europe occidentale, les partis communistes subissent des coups sur le terrain électoral, qu'ils apparaissent secoués par une crise profonde, et que d'un autre côté les partis sociaux-démocrates s'imposent comme les principaux bénéficiaires du rejet, sur le terrain électoral, des partis bourgeois, en Italie, le stalinisme semble vivre des jours meilleurs.

EN réalité, la situation politique italienne est marquée par une crise sociale qui peut exploser d'un moment à l'autre et que les appareils du Parti communiste italien, du PSI et des syndicats réussissent à contrôler encore, mais de plus en plus difficilement.

Les voix que les travailleurs ont portées sur le Parti communiste italien sont le reflet des mobilisations qui les ont opposés au gouvernement pour la défense de la loi sur l'« échelle mobile ». La volonté des travailleurs d'en finir avec la Démocratie chrétienne et les autres partis bourgeois s'est prioritairement exprimée sur le terrain électoral par le vote pour le Parti communiste italien.

Alors que la caution inconditionnelle donnée par le PSI à la Démocratie chrétienne ainsi qu'à l'organisation patronale la « Confindustria » a été pénalisée par une perte des voix ouvrières.

Arrivé au seuil de la grève générale, les résultats électoraux montrent que les mobilisations de ces derniers mois participent d'une marche vers l'explosion d'une crise sociale au centre de laquelle est posée la question du gouvernement, de la rupture avec la Démocratie chrétienne et les autres partis bourgeois, et de la formation d'un gouvernement Parti communiste italien et PSI sans ministres bourgeois.

Le rôle du Parti communiste italien

C'est dans cette situation que s'inscrit le rôle central du Parti communiste italien : pivot d'un mécanisme de domination de la bourgeoisie italienne constituée dans la période de l'après-guerre autour de la Démocratie chrétienne. Dans les derniers mois, un immense mouvement spontané guidé par les conseils d'usine et les conseils de délégués a opposé les travailleurs aux mesures prises par le gouvernement et qui remettaient en cause le mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

Pendant près de cinq mois, la grève générale a été la menace contre laquelle les appareils, et au premier chef le Parti communiste italien et la direction de la CGIL, ont pesé de tout leur poids, pour chercher à bloquer la mobilisation des travailleurs.

Le 24 mars, à l'appel des conseils d'usine, 100 000 travailleurs manifestaient à Rome pour obtenir le retrait du décret adopté le 16 février. Le 24 mars marque un tournant dans la forme du dispositif organisé par le Parti communiste italien et par la direction de la CGIL afin d'arrêter le cheminement vers la grève générale.

C'est à cette occasion que la CGIL change ouvertement de position sur le décret (1).

Luciano Lama, secrétaire de la CGIL, prononce un discours qui suscite le soutien de Benvenuto, secrétaire de l'UIL, lequel le synthétisera en ces termes :

« Le premier NON, Lama l'a prononcé à l'égard de la grève générale. Le second avertissement pour la récupération des trois points d'augmentation du coût de la vie. Le troisième au retrait du décret dont il a demandé la modification. » (2).

Cette même volonté politique d'empêcher par tous les moyens la grève générale exprimée par Lama le 24 mars guide le Parti communiste italien dans la tentative de liquider l'assemblée nationale des délégués prévue pour le 10 avril à Turin. En effet, étant donné désormais le retrait certain du premier décret et la volonté du gouvernement d'en présenter un second, la nouvelle assemblée nationale des délégués est appelée à décider la grève générale.

Cette dernière est préparée par une rencontre de la coordination nationale qui s'est tenue à Bologne. C'est là que, présentant « la tactique d'obstruction » au cours du débat parlementaire sur le décret comme solution politique alternative à la grève générale, le Parti communiste italien réussit à imposer que soit supprimé de l'ordre du jour de l'assemblée nationale le point prévu sur la grève générale.

Ainsi, même si le parti communiste ne réussit pas à empêcher de nombreux délégués de se prononcer ouvertement pour la grève générale, il fera adopter à sa place une « politique revendicative articulée » (3), grèves tournantes contre grève générale, division contre unité.

Après la disparition du premier décret et alors que le gouvernement en présente un autre, l'appareil du parti et la direction de la CGIL ont agi pour faire évacuer la question de la grève générale de la scène politique.

Cependant, encore une fois avec leurs délégués, les travailleurs réalisent leur propre unité et, face au second décret, de nouvelles grèves et manifestations sont organisées immédiatement. La grève générale et une nouvelle assemblée nationale des délégués qui doit en décider à nouveau sont encore à l'ordre du jour.

Le 18 avril, le conseil d'usines de l'Italsider de Gênes demande à la CGIL de convoquer cette assemblée nationale de délégués ; le 19, à Milan, des dizaines de milliers de travailleurs en exigent l'organisation.

La CGIL, cette fois-ci avec l'accord de la minorité du PSI qui soutient le décret, lance un plan systématique de grèves tournantes sur la ligne de la « modification du décret », et cela pour tous le mois de mai, en ayant pour objectif d'empêcher la centralisation politique des travailleurs.

Le Parti communiste italien, de son côté, s'attache à la recherche d'un accord parlementaire avec le gouvernement qui puisse clore définitivement la question de la grève générale, cherchant dans chaque cas à assurer au gouvernement les moyens qui souvent lui échappent (4), afin qu'il puisse gouverner.

Ainsi, L'Unita se vante du soutien donné par le Parti communiste italien au gouvernement, à l'ombre de « l'obstructionnisme » parlementaire : « Renonçant à défendre de nombreux amendements, alors qu'il était à peine une heure avant minuit (limite du débat en commission - NDA), le Parti communiste italien a permis que la commission termine

bourgeoise et ses partis de mettre en place un gouvernement « fort » qui puisse finalement appliquer les mesures anti-ouvrières qu'appelle la situation économique.

Le Parti communiste italien, de son côté, se prépare à affronter une crise politique sans précédent, à faire face à l'éventualité de la formation d'un gouvernement d'union nationale ou de front populaire pour faire obstacle à la perspective d'un gouvernement Parti communiste italien-PSI sans ministres bourgeois.

Pour l'heure, il travaille à éloigner la perspective d'un gouvernement d'unité nationale ou de front populaire qui précipiterait inévitablement la crise politique, et se maintient sur une ligne de soutien jusqu'au bout de la Démocratie chrétienne.

Les déclarations de Natta ne laissent aucun doute à ce sujet : « Oui, notre ligne politique est celle de l'alternative démocratique (...); ceci est la perspective vers laquelle nous entendons arriver avec force et

aux stalinien une certaine marge de manœuvre qui leur sert temporairement de protection contre l'opposition directe des masses, alors que les PC espagnol et français apparaissent comme un soutien direct aux institutions réactionnaires de ces Etats et se trouvent directement exposés aux mouvements des masses tournés vers la liquidation des institutions frankistes et gaulliennes.

C'est en cela qu'on peut expliquer le fait que les travailleurs italiens cherchent à utiliser le Parti communiste italien sur le plan électoral comme moyen d'infliger une défaite électorale à la bourgeoisie ainsi qu'à ses partis, et cela malgré sa politique contre-révolutionnaire affirmée encore une fois dans son attitude des derniers mois. Ce fait particulier ne fait pas du Parti communiste italien un cas spécial dans le panorama du stalinisme international, cela ne le rend pas moins stalinien que les autres PC.

Cependant, les marges de manœuvre dont il peut encore disposer ten-



Manifestation contre la remise en cause de l'échelle mobile des salaires.

normalement ses travaux alors qu'il avait même la possibilité de l'en empêcher. »

Les félicitations de la Démocratie chrétienne

Comportement qui reçoit les éloges du démocrate-chrétien Ferrari Agradi, président de la commission, qui remercie publiquement le Parti communiste italien de son comportement « qui s'est révélé intelligent, respectueux et amical » (5). Comportement qui a été jusqu'à faire sortir ses propres députés de la salle des séances pendant les votes et qui permet finalement au gouvernement de pouvoir faire approuver le décret quelques jours avant les élections européennes.

Mais le rapport des forces entre les classes reste favorable à la classe ouvrière. Là est le principal facteur de crise dans les relations politiques en Italie. Cela se traduit dans la difficulté toujours plus grande pour la

vigueur. Ce n'est pas une formule de gouvernement dans l'immédiat. » (6)

La crise italienne

Le Parti communiste italien, facteur d'ordre dans le système politique italien, l'est dans le cadre du stalinisme international. La particularité de la forme de domination de la bourgeoisie en Italie le contraint, afin de soutenir l'Etat, de soutenir la Démocratie chrétienne dont l'intégration complète dans l'appareil d'Etat est grosse de crises institutionnelles permanentes.

En cela, son rôle n'est pas différent des autres partis communistes européens, pour lesquels le maintien du statu quo en Espagne et en France, par exemple, implique le soutien direct à la monarchie franquiste fondée sur l'oppression nationale et à la V^e République bonapartiste issue du coup d'Etat de De Gaulle.

La différence en Italie est que le fonctionnement parlementaire laisse

dent à se réduire à cause des chocs entre les classes qui se préparent. Dès les premiers mois de l'année prochaine, la question de l'échelle mobile sera de nouveau à l'ordre du jour car les effets du décret adopté cette année se matérialisent. La lutte commencée ces derniers mois est le prologue d'amples affrontements. L'expérience acquise par les travailleurs dans la lutte pour la grève générale, pour la défense de l'échelle mobile des salaires sera un fait décisif qui se heurtera à la politique des appareils, à celle du Parti communiste italien en premier lieu.

A. Bento

- (1) La CGIL s'est déclarée prête à accepter une remise en cause de l'échelle mobile ne s'opposant qu'à la « forme » du décret, pris en dehors de toute consultation normale.
- (2) *Corriere della Sera*, 26 mars.
- (3) *L'Unita*, 14 avril.
- (4) Les 30 et 31 mai, le gouvernement avait été mis en minorité dans les commissions parlementaires.
- (5) *L'Unita*.
- (6) *Idem*.

DE L'HERITAGE FRANQUISTE A L'ENTREE DANS LA CEE

Le prix de la « restructuration », version espagnole

A l'occasion des élections européennes du 17 juin dernier, les représentants de la bourgeoisie ont souligné que l'un des enjeux de la « consolidation » de l'édifice européen (qu'aurait dû étayer une large participation populaire à ces élections ; et l'on sait ce qu'il en a été...) c'était son agrandissement, en particulier à l'Espagne.

En Espagne, comme dans tous les Etats capitalistes, « restructuration » et « modernisation » sont des mots à la mode. Ils devraient permettre, par l'entrée dans la CEE, un « nouveau développement ». Quelle est la réalité que cache la magie des mots ? C'est à certains aspects de cette réalité qu'est consacrée l'étude que Tribune internationale publie ci-dessous.

Le gouvernement espagnol a mis la dernière main, le 11 avril dernier, au plan de restructuration des chantiers navals : sur les 41 500 travailleurs employés dans cet important secteur traditionnel de l'industrie espagnole, 17 000 seront licenciés. La capacité de production des chantiers navals, situés pour l'essentiel en Galice et au Pays Basque, sera réduite de moitié.

L'ensemble des plans de reconversion envisage la suppression d'environ 100 000 emplois, ce qui représente environ 15 % de l'emploi dans les secteurs visés et 4 % de l'emploi total dans l'industrie.

Le gouvernement de Madrid, faut-il le rappeler, est présidé depuis décembre 1982 par Felipe Gonzalez, porté au pouvoir par le vote massif des travailleurs et des peuples d'Espagne pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Dans le programme électoral sur lequel Gonzalez et les dirigeants du PSOE se sont fait élire figurait en bonne place l'engagement de créer 800 000 emplois. En fait, depuis sa formation, le « premier gouvernement socialiste depuis la guerre civile » a présidé, organisé ou laissé s'accomplir la suppression de 300 000 emplois industriels.

En vue de la négociation d'un éventuel pacte social entre les Commissions ouvrières (CCOO), l'UGT et la centrale patronale, la CEOE, le gouvernement a discuté le 13 juillet dernier d'un nouveau cadre économique. Le ministre de l'Economie Boyer a présenté un rapport prévoyant une hausse du chômage de 450 000 personnes durant la législature (83/87), ainsi qu'une « croissance salariale » entre 0 % et -0,7 % dans la période de 85 à 87.

Le taux de chômage de l'Espagne, environ 19 % de la population active sans emploi, est le plus élevé de tous les pays capitalistes avancés. Dans la région de Vigo, un des centres de la construction navale frappée de plein fouet par la « restructuration », le tiers de la population active est au chômage.

Au menu de la politique industrielle de Madrid figurent encore la sidérurgie, le textile, l'électroménager, pour ne citer que les principaux secteurs voués par Madrid aux suppressions massives d'emplois, accompagnées par de confortables subventions aux propriétaires des entreprises concernées.

Loin de répondre au « changement » radical si évidemment voulu par ceux qui l'ont porté au pouvoir, le gouvernement de front populaire dirigé par Gonzalez a décidé de prendre en charge la modernisation capitaliste de l'économie espagnole, avec l'objectif avoué de rejoindre la CEE. Or, la mise aux « normes européennes » de l'industrie, mais aussi l'agriculture espagnole, implique un formidable bond dans la « productivité » pour affronter la concurrence féroce que se livrent entre eux les

« partenaires » du Marché commun. Et le prix de cette adaptation, c'est aux masses travailleuses des villes et des campagnes que la bourgeoisie espagnole veut le faire payer.

Les recettes franquistes

A partir du début des années 1960, l'Espagne franquiste a été entraînée dans le mouvement d'accumulation du capital et de « développement » économique permis dans l'ensemble des pays capitalistes avancés par le recours massif au parasitisme, à l'économie d'armement et de dettes.

Le « boom » de l'économie espagnole n'a pas modifié la place subordonnée de la débile bourgeoisie espagnole sur le marché mondial, mais les « recettes franquistes » lui ont permis de bénéficier de l'effet d'entraînement des investissements étrangers.

Aux capitalistes étrangers, et d'abord américains qui voulaient s'y installer, le régime de Franco offrait en effet de nombreux avantages : la proximité du marché européen, une main-d'œuvre de bon niveau mais au coût maintenu artificiellement bas par la répression et l'absence d'organisations syndicales indépendantes, un marché intérieur protégé par des tarifs douaniers très élevés mais aussi une industrie locale inexistante ou peu concurrentielle, des aides financières de l'Etat, etc.

L'Espagne de Franco a ainsi vu naître une industrie créée ou structurée par le capital étranger : dans l'automobile (General Motors, Ford, Fiat, Renault, Chrysler puis PSA), dans le matériel électrique et de télécommunications (ITT-Standard, Westinghouse, Brown Boveri, General Electric), dans la chimie (Hoechst, ICI), etc. Selon une enquête récente du ministère espagnol du Commerce, 13 des 25 premières sociétés exportatrices espagnoles sont détenues en totalité ou en partie par des capitalistes étrangers.

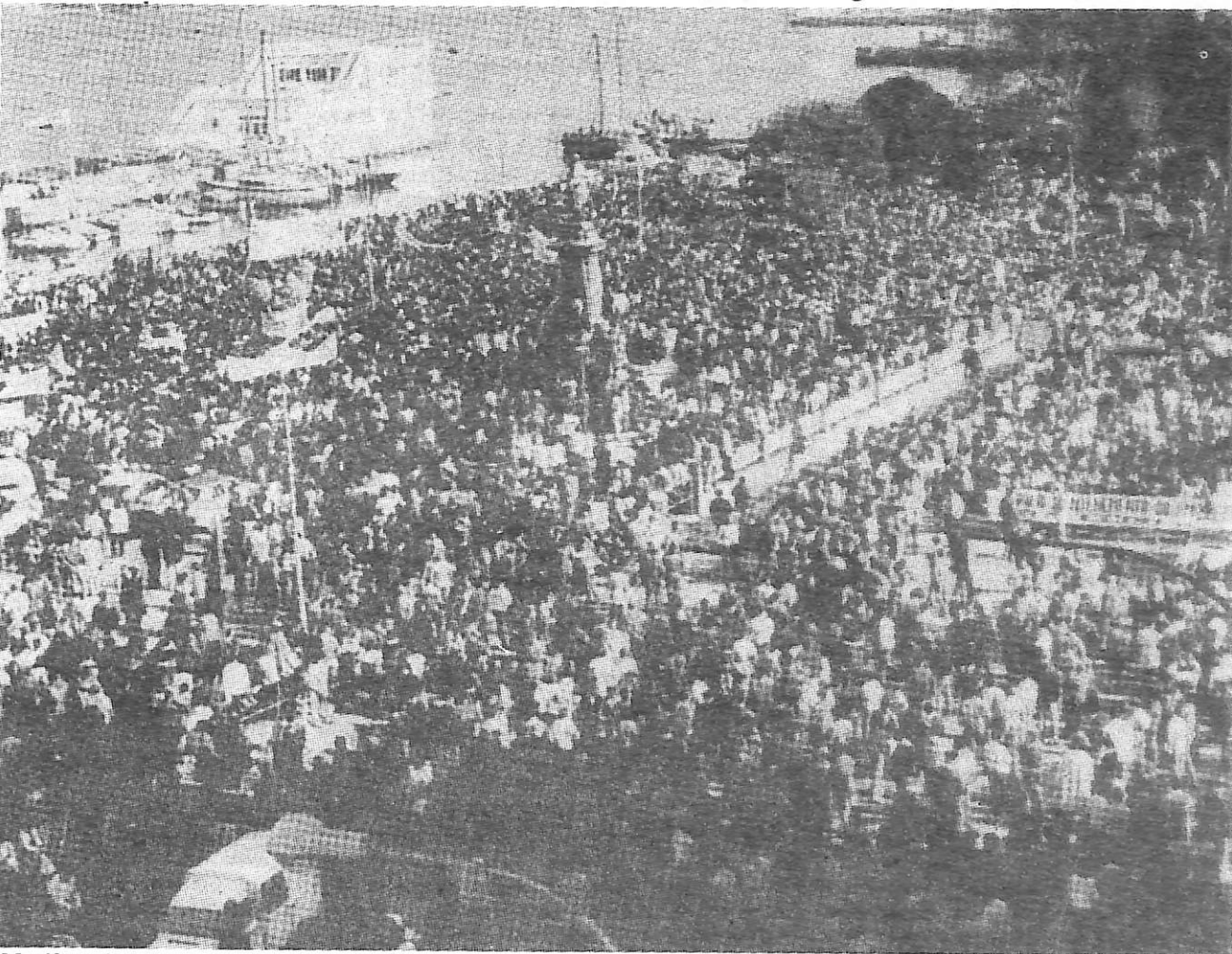
En dehors du Pays Basque, et dans une moindre mesure de la Catalogne, régions traditionnellement les plus riches et les plus avancées d'une Espagne soumise à la domination politique du capital financier centraliste, la bourgeoisie espagnole n'a pris qu'une part limitée dans ce processus d'industrialisation.

Mais l'économie franquiste lui offrait d'autres champs d'activité. L'immobilier, soutenu par l'industrialisation, entraînant exode rural et croissance urbaine, et par le formidable essor touristique du pays, a permis aux cliques franquistes de faire des fortunes immenses, en « bétonnant » la côte méditerranéenne comme les banlieues des grandes agglomérations. Grands bourgeois espagnols, catalans ou basques et dignitaires franquistes ont également rempli leurs poches dans les activités bancaires, en plein développement pendant les années soixante et soixante-dix.

Dans ces types d'activité en effet, sont essentiels pour réussir le trafic d'influence, les passe-droits, les pots-de-vin, dont les régimes dictatoriaux ou bonapartistes (comme la V^e République en France) sont particulièrement prodigues.

Mais la fragilité, le caractère artificiel de cette apparente réussite économique sont apparus brutalement avec l'agonie du franquisme sous les coups répétés des masses espagnoles et l'impact de la crise mondiale.

Rien n'illustre mieux la « grandeur » et la décadence de l'économie façon Franco que la débâcle du groupe Rumasa, énorme holding constitué par un aventurier franquiste de l'immobilier et de la banque, Ruiz Mateos, et que le gouvernement de Felipe Gonzalez a dû nationaliser peu après son arrivée au pouvoir pour éviter la liquidation des dizaines de sociétés qui en dépendaient. Il faut noter que c'est la seule occasion dans laquelle le gouvernement de front populaire de Madrid a « violé » ses engagements... envers les patrons. Le processus de reprivatisation de Rumasa est d'ailleurs en marche, au bénéfice des capitalistes espagnols et étrangers.



Manifestation contre les licenciements à Sagunto.

La débâcle de Rumasa n'est d'ailleurs qu'un élément de la crise qui ravage depuis 1978 tout le secteur bancaire espagnol. 51 banques privées sont en situation de « réanimation » et le Fonds de garantie des dépôts, créé en 1977 par la Banque d'Espagne, la banque centrale du pays et le secteur bancaire, a dû renflouer 21 de ces banques au prix d'un déficit de près de 32 milliards de francs, dont les deux tiers couverts par l'institut d'émission.

Cela illustre parfaitement le caractère largement artificiel et la très grande précarité d'un développement économique qui s'est heurté à partir de la fin des années soixante-dix à deux bouleversements concomitants : la crise mondiale et la décom-

position politique et sociale du régime franquiste.

Des conditions nouvelles

On ne peut qu'évoquer ici le combat engagé dès avant la disparition physique du dictateur, en 1975, par la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, pour obtenir la liquidation du régime franquiste et de ses institutions. On sait comment ce mouvement a été contenu par la politique acharnée de défense de la monarchie héritière du franquisme menée par les appareils du PCE et du PSOE.

Mais les effets indirects de cette lutte révolutionnaire ont néanmoins abouti à modifier le rapport de force entre travail et capital. Non seulement la classe ouvrière a reconstruit ses organisations syndicales indépendantes, mais elle a arraché entre 1978 et 1982 des augmentations salariales supérieures à celles enregistrées chez les principaux concurrents de l'économie espagnole.

En clair, pour les investisseurs étrangers, l'Espagne cessait d'être un pays à bas coût de main-d'œuvre et à productivité élevée. Certains rats ont d'ailleurs commencé à quitter le navire. Le vitrier américain Guardian

participation dans l'agro-alimentaire.

Le capital étranger se prépare ainsi à la nouvelle division internationale du travail qui devrait accompagner l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Et c'est également à cette perspective exaltante que le gouvernement de front populaire de Felipe Gonzalez consacre tous ses efforts.

C'est la préparation à l'entrée dans le Marché commun qui justifie la « restructuration industrielle ». Pour le ministre de l'Industrie Carlos Solchaga, il est indispensable de « libérer des moyens (financiers) provenant de secteurs qui n'ont plus de rôle dans la division internationale du travail, et de créer des secteurs locomotives générateurs d'emplois ».

Mais ce qui est vrai des grands secteurs de base l'est aussi dans la production de biens de consommation. L'électro-domestique espagnol est à 60 % à peine de sa capacité de production, et les fermetures d'usines s'y succèdent à un rythme accéléré. Il en va de même dans le textile. Pour permettre à l'industrie espagnole de s'adapter au Marché commun, le gouvernement de Madrid demande

d'ailleurs une transition de 5 à 7 ans, pendant lesquels la protection douanière continuerait à jouer.

La question agricole

Du moins, affirment certains en Espagne et ailleurs, l'entrée dans la CEE devrait ouvrir de nouveaux horizons à l'agriculture du pays. Cela est sans doute exact pour les secteurs des fruits et légumes et du vin, à forte capitalisation et niveau élevé d'organisation. Mais l'agriculture espagnole est lourdement déficitaire pour les céréales (importées des Etats-Unis à des cours mondiaux inférieurs à ceux de la CEE), pour la production bovine et laitière. Pour ces secteurs, le choc de la concurrence avec la CEE signifie un arrêt de mort pour des milliers de petites exploitations

Industries, le constructeur automobile italien Fiat, celui d'engins de travaux publics et de machines agricoles International Harvester se sont retirés ou ont abandonné leurs projets d'investissements.

D'autres sociétés étrangères, comme les américaines ITT (Standard) et Westinghouse, ou le groupe français Carnaud, ont eu recours à la procédure de la « suspension de paiement » qui gèle les dettes aussi bien à l'égard des fournisseurs que des banques que de leurs salariés.

SUEDE

Le « miracle suédois » n'est plus qu'un souvenir...

« Je ne me sens plus chez moi dans le parti. Aujourd'hui, il fait confiance à 100 % au capitalisme. »
 « Le gouvernement social-démocrate a accordé quelques augmentations aux travailleurs les mieux payés, mais il attaque les salaires des ouvriers de l'industrie. »
 « Il y a une forte opposition à la politique gouvernementale au sein du mouvement syndical. Et plus on se rapproche de la base, plus la critique est sévère. »

dans le nord-ouest (lait et viande). Il illustre également parfaitement la façon dont la soumission à la défense des intérêts du capital conduit le gouvernement de front populaire à ne pas répondre à la question agraire.

Alors que l'Espagne doit importer chaque année 5 à 6 millions de tonnes de céréales américaines et 20 000 tonnes de viande bovine argentine ou irlandaise, les structures agraires font de l'Andalousie la plus grande région du pays, une vaste jachère. 3 % des propriétaires y regroupent deux tiers des terres, alors que 400 000 moyens et petits propriétaires se partagent le reste. Les grandes propriétés sont sous-exploitées ou délaissées alors que 500 000 personnes chôment en Andalousie, soit 23 % de la population active.

Dans le plan de la CEE figure la réduction de 40 % de la production de vin, l'arrachage d'un million d'hectares d'oliviers et l'amarrage de 40 à 50 % de la flotte de pêche espagnole qui pêche dans les eaux communautaires.

Pour tenter de désamorcer la situation explosive qui règne en Andalousie, le Parlement autonome prépare sans hâte excessive une « réforme agraire » dont le principe de base est en fait de pousser les grands propriétaires à accroître la productivité, en recourant à la mécanisation intensive, avec l'argent de l'Etat. Exemple typique : la « réforme » promet une extension des zones irriguées sans poser le problème de la propriété privée des ressources en eau, obstacle traditionnel et rédhitoire au développement agricole !

Dans des rapports de l'OCDE et du FMI pour l'Espagne, il est proposé en conclusion une série de mesures pour préparer l'entrée dans le Marché commun. En premier lieu, freiner la croissance des prestations sociales, c'est-à-dire... des réformes concernant la Sécurité sociale. Ce qui est appelé par euphémisme la Sécurité sociale à deux vitesses (freiner les pensions, maîtriser les dépenses de santé).

Accroître aussi la flexibilité du marché du travail en réformant le statut des travailleurs, accélérer la reconversion industrielle. L'accord signé à Sagunto a coûté très cher.

Diminuer les dépenses publiques, en particulier le déficit des entreprises publiques (Ensidesa, Aesa (chantiers navals), Iberia, Seat, Renfe...). Les pertes des entreprises publiques sont passées de 32 milliards en 1977 à 312 milliards en 1983. En conclusion, il faut réduire les effectifs et l'ampleur des opérations. Il faut aussi maîtriser les dépenses des autonomies.

La soumission politique à la monarchie franquiste et la recherche de l'intégration à la CEE sont les deux facettes de la politique de collaboration de classes du gouvernement de front populaire en Espagne. Cette politique s'oppose frontalement aux aspirations de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne qui veulent la liquidation des institutions centralistes héritées du franquisme, qui veulent la République, le droit pour les Catalans, les Basques et les Galiciens de prendre en mains leur propre destin, le droit à la terre pour les ouvriers agricoles d'Andalousie, le droit au travail pour les ouvriers de Sagunto et de Bilbao qui combattent pied à pied la politique de Boyer-Solchaga.

Sergio Reis

syndicats contrôlés par la social-démocratie, mais au sein du parti social-démocrate lui-même.

Sous les coups des travailleurs — et également victime de ses propres contradictions —, le gouvernement bourgeois devait se disloquer. Cependant, durant les six années d'exercice du pouvoir par les partis de la bourgeoisie, le chômage pro-

Tout en réduisant les impôts sur les grandes fortunes, Palme remit en cause l'indexation automatique des retraites et pensions sur le coût de la vie, diminua les subventions aux écoles et aux crèches, et demanda aux syndicats qu'ils manifestent un esprit de « responsabilité sociale ».

Y compris aux sommets de la confédération syndicale, l'opposition ne tarda pas à se manifester.

L'hebdomadaire de la confédération syndicale écrivit que le gouvernement entendait planifier le chômage et que sa politique économique procédait des plans d'austérité des partis de la bourgeoisie. Dans les mines et dans la métallurgie, l'opposition fut encore plus violente.

A Kiruna, principal centre minier du nord du pays, le ministre de l'Industrie fut hué et ne put finir son discours.

A l'inverse, les cercles dirigeants du capitalisme suédois manifestaient leur satisfaction. Erick Penser, l'un des « grands » de la bourgeoisie suédoise, le principal propriétaire de Bofors, la grande firme de production d'armes, déclarait : « Quand les partis bourgeois gagnent les élections, la Bourse est en hausse pendant 48 heures puis elle descend pendant trois ans. Quand les sociaux-démocrates l'emportent, elle baisse pendant 48 heures puis elle monte pendant trois ans. »

Pour l'heure, les faits semblent lui donner raison. Mais...

Les 50 plus grandes entreprises de Suède ont vu croître leurs profits de 60 % en six mois. Et, bien que la production industrielle ait augmenté de 8 %, le chômage est resté stable. Ce qui signifie une exploitation accrue des travailleurs qui ont conservé leur emploi.

Un conflit ouvert

C'est dans cette situation qu'a éclaté un conflit ouvert entre le principal dirigeant de la confédération syndicale, Stig Malm, et le ministre des Finances Kjell Olof Feldt. Malm a attaqué ce qu'il appelle la politique « unilatérale » du gouvernement Palme.

Celui-ci a demandé aux syndicats d'accepter une limitation de 5 % des augmentations de salaires. Finalement, Malm a déclaré que LO (la confédération syndicale) accepterait cette recommandation à condition que le gouvernement prenne des mesures assurant l'investissement des profits en vue de créer de nouveaux emplois.

Mais, dans les principaux centres industriels, les dirigeants syndicaux ont fait savoir qu'ils refuseraient toute limitation des revendications salariales. Les hauts profits montent, disent-ils, que les employeurs peuvent payer.

Aussi, ce qui est à l'ordre du jour, c'est un approfondissement de la crise, un aiguisement du conflit entre les organisations syndicales et le gouvernement et l'expression de ce conflit au sein de la social-démocratie elle-même.

Un signe précurseur en est la lettre ouverte signée par 93 responsables et militants sociaux-démocrates des docks d'Uddevalla (côte ouest de la Suède) qui condamnent l'actuelle politique gouvernementale et réclament de leur parti une politique fondée sur les besoins et les intérêts de la classe ouvrière.

L. Werstin



Grève en 1980.

Ceux qui tiennent ces propos sont trois responsables syndicaux de la métallurgie, des aciéries de Börlange (au centre de la Suède) et de Lulea (dans le nord du pays). Leurs déclarations expriment la situation en Suède, pays tant vanté pour sa stabilité sociale.

Ce printemps, les déchirures du « modèle suédois », c'est-à-dire de l'ensemble d'institutions visant à réglementer la collaboration du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie depuis plus d'un demi-siècle, sont devenues plus visibles que jamais depuis la grève des mineurs d'il y a quinze ans. Et cette fois, elles traversent l'appareil de la social-démocratie lui-même. Ce printemps a été marqué par une vague de grèves, grèves spontanées et grèves ayant l'aval de dirigeants syndicaux locaux.

Les grèves étaient dirigées contre le patronat mais mettaient aussi en cause la politique de « contrôle des salaires » du gouvernement Palme. De puissants mouvements ont eu lieu dans les aciéries nationalisées de Börlange, Lulea et Oxelösund, dans les mines de Boliden, dans les aciéries privées de Sandvik et Fagersta, sur les docks de Göteborg. Presque partout, les limitations voulues par le

gouvernement Palme furent transgressées et les patrons durent faire d'importantes concessions. Dans ces mouvements, de nouveaux responsables syndicaux — qui ont leurs racines dans la social-démocratie — apparurent au premier plan.

Une période d'instabilité

En 1976, le parti social-démocrate suédois, le SAP, perdit le contrôle direct du gouvernement dont il disposait depuis 1932. C'était la manifestation du fait que la Suède entrait dans une période d'instabilité. Sous l'impact de la crise mondiale, la bourgeoisie suédoise faisait appel à ses représentants directs.

Les travailleurs ne laissèrent pas le gouvernement formé par une coalition de partis bourgeois agir à sa guise. Les plans des capitalistes ne purent être réalisés que partiellement et l'activité de la classe ouvrière se développa. De larges manifestations eurent lieu, la direction de la centrale syndicale LO fut au bord du déclenchement d'une grève générale en 1980, face à la provocation de la Confédération des employeurs se prononçant pour un blocage absolu des salaires. Cette radicalisation se traduisit non seulement au sein des

gressa considérablement et le salaire réel des travailleurs de l'industrie baissa de 10 %. Une fois encore, les travailleurs se tournèrent vers le SAP comme l'instrument politique de leur refus des licenciements et de la détérioration de leur niveau de vie. Le SAP devait gagner les élections en 1982. Ce fut une victoire politique de la classe ouvrière.

Un gouvernement né de la crise

Le nouveau gouvernement Palme ne peut être identifié aux précédents gouvernements sociaux-démocrates. Il se constituait en pleine crise et se fondait sur une contradiction explosive.

En effet, Palme entendait répondre aux besoins des capitalistes et donc reprendre leurs plans à son compte. Mais son accession au pouvoir était le produit d'une victoire de la classe ouvrière qui voulait mettre précisément ces plans en échec.

Les premières mesures du gouvernement Palme furent dirigées contre les travailleurs. La dévaluation de 16 % de la couronne suédoise entraîna une baisse immédiate des salaires réels de l'ordre de 5 %.

L'Afrique australe et l'impérialisme américain

Après les accords avec l'Angola et le Mozambique, le gouvernement raciste de Botha poursuit l'offensive diplomatique entamée à l'occasion de la tournée européenne du représentant de l'apartheid. Il est maintenant question d'une « tournée africaine » qui verrait, pour la première fois, des représentants du régime raciste d'Afrique du Sud être reçus dans des pays comme la Côte-d'Ivoire et le Zaïre, C'est dans le contexte de la place de l'Afrique du Sud dans le dispositif impérialiste mondial et en relation avec la politique de l'administration Reagan qu'il faut apprécier ces développements. Mais les plans échafaudés par les ennemis des peuples n'abolissent pas la lutte de ceux-ci. L'échec de la tentative de séparer les Métis et les Indiens du peuple noir, la mobilisation de la jeunesse aboutissent aujourd'hui, pour reprendre les termes de la presse internationale, à la menace de « nouveaux Soweto. »

LA politique de Reagan s'est traduite en Afrique australe par un renforcement du régime raciste d'Afrique du Sud comme gendarme du maintien de l'ordre impérialiste contre le mouvement des masses dans cette région.

L'offensive diplomatique de Reagan et Botha

L'offensive diplomatique de Reagan et Botha, menée actuellement à bien en cherchant à s'appuyer sur les accords déjà signés au début de l'année avec les gouvernements de l'Angola et du Mozambique, avec l'aval de la bureaucratie du Kremlin, fait partie des tentatives de l'impérialisme nord-américain de reconstituer une sorte de cordon sanitaire autour de l'Afrique du Sud qui rende possible le renforcement de l'apartheid contre le mouvement des masses dans ce pays. Il s'agit de tenter de faire reculer les masses dans l'ensemble de l'Afrique australe, où les positions de l'impérialisme ont été battues en brèche durant les années soixante-dix avec la lutte pour l'indépendance en Angola, au Mozambique et au Zimbabwe, ainsi que par la résistance des masses sud-africaines.

Le journal *Le Monde diplomatique* de juillet 1984 écrit : « Les conseillers de politique étrangère de M. Reagan craignaient une explosion en Afrique du Sud, mais percevaient toute perspective de changement radical comme une menace contre les intérêts vitaux et les routes maritimes de l'Occident dans la région. Ils estimaient donc que la puissance américaine pouvait et devait être utilisée pour prévenir tout bouleversement supplémentaire en Afrique australe. »

Dans un article de *Foreign Affairs*, publié à la fin de 1980, M. Chester Crocker définissait les grandes lignes de la politique qui allait ensuite devenir celle de l'administration Reagan. Partant du postulat qu'il n'était pas trop tard « pour empêcher la violence révolutionnaire de masse » en Afrique du Sud, M. Crocker en concluait que les Etats-Unis ne pouvaient rester des spectateurs passifs et qu'ils devaient s'engager dans l'ensemble de la région pour que les changements se fassent dans la bonne direction. D'où le souhait d'un « engagement constructif », fondé sur deux idées : le changement en Afrique du Sud devait être contrôlé ; la région devait être « stabilisée » pour laisser du temps à ce changement contrôlé. »

Quand se sont accentuées les pressions contre l'indépendance récemment acquise du Zimbabwe, Reagan, qui venait alors d'être élu, utilisa politiquement le FMI : « Le FMI exigea un renforcement des restrictions budgétaires, notamment en matière de dépenses sociales, et insista pour une réduction massive

du budget de la défense alors que les commandos sud-africains commençaient à opérer dans le sud du pays. »

De même, il utilisa la CIA en Angola : « Dès 1981, la CIA, agissant par des tiers, recommença à fournir une aide substantielle à l'UNITA que l'Afrique du Sud soutenait depuis dix ans. Cette aide comprenait de l'argent, des armes et du matériel. »

Le renforcement du gendarme sud-africain contre les masses dans toute l'Afrique australe : tel est l'objectif de l'administration Reagan. Et c'est à cela qu'était destiné le voyage du Premier ministre Botha dans différents pays européens, au début du mois de juin, s'appuyant sur les récents accords dont les textes et le cadre ont été entièrement orchestrés par le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines Chester Crocker.

Bien entendu, ce renforcement de la position internationale de Pretoria a lieu dans le cadre d'un rapprochement de plus en plus étroit du régime vis-à-vis de l'impérialisme US, devenu, et de loin, le principal partenaire économique, détrônant la Grande-Bretagne, ainsi que l'allié indispensable au maintien de l'apartheid.

Le coton qu'il y a peu de temps encore l'Afrique du Sud achetait au Zimbabwe est aujourd'hui acheté aux USA, par exemple. En utilisant encore le FMI comme instrument politique, Reagan fournit les prêts nécessaires au fonctionnement de l'économie sous le régime de l'apartheid, passant au-dessus des décisions prises par l'ONU elle-même pour le boycott de ce régime.

Les investissements US en Afrique du Sud

D'autre part, les investissements de l'impérialisme US en Afrique du Sud ont été multipliés par cinq entre 1966 et 1981, et la compagnie Exxon vient de lancer un projet de prospection pétrolière et de travail y compris dans le port de Maputo (Mozambique). La revue *Sechaba* (organe de l'ANC) de décembre dernier note que :

« Les compagnies multinationales (TNC) ont tiré d'immenses profits de l'exploitation du travail noir en Afrique du Sud et, dans ce processus, elles se sont rendues directement responsables de la consolidation, non seulement de l'économie sud-africaine, mais du système de l'apartheid tout entier. »

En général, quelque 2 000 compagnies étrangères opèrent en Afrique du Sud. Le nombre total des investissements étrangers est estimé à 25 milliards de dollars. 65 multinationales de 11 pays sont directement concernées — 22 des USA, 19 de Grande-Bretagne, 11 d'Allemagne de

l'Ouest, 3 de France, 3 du Japon, et les autres basées en Hollande, en Belgique et dans d'autres pays capitalistes. La commission sud-africaine (la commission Franzen) a évalué la contribution des multinationales à 40 % de l'ensemble de la production sud-africaine. Non seulement ces multinationales jouent un rôle déterminant dans le processus de production dans le pays, mais elles sont situées dans des secteurs clés de l'économie — dans la pétrochimie, l'électronique, les ordinateurs et les secteurs d'information technologique, l'automobile et les véhicules industriels, dans les transports, dans la mécanique lourde, dans des secteurs de biens de production et dans l'industrie des mines.

Les profits sont les plus élevés du monde en raison du degré d'exploitation de la force de travail noire, des conditions de travail et des salaires de ces travailleurs. Le taux moyen de profit du capital est de l'ordre de 18 % à 20 % par an. Rien d'étonnant à ce que Business Week (20 octobre 1984) puisse assurer que les « compagnies US trouvent que leurs holdings sud-africains sont parmi les plus profitables — le remboursements estimés de nombreuses compagnies est seulement de cinq ans — et ces opportunités offertes pour l'expansion sont irrésistibles. »

Soulignons également que les intérêts de l'impérialisme US dans l'ensemble de l'Afrique australe et pas seulement en Afrique du Sud ne sont pas d'une importance mineure. Loin de là...

Plus de 70 % de la production de l'Angola sont assurés par la Gulf Oil (disons en passant que les ressources en provenance de la Gulf Oil sont les seules dont dispose de façon régulière l'Etat angolais). L'American Metal Climax est la principale entreprise d'exploitation du cuivre, du nickel et du charbon de Botswana dont les marchandises passent pour 90 % par l'Afrique du Sud. La Zambie, pour sa part, subit l'ingérence directe du FMI ; avec une dette extérieure de 2 300 milliards de dollars, le gouvernement a adopté la traditionnelle recette de l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, en même temps que l'économie allait connaître une croissance de moins 1 % en 1983.

La politique de Reagan exige des fragiles bourgeoisies locales une soumission complète au cadre imposé, dans lequel l'Afrique du Sud occupe la place de gardien des intérêts de l'impérialisme US. Dans ce sens, la constitution de la SADCC, organisation créée en 1980 par les gouvernements de 9 pays de la région (hormis l'Afrique du Sud), même si elle exprimait une tentative de défense de ses « intérêts commerciaux spécifiques », n'a pas représenté de fait une altération de la situation. Au contraire, c'est la présence de l'impérialisme US qui se renforce dans cette région.

La « diplomatie coercitive »

L'expression la plus ouverte de ce processus a été l'offensive de la « diplomatie coercitive » qui a

abouti aux accords signés entre le gouvernement d'Afrique du Sud et les gouvernements bourgeois du Mozambique et de l'Angola, accords élaborés des mains mêmes de Reagan, avec la bénédiction de la bureaucratie stalinienne, au début de cette année.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. La revue *Jeune Afrique* du 4 avril 1984 annonce :

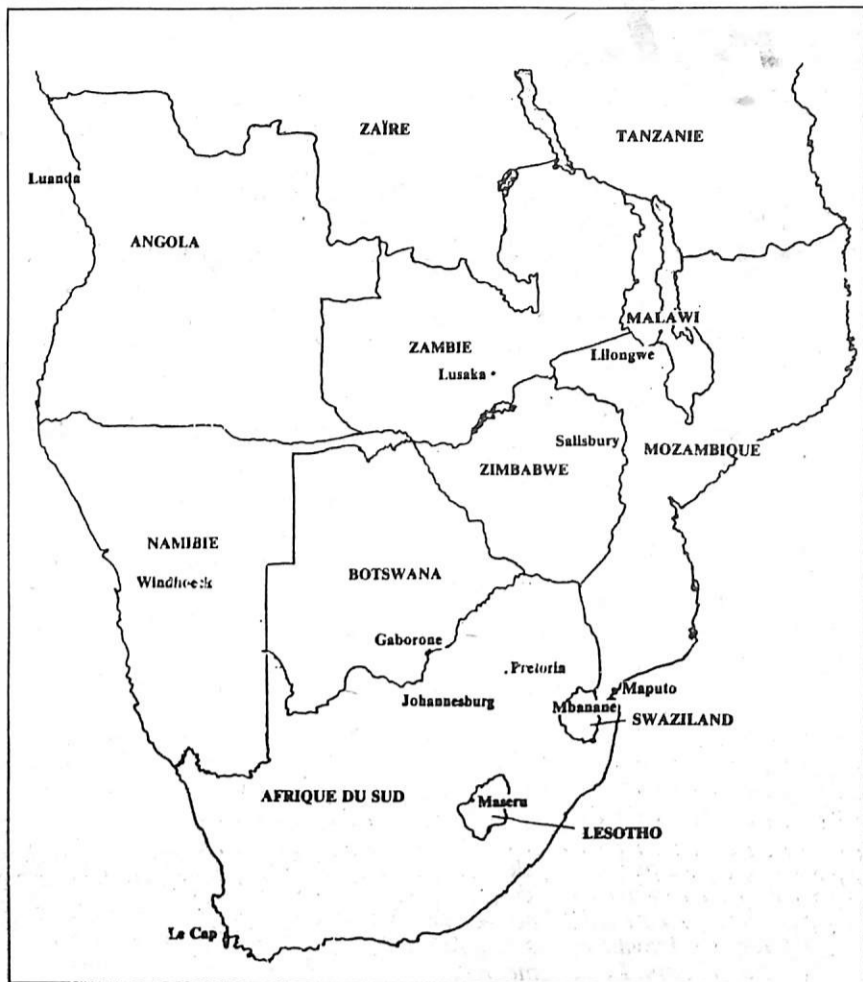
« La Swapo namibienne et l'ANC sud-africain font d'ores et déjà l'expérience de la nouvelle politique angolaise et mozambicaine vis-à-vis de Pretoria. Dans le sud de l'Angola, les patrouilles mixtes FAPLA-Sud-Africains chargées de surveiller l'application des accords de Lusaka (16 février) ont eu plusieurs accrochages avec des colonnes de guérilleros de la South West Africa People's Organization, qui tentaient de regagner la Namibie à la faveur du cessez-le-feu. A Maputo, le 24 mars, huit jours après la signature de ce pacte et en application de ce pacte, la police mozambicaine a arrêté quatre membres de l'aile militaire de l'African National Congress, chez qui on avait trouvé des armes. »

Et le journal *Libération* du 6 avril affirme que, « selon plusieurs sources, l'Angola aurait même demandé l'intervention de l'Armée de l'Air sud-africaine contre les positions du mouvement namibien (Swapo) ».

Le cas de la Namibie

Le cas de la Namibie reflète à l'évidence le contenu de la politique de Reagan et du régime de Pretoria, contre les masses. En effet, 88 % de





la population de ce pays est noire ; les Blancs sont 7 %. L'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud depuis 1920 se traduit non seulement par l'application de l'apartheid dans ce pays, mais aussi par des chiffres économiques d'une grande importance.

En réalité, 25 % de la production de cuivre de l'Afrique du Sud provient de la Namibie ; il en va de même avec divers autres produits : zinc (35 %), argent (65 %), étain (70 %), diamants (70 %).

A la lumière de ces chiffres, c'est avec évidence qu'apparaît l'intérêt de la bourgeoisie sud-africaine, avec le soutien de Reagan, à s'opposer à l'indépendance de la Namibie. C'est ici, de façon plus que transparente, qu'on voit surgir la question de l'indépendance et de la souveraineté nationale comme une question centrale dans le combat anti-impérialiste. Une fois de plus, l'impérialisme US fait « table rase » de l'ONU, dont la résolution 435 de 1978 prévoyait le retrait des troupes sud-africaines et la tenue d'élections sous surveillance internationale en Namibie — ce qui ne veut pas dire que pour sa part cette résolution correspond à la volonté d'autodétermination du peuple namibien.

Au Zimbabwe, les accords de Lancaster House (1979) qui instaurent l'indépendance ne correspondent en aucun cas aux intérêts des masses dans ce pays et contribuent pour cette raison même à alimenter une crise de domination bourgeoise dans l'ex-Rhodesie du Sud.

En effet, ces accords signés entre la Grande-Bretagne, la ZANU et la ZAPU (les deux organisations traditionnelles du combat pour l'indépendance) se sont traduits par le maintien des forces armées avec les officiers britanniques ainsi que par le fait significatif qu'est la participation de l'ancien Premier ministre lui-même, Ian Smith, au Parlement (comme député de l'opposition).

Zimbabwe : après trois ans d'indépendance

Faisant un premier commentaire sur le gouvernement Mugabe en 1983, le secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Harare (capitale du Zimbabwe), Jeffrey Davidow, affirmait : « Le bilan des trois premières années de l'indépendance est largement positif. »

Aujourd'hui, Mugabe (Premier ministre, de la ZANU) tente d'utiliser les conflits (réels) qui l'opposent à N'komo (du ZAPU) pour renforcer le pouvoir de l'Etat bourgeois contre les masses, par le biais de la tentative d'imposer le régime du parti unique, contradictoire avec la Constitution même (copiée sur la Constitution britannique). La région d'où provient la majeure partie des militants de la ZAPU (le Matabeleland) est précisément la région où se concentrent les propriétés de minorité blanche, auxquelles le gouvernement n'a pas touché.

En effet, 4 600 Blancs y gardent le contrôle de plus de 14 millions d'hectares (38 % de la superficie cultivable du pays), 9 % de la production agricole et 47 % des exportations. Mugabe et l'impérialisme lui-même tentent de faire passer les attaques contre le Matabeleland comme s'il s'agissait d'un simple conflit entre les Ndbles et les Shonas (80 % de la population ethnique, à laquelle appartient Mugabe), alors qu'en réalité, la répression atteint les masses du Matabeleland qui cher-

chent précisément les moyens de réaliser les tâches démocratiques (en particulier la réforme agraire) sans compter encore avec une organisation indépendante. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si, le 5 avril, Mugabe a apporté son soutien aux accords, récemment signés entre l'Afrique du Sud et le Mozambique (dont nous parlons plus haut), se refusant à fournir tout appui logistique ou militaire à l'ANC (*Liberation* du 6 avril 1984).

La résistance des masses

La longue résistance des masses d'Afrique du Sud contre le régime de l'apartheid (dont la signification est de servir d'instrument de surexploitation des travailleurs et d'exclusion de toute participation politique de leur part) a atteint son point le plus avancé dans le milieu des années 1970 et a recommencé à se manifester ouvertement au début de l'actuelle décennie.

Cette résistance est apparue sous diverses formes : boycott des marchandises des industries en grève, mobilisations à l'intérieur des « homelands » ou des « Bantoustans » contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires et les tarifs des transports, avec la création d'associations de quartiers ; grèves dans différents secteurs du prolétariat urbain et des mines, amenant à la constitution de syndicats indépendants non raciaux se heurtant à la législation raciste établie en 1981 (après les violentes et gigantesques mobilisations des années soixante-dix) qui vise à lier les syndicats à l'Etat ; agitation permanente dans les universités, outre l'action de l'ANC elle-même et l'activité des divers comités en défense du sport non racial.

D'innombrables conflits s'engagent entre les syndicats indépendants et les syndicats officiels. En 1984, des patrons de différentes mines ont été obligés de négocier avec le NUM (syndicat indépendant comptant 70 000 mineurs constitué à partir de diverses mobilisations en juillet 1982) autour d'une revendication salariale et contre le chômage.

Les 3 200 mineurs de charbon de Douglas (à 150 km de Johannesburg) en grève du 4 au 6 juillet derniers ne sont retournés au travail que sous la menace des baïonnettes.

Ce mouvement a suivi les affrontements entre d'autres mineurs et la police à Uryheid (dans la région du Natal) à la fin juin, affrontements qui ont fait deux morts.

Le 20 juillet aussi, les 1 700 mineurs noirs d'une mine d'amianté du Nord-Transvaal, en grève, ont été tous licenciés pour s'être refusés à retourner au travail. (Il est important de rappeler qu'il existe près de 500 000 mineurs noirs contre 50 000 mineurs blancs. Et que ces derniers reçoivent, de par la loi, des salaires au moins six fois supérieurs à ceux des Noirs — du moins jusqu'à présent.)

Entre 1982 et 1983, quatre conférences nationales syndicales se sont déjà tenues dans le but de discuter de la constitution d'une centrale syndicale indépendante et non raciale. Au centre des discussions dans le mouvement syndical, il y a la question de l'« enregistrement » ou non des syndicats indépendants, suivant la législation restrictive du régime.

Il est également important d'observer que, le pays étant dans une situation économique de récession depuis deux ans, le nombre de chômeurs s'étend (1,8 millions de personnes, 15 % de la population active). Et ce mouvement commence à atteindre y compris les travailleurs blancs (traditionnellement privilégiés par rapport à l'immense majorité noire et liés en général au secteur des services et aux branches les plus spécialisées et de cadres exécutifs, etc.) dans la mesure où la nécessité se pose pour la bourgeoisie de garantir la production par tous les moyens de sa plus-value, en s'attaquant même à ce « secteur ».

C'est la résistance des masses, dont nous ne donnons que quelques éléments, que Botha doit écraser avec l'appui de Reagan. Car le régime est conscient de ce que la répression contre les émeutes de Soweto en 1976 n'a pas suffi pour imposer une défaite durable aux masses. Une expression en est que durant les premières années de l'actuelle décennie, nous avons assisté à un nombre record de grèves — en majorité, pour des raisons qui étaient à l'origine purement économiques — de toute l'histoire du pays (396 grèves en 1982, contre 342 en 1981, 207 en 1980, 101 en 1979, 106 en 1978, 90 en 1977 et 248 en 1976, selon des statistiques officielles) reprenant les mobilisations des années 1970 avec une intensité encore plus grande. A la fin de l'année 1983, les syndicats et fédérations noirs indépendants et non raciaux, avec une action ouvertement anti-apartheid, regroupaient plus de 600 000 travailleurs (selon l'organe officiel de l'ANC).

23 juillet 1984,
J. Adamastor

ECHEC A L'APARTHEID

Le 3 septembre 1984, dans plusieurs des ghettos noirs du Transvaal, des émeutes ont éclaté, notamment à Sharpeville où en 1970 avait eu lieu la manifestation contre le système des « pass » (les laissez-passer exigés de chaque travailleur noir) à laquelle la police raciste avait répondu par un massacre.

A Sharpeville, à nouveau, la police a tiré et les victimes viennent s'ajouter aux jeunes Noirs, Métis, Indiens abattus pas la police au cours de la « campagne électorale » que vient de connaître l'Afrique du Sud.

A chaque heure qui passe, le bilan s'alourdit. Et les informations qui se succèdent témoignent de l'ampleur des mobilisations défiant la dictature raciste.

En effet, tandis que Botha poursuit son offensive diplomatique, l'Afrique du Sud a expérimenté un « remaniement » des institutions de l'apartheid — ou pour être plus précis un « réarrangement », car tous les éléments du système raciste sont préservés.

C'est durant ces dernières semaines que l'on a commencé à mettre en vigueur la nouvelle Constitution. Celle-ci continue à dénier tout droit politique à la majorité de la population sud-africaine, c'est-à-dire aux Noirs (70 %). Mais les Métis (10 %) et les Indiens (3 %) ont désormais le droit de vote... pour élire leurs propres Parlements séparés (un pour les Métis, un pour les Indiens), c'est-à-dire en plein accord avec les fondements essentiels de l'apartheid, de la ségrégation.

De plus, ces Assemblées élues sur des critères raciaux ne disposent d'aucune des prérogatives d'une assemblée parlementaire : elles sont censées jouer un rôle consultatif auprès de l'Assemblée « blanche ».



La réalité, c'est que les modifications mineures introduites dans la Constitution sud-africaine correspondent à deux objectifs. D'une part, entretenir le mythe selon lequel l'apartheid (le « développement séparé ») n'est pas contradictoire avec l'existence d'institutions démocratiques pour chacune des populations « séparées ». D'autre part, éloigner Métis et Indiens des Noirs en faisant miroiter pour eux la possibilité d'une amélioration de leur situation dans le cadre du système de l'apartheid.

Mais la manœuvre a fait long feu, et à l'issue des « campagnes électorales » pour la désignation des députés métis et indiens, la réalité oppressive du régime explicitement raciste de Prétoria est plus évidente que jamais. La combativité et la détermination de l'immense majorité opprimée (Noirs, mais aussi Métis et Indiens) s'est aussi affirmée avec force.

Une large coalition d'organisations anti-apartheid a appelé au boycott des élections de ces pseudo-Parlements.

Et malgré la terreur policière, cette volonté s'est exprimée dans une succession de manifestations ou Noirs, Métis et Indiens se sont retrouvés au coude à coude. Ce qui aura marqué la campagne, ce ne sont pas les réunions électorales mais la violence des armes contre ceux qui refusaient le système de l'apartheid.

Et les résultats électoraux constituent un échec cinglant pour Botha : près de 75 % des électeurs métis, près de 85 % des électeurs indiens ont refusé de se rendre aux urnes.

NOTES SUR LE CAPITAL

Des crises cycliques à la crise générale

Premier des socialistes utopiques, Saint-Simon avait observé le prodigieux essor des forces productives engendré par l'industrialisation, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Peu après, Fourier constatait que ce développement de l'économie s'effectuait dans une « anarchie » dont les travailleurs étaient les victimes : « La pauvreté naît en civilisation de l'abondance même. » Il revenait à Marx d'analyser et d'expliquer le mécanisme de ce phénomène, à savoir les crises du capitalisme.

L'ÉCONOMIE politique classique avait compris que le marché était le régulateur du fonctionnement du capitalisme. Mais elle n'avait pas prévu que ce régulateur pouvait et allait effectivement se dérégler.

Pourtant, dès la fin du XVIII^e siècle, certaines branches de l'industrie anglaise s'étaient trouvées dans l'impossibilité d'écouler leurs produits sur le marché et condamnées par là à un arrêt momentané de leurs activités. Du coup, des travailleurs perdaient leur emploi et se voyaient condamnés à une misère extrême.

Le marché capitaliste et la surproduction

En 1825, éclatait en Angleterre une crise de surproduction affectant non plus quelques secteurs mais l'ensemble de l'économie du pays. Au cours du XIX^e siècle, ces phénomènes de dérégulation en profondeur se succèdent tous les huit ou dix ans. En 1836, la crise recommence en Angleterre et gagne les pays industrialisés de l'Europe continentale, ainsi que les Etats-Unis. En 1847, une nouvelle crise se déclare et prend, par son ampleur, les proportions d'une crise mondiale dont les conséquences seront présentes dans les révolutions européennes de 1848. En 1857, une nouvelle perturbation de l'économie capitaliste se produit et annonce la guerre d'Italie qui met aux prises le Second Empire français et l'Autriche (1859) ; en 1866, la crise surgit à nouveau et précède de quelques mois la guerre austro-prussienne, et de quatre ans la guerre franco-allemande de 1870-1871.

De toutes les crises du XIX^e siècle, la plus grave a été celle de 1873 au cours de laquelle le processus de la concentration du capital annonce le passage de la phase concurrentielle à la phase monopolistique du mode de production capitaliste. Enfin, le rythme de ces crises que Marx a largement pu observer se poursuit : 1882, 1890, 1900, 1907, 1920, et aboutit à la grande dépression de 1929 dont nous parlerons ultérieurement.

A la différence des crises économiques qui avaient affecté les modes de production antérieurs au capitalisme et qui étaient des crises de pénurie dues à des circonstances climatiques, à des épidémies ou à d'autres catastrophes naturelles, les crises du capitalisme sont des crises de surproduction. Autrement dit, l'appareil de production, dont le seul objectif est l'engendrement du profit, a jeté sur le marché plus de produits que ce dernier ne peut en absorber.

Bien entendu, cette surproduction est relative car elle ne signifie pas que les masses aient satisfait leurs besoins économiques au point que le marché soit absolument saturé. Elle signifie seulement que le pouvoir d'achat de ces masses que les économistes appellent leur demande solvable est trop faible pour pouvoir absorber la totalité des marchandises produites.

D'où la mévente, l'arrêt de la production, le licenciement des travailleurs, le chômage, la misère et les faillites pour les entreprises les plus faibles.

Les crises de surproduction ont donc pour fondement la contradiction existant entre l'essor des forces productives qui pourraient satisfaire les besoins fondamentaux des masses, et les rapports capitalistes de production qui, en restreignant la demande solvable de ces masses, détermine un blocage périodique du fonctionnement de l'économie.

Caractère cyclique des crises du capitalisme

Là où les économistes bourgeois ont vu et continuent à voir des « accidents » dans le déroulement de la vie économique, Marx a compris qu'il s'agissait d'un phénomène inhérent au fonctionnement du capitalisme. En effet, les capitalistes ne recherchent pas essentiellement la satisfaction des besoins matériels des consommateurs. Ils recherchent, en investissant leurs capitaux, la production de la plus-value de ces capitaux dont ils retirent une part qui est leur profit. La régulation s'opère sur le marché entre l'offre et la demande joue son rôle dans la fixation des prix par rapport à la valeur des marchandises, sans pouvoir pour autant assujettir le processus de production aux besoins de la masse des consommateurs. C'est ce qui explique l'apparent paradoxe selon lequel un mode de production qui a potentiellement vaincu la pénurie aboutit périodiquement à des crises de surproduction, génératrices d'une extrême pénurie pour les travailleurs.

Dans le *Deuxième Livre du Capital*, Marx a montré que le développement de l'économie capitaliste s'effectuait nécessairement selon des cycles dont chacun comporte une inévitable phase de crise : « Au cours du cycle, les affaires passent par des phases successives de dépression, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Les périodes d'investissement du capitalisme sont certes fort différentes et fort discordantes ; mais la crise constitue toujours le point de départ de nouveaux investissements importants. Elle fournit donc, plus ou moins, si l'on considère la société dans son ensemble, une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotations. »

Si l'on ne part pas de la contradiction mettant aux prises les forces productives industrielles et les rapports capitalistes de production, les crises cycliques du XIX^e siècle sont inintelligibles. Car cette contradiction engendre directement la crise de surproduction, et ce qui s'ensuit : la dépression, au cours de laquelle les marchandises invendables s'entassent, d'un côté, tandis que de l'autre côté, les travailleurs sont jetés, pour ainsi dire, au rebut en devenant des chômeurs.

Lorsque ce processus de destruction des richesses matérielles et des richesses humaines a purgé la

machine capitaliste, la vie économique reprend : c'est l'animation moyenne, la précipitation, le boom... jusqu'à la crise suivante.

Sous la loi générale de la production de la plus-value et de la reproduction élargie du capital, Marx a établi le caractère cyclique du capitalisme, à partir des données de faits que nous avons précédemment rappelées. Produit nécessaire du fonctionnement du capitalisme, la crise cyclique est, en même temps, un produit nécessaire à ce fonctionnement. Dans le *Troisième Livre du Capital*, Marx précise : « Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées, violentes, des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé. »

En effet, les travailleurs meurent — brutalement ou à petit feu — des effets de la crise ; des boutiquiers et des industriels petits et moyens font faillite. Mais, à travers la crise, la concentration du capital progresse et les grandes entreprises survivent aux moins grandes en les détruisant ou en les annexant. Catastrophique pour les travailleurs salariés et pour les classes intermédiaires, la crise est finalement bénéfique à la bourgeoisie, du moins « pour un moment » et surtout à l'époque du capitalisme concurrentiel. Car c'est précisément à partir de son analyse des crises cycliques que Marx a pu écrire : « La concurrence engendre son contraire, le monopole. »

Crises de l'économie et crise de la société

En se succédant, les crises cycliques ne sont pas seulement génératrices de misère pour les travailleurs et de concentration pour le capital ; elles sont aussi une source d'ébranlement de la base matérielle de la société bourgeoise tout entière. Marx a été très attentif aux effets sociaux et politiques des crises de son temps. Il a compris que le dérèglement périodique de l'économie capitaliste se traduisait inévitablement par des changements dans les rapports entre les classes, c'est-à-dire par des révolutions comme celles de 1848 et de 1871 et par des affrontements entre les Etats dont les guerres de la seconde moitié du XIX^e siècle sont les manifestations aiguës.

Sans doute n'y a-t-il pas de « causalité mécanique » entre d'une part les crises cycliques et, d'autre part, les révolutions et les guerres. Mais, en sapant toujours plus profondément les bases de la société capitaliste, ces crises ouvrent tôt ou tard la voie aux épreuves de forces que sont les guerres et les révolutions.

Ainsi, après la mort de Marx, la crise de 1900-1903 a commencé en Russie, pays où le capitalisme était en formation, et il est impossible de ne pas voir dans ce phénomène une cause majeure de la révolution qui devait éclater au début de 1905.

A la direction de la I^{re} Internationale, Marx a combattu les proudhoniens qui croyaient pouvoir en finir avec le capitalisme en organisant des coopératives ouvrières de production, de petites entreprises « autogérées ». Il a aussi combattu les lassaliens qui croyaient pouvoir accéder au socialisme par une sorte de conquête électorale de l'Etat existant.

A ces « solutions » conduisant à la collaboration des classes, Marx opposait l'expression organisée du « mouvement réel » du prolétariat et

la construction du parti révolutionnaire international en vue d'un combat de classe international.

Il est permis de penser que l'expérience de ces crises cycliques faite par les masses a grandement contribué à assurer la victoire de la stratégie proposée par Marx sur les entreprises des sectes qui tendaient à subordonner l'action du prolétariat à des intérêts bourgeois ou petits-bourgeois.

Car, les crises, si on les analyse scientifiquement, montrent que le mode de production capitaliste est impuissant à assurer durablement aux travailleurs salariés le minimum de pouvoir d'achat et de sécurité de l'emploi auquel ils aspirent. De nos jours, les illusions que l'on a cherché à développer entre 1950 et 1970 en propageant l'idée que le capitalisme avait trouvé une solution à ces crises ne se trouvent-elles pas brutalement démenties par la plongée dans l'état de crise qui a commencé dès la fin des années soixante et sur lequel nous reviendrons plus loin.

La loi de production de la plus-value du capital montre que le capitalisme a pour base matérielle l'exploitation du travail salarié. La loi des crises cycliques, comme inhérentes au fonctionnement du mode de production capitaliste, révèle l'insurmontable contradiction interne à ce système et son incapacité historique à pourvoir aux besoins fondamentaux et aux aspirations générales des masses qu'il exploite.

La prévision de la crise générale du capitalisme

En établissant la loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen (voir *Tribune internationale* n° 24), Marx démontrait que le système capitaliste tendait, à travers son évolution même, vers une limite théorique au-delà de laquelle la reproduction élargie du capital devenait impossible. Certes, il ne s'agit pas de l'annonce d'une disparition automatique du capitalisme ; il s'agit seulement de la prévision d'une crise générale dont le cours, à la différence des crises cycliques, ne serait pas suivi de la reprise et du boom traditionnel.

Marx prévoyait que l'ouverture de la crise générale signifierait l'impossibilité pour le capitalisme de développer davantage les forces productives, et qu'elle poserait à la classe ouvrière le problème crucial qui est bien celui de notre temps : ou bien détruire le mode de production capitaliste et libérer par là même les forces productives de l'humanité, ou bien périr sous les décombres d'un mode de production désormais voué à toutes les formes de régression et de barbarie.

Le passage du stade concurrentiel au stade monopolistique du capitalisme a confirmé la prévision de Marx en ouvrant la voie au déclenchement de la crise générale.

Le déchaînement de la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1918 et le début de la révolution mondiale en 1917 à l'intérieur même de cette conflagration ont été les premières expressions concrètes de l'ouverture de la crise générale du capitalisme.

En dépit de la restabilisation provisoire du capitalisme mondial, en 1922-1923, les effets de la crise générale continuent à se faire sentir et aboutissent à la Grande Dépression de 1929-1934 depuis laquelle le capitalisme n'a pu parvenir à fonctionner qu'à l'aide de palliatifs et d'expédients comme l'intervention massive des Etats bourgeois pour soutenir une économie incurablement malade.

Avant cette Grande Dépression, le capitalisme monopolistique et impérialiste avait déjà fait appel à divers moyens pour lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit : l'exportation des capitaux dans les colonies ou les semi-colonies, l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs salariés et le recours de plus en plus grand aux industries d'armements financées par la fiscalité publique. Mais, après la crise de 1929-1934, le capitalisme impérialiste ne se survit que par le moyen d'un soutien de l'Etat à l'économie, c'est-à-dire aux diverses bourgeoisies capitalistes.

C'est pourquoi la Grande Dépression apparaît aujourd'hui comme une crise cyclique du capitalisme et comme une manifestation aiguë de la crise générale désormais irréversible. Par la suite, la crise de 1937-1938, dont le rôle dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale est suffisamment évident, et la crise de 1948-1949 que l'économie des Etats-Unis a surmontée principalement grâce à la guerre de Corée, premier des « conflits locaux » de notre époque, confirment la continuation du caractère cyclique du fonctionnement du capitalisme.

Mais c'est la crise monétaire commencée en 1971-1972 et génératrice de la dépression économique dans laquelle le monde se trouve encore plongé qui permet de comprendre, grâce à l'analyse marxiste, les rapports existants entre le processus ininterrompu des crises cycliques et le processus encore plus profond de la crise finale. Grâce aux apports théoriques et méthodologiques des trois livres du *Capital*, il est devenu possible de comprendre la portée et l'évolution de la crise mondiale actuelle.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgue.

Comité de rédaction : G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougereyrolas, C. Genty, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraisópolis 04104 Sao Paulo, Brésil.

Commission paritaire : n° 56 413

La crise actuelle

DEPUIS la grande dépression de 1929-1934, les capitalistes n'ont cessé d'être obsédés par les risques d'une nouvelle catastrophe économique de ce genre. Aussi ont-ils conçu et appliqué diverses mesures anti-crise, destinées à la conjurer. L'étude du *Capital* permet de comprendre pourquoi ces mesures n'ont pas réussi à mettre un terme au processus des crises cycliques, ni à empêcher la progression de la crise générale et finale du mode de production capitaliste. Car ce sont les analyses de Marx, dans le *Capital*, qui nous offrent la possibilité de comprendre l'évolution de l'économie mondiale, singulièrement depuis 1971-1972.

Le temps de Bretton Woods

Du 1^{er} au 22 juillet 1944, se tenait à Bretton Woods (New Hampshire, USA) une conférence financière rassemblant les représentants de quarante Etats alors en guerre contre l'Allemagne et le Japon. L'objectif des dirigeants des Etats-Unis et de leurs alliés était d'établir, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un ordre économique durable, principalement par le moyen d'un équilibre entre les diverses monnaies nationales : d'où la création du *Fonds monétaire international* et de la *Banque internationale pour la reconstruction et le développement*.

Les accords de Bretton Woods ont surtout confirmé et conforté la position hégémonique de l'impérialisme américain par rapport aux autres impérialismes et par rapport à la bureaucratie de Moscou. Ils ont permis au dollar de jouer dans les relations entre les diverses monnaies le rôle que jouait autrefois l'or.

Les énormes destructions de la Deuxième Guerre mondiale ont nécessité en Europe, en Asie et en Afrique des travaux de reconstruction qui ont fonctionné, à partir de 1945, comme des palliatifs temporaires à la crise endémique du capitalisme. L'extension massive du crédit à la consommation a permis à la machine économique de tourner malgré des phénomènes de « récession », manifestant périodiquement la continuation du processus des crises cycliques.

Contrairement aux économistes bourgeois qui parlent aujourd'hui des « Trente glorieuses », comme si de 1945 à 1975, le monde avait connu une ère générale de prospérité, il faut préciser qu'il s'est produit un développement très inégal de l'économie en 1950 et 1970. Ce développement s'est appuyé sur les moyens traditionnels de lutte des capitalistes contre la tendance à la baisse du taux de profit : c'est l'exploitation intensifiée des travailleurs salariés par l'augmentation de la productivité, la politique patronale de déqualification de la main-d'œuvre, la surexploitation du prolétariat et des masses de la paysannerie pauvre dans les anciennes colonies réaménagées en Etats juridiquement souverains, et enfin un investissement croissant de capitaux fixes dans la production des armements, supportés par les charges fiscales.

La période en question, loin d'avoir été celle d'un prétendu « néo-capitalisme », des prétendues « Trente glorieuses » ou même de la « société de consommation » (*Affluent Society*), a été caractérisée par l'aggravation considérable des écarts séparant les puissances capitalistes et les pays capitalistes dépen-

dants, devenus des semi-colonies, par de multiples conflits dits locaux et par la marche irréversible à la nouvelle crise fondamentale qui a éclaté en 1971-1972.

Les débuts de la crise actuelle

En 1970, Pompidou, qui avant d'être le chef de l'Etat français avait fait ses classes de financier comme fondé de pouvoir de la Banque Rothschild, manifestait publiquement son inquiétude face à l'évolution du marché mondial et à la dislocation des parités monétaires dont les accords de Bretton Woods avaient tenté d'assurer la régulation.

De fait, le développement sans cesse croissant du crédit à la consommation avait, en vingt ans, augmenté dans des proportions inouïes la génération des capitaux fictifs, c'est-à-dire des capitaux non gagés sur des marchandises préalablement produites. En outre, la vitesse inégale de développement des diverses économies nationales faisait que l'inflation était plus importante en France qu'en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne qu'au Japon.

C'est pourquoi la combinaison de l'engendrement des capitaux fictifs et de l'inégalité des rythmes de l'infla-

tion ne pouvait que conduire à une nouvelle crise de grande ampleur dont les parités monétaires seraient le terrain.

Les capitalistes ont voulu conjurer à tout prix le phénomène de la surproduction. A cette fin, ils se sont employés à stimuler au maximum la consommation. Mais la crise générale du capitalisme, avec sa ténacité objective, a rebondi au niveau monétaire, comme dans le cas d'un malade énergiquement traité qui risquerait, en vertu de médicaments abusifs, de périr de troubles cardio-vasculaires.

Portée de la crise actuelle

On doit maintenant constater que la crise qui a débuté au niveau monétaire a déterminé globalement les mêmes effets catastrophiques que les crises précédentes : le chômage massif et une progression non maîtrisée des taux d'inflation aggravant les contradictions entre les économies nationales, c'est-à-dire les diverses bourgeoisies.

En effet, la durée des phénomènes de dysfonctionnement de l'économie mondiale a déjà dépassé le double du temps de la crise de 1929, et personne n'est en mesure de dire quand se produira la « sortie » de la crise, ni même si une telle sortie aura effectivement lieu.

Les spéculations sur la « reprise américaine » qui ont en effet suscité quelque bruit en 1983 ont fait aujourd'hui long feu ; des experts comme Kaufman annoncent une aggravation de la crise pour 1986.

De plus, le recours aux palliatifs, notamment à l'intervention de l'Etat et à la course aux armements, revêt une ampleur beaucoup plus grande qu'entre 1929 et 1934. C'est pourquoi les manifestations les plus « spectaculaires » de la crise, comme l'extrême misère, semblent moins grandes en Occident qu'au temps des soupes populaires des environs de 1930. Mais il ne faut pas être dupe d'observations aussi limitées.

On doit notamment constater que les masses d'une partie de l'Asie, de toute l'Afrique et de toute l'Améri-

que latine connaissent un processus de paupérisation qui n'existait pas à cette échelle dans les années 1930.

Tantôt c'est le Mexique, tantôt c'est le Brésil, tantôt c'est la Bolivie qui se trouvent en situation de cessation de paiement et qui menacent le fonctionnement du marché mondial, sans parler d'Etats comme le Centrafrique ou Madagascar dont la situation financière ne cesse de s'aggraver.

Enfin, la crise économique présente s'accompagne d'une crise politique qui affecte tous les Etats existants. A l'Ouest, les Etats impérialistes perdent de plus en plus le soutien de leurs opinions publiques ; au Sud, les régimes compradores sont de plus en plus rejetés par les masses ; enfin à l'Est, la société civile — l'ensemble des citoyens — se dresse de plus en plus énergiquement contre l'Etat bureaucratique.

La capacité de la bourgeoisie et de la bureaucratie de s'opposer « pacifiquement » au mouvement des masses diminue sans cesse. C'est pourquoi elles ont de plus en plus recours, l'une et l'autre, à diverses formes de répression, en aggravant par là même la crise des Etats.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la crise économique et politique s'exprime par une crise culturelle, c'est-à-dire par des phénomènes de décomposition des institutions publiques et privées et par des manifestations de révolte, notamment dans la jeunesse découvrant progressivement que le règne de la bourgeoisie et celui de la bureaucratie ne peuvent lui offrir aucune issue positive ?

Dans le *Capital*, Marx avait montré que le mode de production capi-

taliste en arriverait un jour à ne plus pouvoir assurer le développement des forces productives nécessaire à la satisfaction des besoins des masses. En 1938, Trotsky écrivait, dans le *Programme de transition de la IV^e Internationale* : « Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. »

Et de fait, depuis un demi-siècle, les rapports capitalistes de production ont fait obstacle à ce développement et ont aggravé les écarts entre les différents économies nationales et les distorsions à l'intérieur de chacune d'elles.

Catastrophe ou révolution ?

Marx avait opposé le travail, comme générateur de richesses, au capital comme rapport fondé sur l'exploitation de la force de travail, en déclarant, selon une ancienne formule juridique : « Le mort saisit le vivant », c'est-à-dire le travail devenu un travail mort comme capital s'empare de la puissance du travail vivant qui est la force de travail en acte. Mais, au temps du capitalisme concurrentiel, cette exploitation du travail sur le capital s'accompagnait d'un développement puissant des forces productives. Aujourd'hui, le capital est

pour ainsi dire au bout du rouleau ; il exploite et s'efforce d'exploiter le plus intensément possible, sans désormais être capable d'engendrer un nouvel essor des forces productives indispensables à la survie globale de l'humanité.

C'est cela la nature de la crise actuelle en tant que son aspect général et final l'emporte de plus en plus sur l'aspect cyclique qui a cessé de jouer le rôle de purge périodique nécessaire à la progression du capitalisme du XIX^e siècle.

Des idéologues ont tenté de tirer de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen et de la prévision de la crise générale et finale de l'économie capitaliste une théorie dite de l'effondrement, selon laquelle le capitalisme était fatalement voué à une sorte de mort historique.

Cette vision mécaniste est tout à fait étrangère aux analyses du *Capital*, comme nous l'avons précédemment rappelé. En effet, le déclin inexorable et, de nos jours, constatable du mode de production capitaliste pose le problème de l'avènement de la société sans classe et sans Etat du communisme, c'est-à-dire du mode de production nouveau et supérieur, sans pour autant le résoudre.

En remontant le cours de l'histoire, on pourrait aussi bien observer que le déclin du mode de production féodal n'a pas déterminé mécaniquement la naissance et le développement du mode de production capitaliste. Le passage de l'un à l'autre s'est effectué à travers le cours de la lutte des classes et grâce à l'organisation révolutionnaire de la bourgeoisie contre la domination de la noblesse. Là où cette organisation révolutionnaire n'a pas pu s'accomplir ou n'a pas été suffisante, la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu et il en est résulté les plus grands handicaps historiques pour les sociétés concernées.

Le catastrophisme n'est donc pas le fait du marxisme. Il est, au contraire, l'expression de l'idéologie bourgeoise dans son impuissance à voir plus loin que l'horizon borné de l'économie et de la société capitalistes. Par ailleurs, il trouve son complément dans la vision de ceux qui croient qu'une telle économie et une telle société peuvent continuer à survivre, on ne sait jusqu'à quand.

Lorsque Marx publiait en 1867 le *Premier Livre du Capital*, il assumait un rôle dirigeant au sein du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs. Lorsqu'il travaillait à l'élaboration et à la rédaction des *Livres II et III* de son œuvre maîtresse, il continuait à exercer ce rôle dirigeant et il jetait, avec Engels, les bases de ce qui devait naître après sa mort comme la nouvelle Internationale, l'Internationale ouvrière, fondée à Paris en 1889.

C'est dire que pour Marx, aucun mécanisme, aucun catastrophisme n'était en mesure de résoudre les problèmes vitaux de l'humanité, dont il savait et dont il disait avec une force inégalée qu'ils relevaient du cours de la lutte des classes, singulièrement de la construction, sur la base de cette lutte, du parti ouvrier révolutionnaire international.

Le *Capital* donne aux militants ouvriers révolutionnaires de notre temps les moyens de comprendre le fonctionnement de l'exploitation du travail salarié par le capital et les limites auxquelles se heurte le mode de production capitaliste.

Simultanément, il les appelle à construire l'organisation révolutionnaire sans laquelle les révolutions engendrées par la décomposition du système capitaliste ne pourraient pas se transformer en une révolution mondiale définitivement et irréversiblement victorieuse.



La Bourse de New York

Il y a quinze ans...

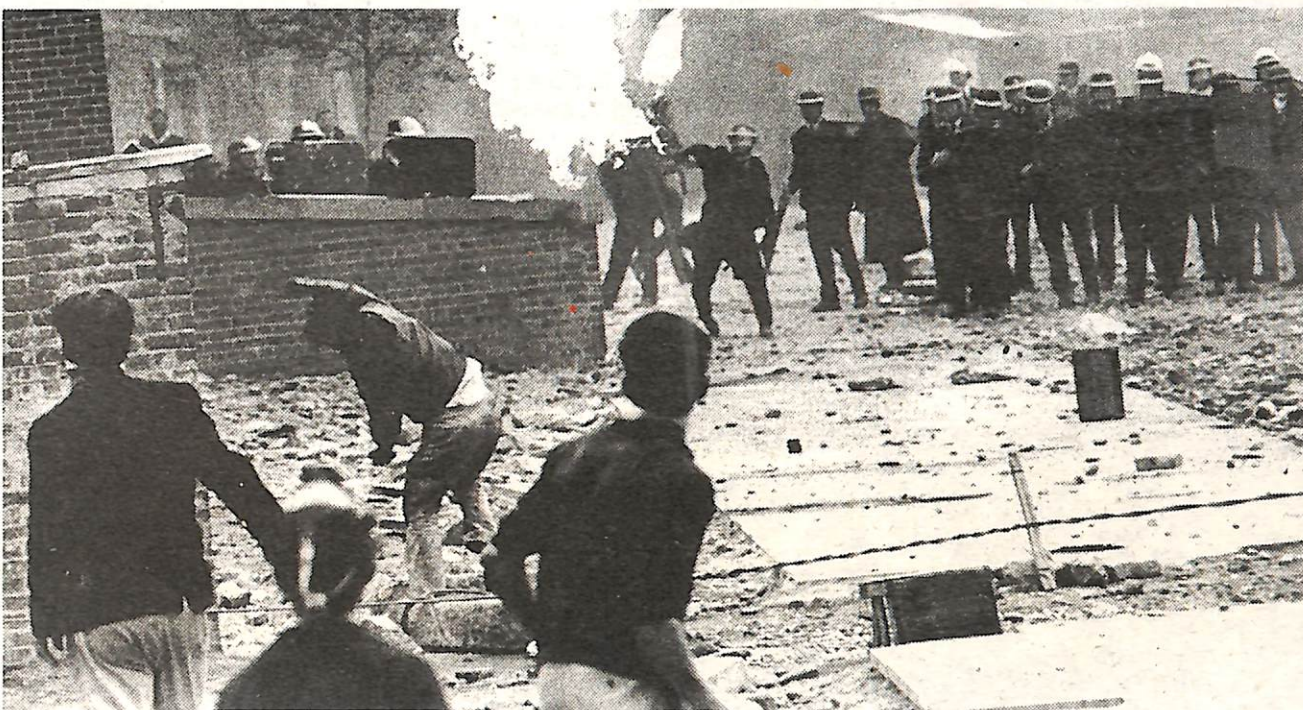
L'armée britannique intervenait en Irlande du Nord

Le dimanche 12 août, à Belfast, le mouvement républicain organise une manifestation. C'est le XV^e anniversaire de l'entrée massive en Irlande du Nord des troupes britanniques. C'était aussi le XIII^e anniversaire de l'introduction d'une loi autorisant « l'internement préventif ».

Manifestation indéniablement pacifique, sereine même. Des familles sont là, avec leurs enfants. Parmi les orateurs, le représentant de « Noraid », une organisation américaine de soutien au mouvement républicain et aux victimes de la répression. Une décision du ministre de l'Intérieur anglais lui interdit l'entrée du territoire. Sous le prétexte de pro-

céder à son arrestation, la police charge avec une incroyable brutalité, utilisant des voitures blindées et ouvrant le feu sur la foule, utilisant des balles en plastique. Sean Downes, âgé de vingt-deux ans, est abattu à bout portant.

Ce meurtre de sang-froid a à nouveau placé au premier plan de l'actualité les « événements d'Irlande ». Mais cette fois, cet acte sanglant, un parmi des centaines du même type, a provoqué des remous politiques qui ne paraissent pas facile à apaiser. En ce quinzième anniversaire de l'intervention des troupes britanniques en Ulster, il nous a paru utile de revenir sur les racines de la violence en Irlande.



Londonderry, août 1969

LORSQU'EN août 1969, les troupes britanniques — il y aura bientôt plus de quinze mille soldats sur place — interviennent, quadrillent les rues des principales villes, en tenue de campagne, les armes de guerre chargées, cette imposante « opération militaire » n'est à strictement parler ni une invasion, ni une occupation. L'Irlande tout entière a été la plus vieille colonie de l'Empire britannique et, si depuis 1921, il existe un Etat juridiquement indépendant du sud (« l'Etat libre »), le nord reste territoire britannique, doté formellement d'une sorte « d'autonomie interne » : un Parlement régional et un gouvernement responsable des affaires de la « province ».

Une opération de guerre

Ce qu'on appelle traditionnellement en Irlande « les troubles » ne date pas de l'arrivée des troupes britanniques, mais jusque-là les forces de police locales s'en chargeaient. Le recours à une opération de guerre était l'aveu que l'Etat-croupion du nord, appendice de l'Etat britannique, craquait. Le prétexte invoqué fut « humanitaire » : les troupes de Sa Gracieuse Majesté étaient là pour séparer l'une de l'autre la communauté « protestante » et la communauté « catholique » qui, en proie aux vertiges d'une archaïque guerre de religion, menaçaient de s'entre-

Cette prétention à un rôle pacificateur et impartial des forces britanniques (qui pour les représentants de la gauche et même de « l'extrême gauche » en Angleterre servit de justification à l'envoi des troupes, au moins à une première étape) ne

résista pas longtemps à l'épreuve des faits. En fait, c'est sur la minorité catholique d'Irlande du Nord et sur ses organisations que les forces armées concentrent leurs coups meurtriers. Et, en 1972, eut lieu le dimanche sanglant où une unité de parachutistes ouvrit le feu sur des manifestants désarmés à Derry, entraînant une puissante mobilisation populaire dans les deux parties de l'Irlande (à Dublin, l'ambassade britannique fut incendiée au terme d'une manifestation) et la fin du pseudo-Parlement du Nord, l'impérialisme britannique passant au « direct rule » (domination directe).

Mais le travestissement du combat pour l'indépendance et l'unité de l'Irlande en « conflit religieux » continua et continue à être utilisé pour brouiller les cartes.

Oppression nationale et partition

Revenons sur ce point. S'il est nécessaire de placer entre guillemets les termes de « protestant » et de « catholique » quand on les applique à la réalité irlandaise, c'est qu'ils masquent l'essentiel. Comme l'écrit un historien irlandais, « à Belfast on naît Irlandais comme à New York on naît Portoricain ». Et ce n'est pas seulement une anecdote que l'offre d'emploi ainsi rédigée : « *Cherche chef-cuisinier, protestant et croyant de préférence.* » Car l'on peut être « catholique » ou « protestant » et athée. Le terme renvoie en effet à une différence qui ne relève pas des convictions religieuses.

En Irlande, face à l'oppression britannique, la religion catholique, celle de la majorité opprimée, s'est identifiée pendant des siècles à la défense de l'identité nationale. Les « protes-

tants » du nord, c'est la couche privilégiée (par son statut, les emplois, le logement, etc.) dont l'origine remonte au déplacement de la population irlandaise et à son remplacement par des colons britanniques.

Mais la situation actuelle procède directement de la division de l'Irlande opérée en 1922 par l'impérialisme britannique, s'appuyant sur la bourgeoisie irlandaise terrorisée par les conséquences sociales de la lutte pour l'indépendance se développant depuis 1916 (c'est-à-dire éclatant en pleine guerre impérialiste).

« L'Etat libre d'Irlande », Etat semi-colonial, naissait ainsi de la division du pays, et s'établissait au travers d'une sanglante guerre civile menée en Irlande du Sud contre l'aile la plus radicale du mouvement nationaliste.

Au nord, l'impérialisme britannique installait, sous sa domination directe, cette monstruosité qui s'appelle l'Irlande du Nord (environ 1 500 000 habitants, dont un million de « protestants » ou « loyalistes », 500 000 « catholiques » ou « nationalistes »), c'est-à-dire une enclave où la fraction de la population représentant la grande majorité nationale était placée dans une situation de minorité dépourvue de droits face à la couche dont les privilèges relatifs dépendaient directement de la domination britannique.

Parler de lois d'exception à propos de l'Irlande du Nord n'a guère de sens. Toutes les institutions y reposent sur un état d'exception permanent, sur l'oppression ouverte et avouée de la « minorité ». Territoire relevant du Royaume-Uni, c'est en même temps une fraction de celui-ci où toute une série des droits démocratiques et des garanties qui existent

dans le reste du Royaume-Uni sont ici abolis. La police qui est armée est en fait une milice « protestante », des lois répressives « spéciales » ont pratiquement toujours existé, et même formellement le principe « one man, one vote » n'était pas respecté, puisqu'au-delà d'un certain revenu, le citoyen d'Irlande du Nord bénéficiait d'un vote supplémentaire.

A quelques retouches près, ce système a été maintenu jusqu'en 1968.

Le tournant de 1968

Après l'échec vers la fin des années cinquante des campagnes menées par l'IRA (Irish Republican Army), le système de la partition semblait devoir fonctionner encore longtemps. Mais en août 1968 commençait en Irlande du Nord une campagne pour les « droits civiques » dont les conséquences devaient très vite dépasser ce qu'escomptaient certains de ses initiateurs, visant seulement à « réformer » les institutions d'Irlande du Nord.

A l'origine de cette campagne, le Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA) qui revendique, dans le cadre de l'Irlande du Nord, les mêmes droits pour les « catholiques » que pour les protestants. Mais cette exigence, prise au sérieux, met en cause le fondement même de l'Irlande du Nord et repose la question de la partition.

Les masses « catholiques » du Nord s'emparent de la campagne qui, dès octobre 1969, se heurte à la violence organisée des « extrémistes protestants » et de la police.

En quelques mois, la situation explose. Des quartiers entiers sont soulevés, refusent en fait l'autorité du gouvernement, et, face à la généralisation des pogroms contre les ghettos « catholiques », ont recours à l'autodéfense.

C'est dans cette situation que le mouvement républicain se réorganise, et que l'IRA redevient un facteur actif, s'imposant comme la seule force défendant la population nationaliste contre la violence des supplétifs de l'impérialisme britannique.

En août 1969, on peut parler, à propos de Belfast-ouest (zone « catholique ») et de Derry, d'une situation insurrectionnelle. Et la crise, alors qu'il y a quotidiennement des morts et que les blessés se comptent par centaines, gagne l'Etat du Sud, lui aussi fondé sur la division de l'Irlande.

C'est alors qu'est décidée l'intervention de l'armée britannique. Quelques semaines après avoir été présentés comme une sorte de « casques bleus » neutres entre des fanatiques religieux, les troupes britanniques vont systématiquement s'attaquer aux quartiers nationalistes, y rétablir leur « ordre ». Une nouvelle étape de la longue lutte du peuple irlandais pour son unité et son indépendance commence ; elle va être marquée par une sauvage répression, par l'abominable assassinat des 10 grévistes de la faim de Long Kesh. Mais l'impérialisme britannique n'a pu gagner la guerre contre-révolutionnaire qu'il engageait en août 1969. L'ordre ne règne pas en Irlande.

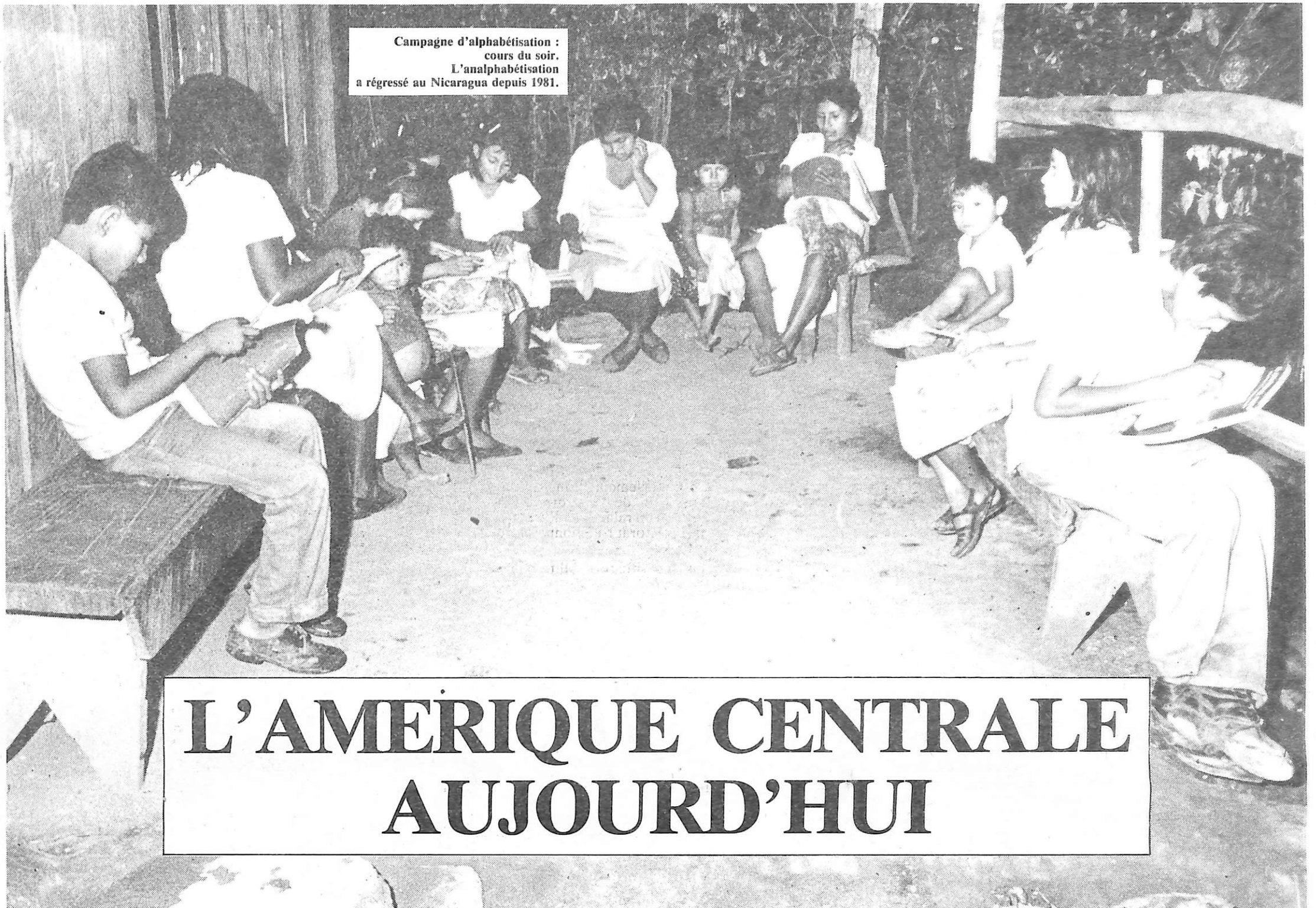
F. Forgue

L'ACTE DE NAISSANCE DE L'IRLANDE DU NORD

Si au sud une guerre civile contre-révolutionnaire fut le moyen d'établir « l'Etat libre » fondé sur la partition, au nord, c'est sur la base de la répression institutionnalisée contre la population nationaliste que se constitue « l'Irlande du Nord ». Voici le texte de la loi sur les « pouvoirs spéciaux » de 1922. Il permettent :

1. D'arrêter sans mandat.
2. D'emprisonner sans inculpation ni procès et de refuser le recours à l'*habeas corpus* ou à une cour de justice.
3. De pénétrer et de fouiller dans les maisons sans mandat et avec effraction à n'importe quelle heure du jour et de la nuit.
4. De déclarer le couvre-feu et d'interdire les meetings, les rassemblements (fêtes et marchés compris) et les processions.
5. De permettre la flagellation comme châtiment, de refuser qu'on soit jugé par un jury. (...)
7. D'arrêter les personnes qu'on désire citer comme témoin, les retenir par la force et les contraindre à répondre aux questions sous peine d'amende, même si les réponses permettent de les incriminer.
8. De commettre tout acte même s'il a une incidence sur les droits de la propriété privée.
9. D'empêcher la visite des parents ou des conseillers juridiques à une personne emprisonnée sans jugement.
10. D'empêcher une enquête après la mort d'un prisonnier.
11. D'arrêter une personne qui de « bouche à oreille » répand de fausses nouvelles ou fait de fausses déclarations.
12. D'interdire la diffusion de tout journal.
13. D'interdire la possession de tout film ou tout disque.
14. D'empêcher l'érection d'un monument ou d'un mémorial.
15. De pénétrer dans une banque, d'y contrôler les comptes en banque, les ordres de transfert de fonds, les titres de propriété, les pièces comptables ou les documents adressés à l'autorité civile.
16. D'arrêter toute personne qui agit de façon calculée à porter préjudice à la préservation de la paix ou au maintien de l'ordre en Irlande du Nord. »

Les dossiers de Tribune



Campagne d'alphabétisation :
cours du soir.
L'analphabétisation
a régressé au Nicaragua depuis 1981.

L'AMÉRIQUE CENTRALE AUJOURD'HUI

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN AMÉRIQUE CENTRALE

LA situation dans l'isthme centro-américain dans son ensemble et dans chacun des Etats qui le composent reste dominée par l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution.

D'un côté, la volonté de peuples longtemps soumis à la domination impérialiste sous des formes presque directes, et aux sauvages dictatures des oligarchies locales appuyées par les USA, d'en finir avec la dépendance, la misère, l'arriération, le pillage de leurs pays. Volonté qui est le ressort de la guerre révolutionnaire menée avec l'appui du peuple du Salvador, volonté qui a trouvé sa matérialisation la plus élevée dans l'instauration, au Nicaragua, d'un gouvernement ouvrier et paysan.

De l'autre côté, centralisée par les moyens financiers, diplomatiques, militaires de la plus grande puissance du monde, la contre-offensive de toutes les forces de la réaction.

Après que, sous la garantie des baïonnettes, le Salvador et le Guatemala eurent connu des « opérations électorales » qui ne convainquirent personne de la réalité démocratique de régimes pour qui « l'état d'exception », de fait ou juridiquement proclamé, est l'état normal, le régime sandiniste organise, lui, les premiè-

res élections libres que le Nicaragua aura connues.

Notre collaborateur Luis Favre était à Managua lorsqu'a été commémoré le cinquième anniversaire du renversement de Somoza.

Nous publions d'une part des extraits de notes rédigées à Managua qui constituent les éléments d'un reportage sur certains aspects centraux des développements politiques et sociaux au Nicaragua (voir ci-contre et page IV de ce dossier), ainsi qu'une interview plus particulièrement centrée sur l'action politique de défense du Nicaragua (voir également page IV de ce dossier).

Car la révolution nicaraguayenne, le pouvoir qui en est issu, est toujours sous la menace d'une intervention contre-révolutionnaire de grande ampleur, conduite par l'impérialisme US. Et le Nicaragua fait toujours l'objet d'opérations contre-révolutionnaires permanentes, d'incursions sur son territoire, de coups de main, d'attaques aériennes menées par les « contras », impulsés, soutenus et encadrés par l'impérialisme américain.

Le seul fait que le peuple nicaraguayen va affirmer souverainement sa volonté par son vote, comme le souligne Luis Favre, est un coup

pour l'impérialisme et a conduit à un redoublement des agressions perpétrées contre le Nicaragua.

C'est ainsi que le 2 septembre, au cours d'une attaque aérienne, un hélicoptère des « contras » était abattu par les forces armées sandinistes. A bord se trouvaient deux Américains.

Patrick Monhyan, sénateur démocrate de New York et vice-président de la Commission des affaires de renseignement du Sénat américain, a d'ailleurs déclaré avoir été informé par la CIA que des « mercenaires » américains se trouvaient à bord de l'appareil.

Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du Nicaragua, a fait état des inquiétudes du gouvernement du Nicaragua sur l'attitude du gouvernement des Etats-Unis si Reagan était réélu. Il a ajouté que l'opposition réactionnaire cherchait à « retarder les élections prévues pour le 4 novembre, afin de donner le temps à Reagan s'il était réélu de donner le coup de grâce », et il a accusé la confédération patronale de s'employer « à légitimer l'éventuelle invasion du Nicaragua par des troupes américaines ».

T. I.

MANAGUA, 19 JUILLET 1984

Cinq ans après le renversement de Somoza

C'EST le 17 juillet dernier, à l'issue de l'Assemblée sandiniste qui réunit les principaux cadres du FSLN, que celui-ci a annoncé les candidats qu'il présenterait aux élections du 4 novembre.

La liste, conduite par Daniel Ortega et Sergio Ramirez, présente un programme intitulé « Plan de lutte » qui comprend 23 points. Au premier point se détache « le pouvoir du peuple », puis vient la défense de la patrie, et enfin sont énumérées les principales conquêtes de la révolution, comme la réforme agraire.

C'est sous le mot d'ordre « Le peuple votera pour ses conquêtes » que le FSLN mène sa campagne. Bien que la loi électorale autorise la constitution de coalitions électorales, le FSLN a décidé de se présenter seul.

Après avoir proclamé à tous vents que seul un gouvernement élu serait légitime et démocratique à ses yeux, l'administration US a déclenché une campagne pour discréditer, saboter et remettre en question les élections de novembre. L'opposition bourgeoise de l'intérieur, suivant les exigences de la métropole

impérialiste, a décidé de ne pas se présenter aux élections, après plusieurs tentatives visant à modifier les conditions de leur tenue en faveur de leurs privilèges minoritaires.

Le gouvernement a annoncé qu'il autorisait, en dépit de l'état d'urgence provoqué par l'action militaire dirigée par l'impérialisme, les droits de réunion, de manifestation et de propagande d'ici aux élections, privant ainsi la bourgeoisie d'un argument qui exigeait l'annulation pure et simple de l'état d'urgence comme condition au déroulement démocratique des élections. Les actions armées des « contras » ont été, conjointement avec sa non-participation, la réponse de la bourgeoisie à la liberté établie permettant de s'adresser directement au peuple en présentant clairement ses propositions.

C'est le 19 juillet, à l'occasion du 5^e anniversaire de l'insurrection victorieuse, que ces décisions ont été annoncées et commentées par les responsables du FSLN.

Ce 19 juillet 1984, un soleil radieux inondait Managua. Un iti-

(suite page IV)

APRES LES ELECTIONS AU SALVADOR

Quel avenir pour le régime de Duarte ?

Les élections présidentielles dans la République du Salvador n'ont pu avoir lieu que dans 221 des 261 municipalités réparties dans le pays. Pour les quarante municipalités où il n'y a pas eu d'élections, le gouvernement reconnaît ne pas avoir un contrôle permanent et effectif, en raison de l'activité du Front Farabundo Martí de Libération nationale (FFMLN). Sur le reste du territoire, selon les informations officielles, les élections ont été « normales ». Et la grande presse explique même que les élections ont eu lieu dans un climat exceptionnellement calme.

POUR avoir une idée de ce que signifie un « climat de tranquillité » dans les municipalités que contrôle le gouvernement, il suffit de lire le reportage d'un correspondant de la revue nord-américaine *Time* qui a visité le village de Metalio, 6 000 habitants, considéré comme un lieu n'étant pas encore touché par les « cyclones de la violence » du pays, suivant les informations officielles.

L'autorité suprême de l'endroit, apprend-on, est le sergent José Antonio Rivas qui, entouré de ses hommes armés, déclare en souriant au reporter que Metalio « est un endroit très pacifique... Nous traitons bien la population civile et en échange nous sommes bien traités. Je suis l'ami de tout le monde. Demandez aux gens. Ils vous le diront. »

La terreur

Ces affirmations sont cependant aussitôt démenties par un jeune, qui dit à voix basse au reporter : « Rivas et ses hommes sont pires que des bêtes... J'aimerais leur dire ce que je pense d'eux, mais ce serait signer mon arrêt de mort. »

Des investigations ultérieures du reporter l'ont amené à découvrir que Rivas et ses hommes font partie d'un Escadron de la mort, qu'il a tué plus de 200 personnes au cours des quatre dernières années, et que la terreur a fait du village un endroit où les gens parlent en chuchotant et en lançant des regards furtifs autour d'eux. Ainsi va la vie « normale » dans une des 221 municipalités où les élections ont été menées à bien. On notera que ce village a été présenté comme étant exceptionnellement tranquille.

Le président nord-américain Ronald Reagan a présenté la tenue de ces élections comme un grand succès. Reagan a soutenu le candidat José Napoleon Duarte, du Parti démocrate-chrétien (PDC). Reagan avait besoin de ces élections et avait besoin que Duarte les gagne parce que Duarte, d'après ce qui est en général admis aux Etats-Unis, serait opposé à l'action des Escadrons de la mort. Duarte vainqueur, Reagan allait donc se trouver en condition de faire passer au Congrès nord-américain sa demande de subsides pour l'aide militaire au Salvador.

Reagan a obtenu deux choses : les élections et la victoire de Duarte, mais non sans contretemps. Deux jours après la clôture du scrutin, Roberto d'Aubuisson, candidat défait de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste), a convoqué une conférence de presse pour dénoncer le fait que l'ambassade des Etats-Unis soit intervenue dans la campagne électorale et que les résultats électoraux aient été « arrangés ». Cela a bien sûr été démenti par le gouvernement Reagan.

Le prix d'une voix

Cependant, peu après, un officier de la CIA a informé une commission

du Sénat nord-américain de ce que la CIA avait payé pour la campagne du PDC et de deux petits partis « au moins » deux millions de dollars, et qu'elle avait organisé une campagne contre d'Aubuisson. Selon d'autres sources, cependant, les frais de la CIA dans la campagne électorale au Salvador se seraient élevés à 7 millions de dollars.

Cela veut dire que la CIA aurait payé plus de 2 000 dollars chaque voix pour Napoleon Duarte, suivant ses propres affirmations ; et suivant les comptes non officiels, chaque voix pour Duarte aurait coûté plus de 8 000 dollars aux fonds secrets de la CIA.

Ainsi se développe dans la pratique l'activité de la CIA en défense de la « démocratie » en Amérique centrale ; et cela n'empêche pas Reagan d'avoir le cynisme d'expliquer qu'il est nécessaire de forcer le gouvernement du Nicaragua à maintenir, lui aussi, le « pluralisme démocratique ».

Mais au moins au Congrès nord-américain, la « démocratie » salva-



dorienne fonctionne bien : Reagan a obtenu l'approbation d'une aide militaire de 170 millions de dollars pour le Salvador.

Théoriquement, Duarte mériterait cette aide militaire parce qu'il serait capable d'améliorer la situation en ce qui concerne les droits de l'homme dans le pays. C'est du moins ce qui a été largement diffusé dans la presse aux USA. Voyons si cela repose sur des arguments solides.

Dans la République du Salvador, il y a trois forces militaires de « sécurité » : la Garde nationale, la police nationale et la police de l'intérieur, en plus de l'armée régulière.

« L'ORDEN »

Une organisation paramilitaire s'est rendue célèbre dans les années 1960 et 1970, qui était l'ORDEN (Organisation démocratique nationale). On sait que l'ORDEN perpétrait des assassinats de civils à partir d'informations données directement par l'ASENAL (Agence de sûreté nationale), l'organe de renseignements des forces armées salvadoriennes.

Roberto d'Aubuisson a été un des chefs de l'ORDEN jusqu'en 1979, moment où elle a été officiellement dissoute.

Mais la dissolution officielle de l'ORDEN n'a pas changé la situation des droits de l'homme au Salvador ; elle a signifié simplement le fait que l'assassinat légalisé cessait d'être pratiqué par une seule organisation spécialisée. Au moment de la dissolution de l'ORDEN, les S2 (« sections de sûreté ») avaient déjà été structurées dans l'armée et dans les trois forces de police, et elles en sont venues à réaliser sur une plus grande échelle les tâches de l'ORDEN.

Ce système « paramilitaire », en réalité officiellement établi et très bien ancré dans les forces armées de l'Etat salvadorien, est responsable de 2 527 assassinats de civils durant le premier semestre de 1983, 2 615 durant le second semestre, et, poursuivant l'escalade de la violence, 241 en janvier de cette année, 269 en février et 407 en mars.

Ces chiffres proviennent de « Tutela Legal », l'organisme des droits de l'homme de l'archevêché de San-Salvador. Le gouvernement Reagan conteste ces chiffres mais il ne peut pas affirmer que les assassinats n'ont pas été perpétrés : il avance seulement qu'une partie des personnes assassinées devraient être considérées comme « victimes de guerre ».

Les crimes contre les droits de l'homme sont au Salvador le produit direct de l'activité des forces armées, aussi bien de l'armée que des forces de police. Il est bien connu que les victimes de ces crimes ont été tortu-

rées et assassinées dans des immeubles de la police, comme cela a été reconnu par le propre directeur de la police nationale, le colonel Carlos Reynaldo Lopez Nuila, qui a dit à un reporter de la revue *Time* qu'il « ignorait » s'il y avait des assassinats, mais qu'il soupçonnait que des immeubles de la police étaient utilisés pour torturer et assassiner.

Ce système est de plus bien structuré et hiérarchisé. Les chefs des trois forces de police étaient jusqu'à il y a peu sous le commandement direct du ministre de la Défense, le général Eugenio Vides Casanova, qui est en fonction depuis le milieu de l'année dernière. Il était auparavant directeur de la Garde nationale, une des forces de police.

Les projets de Duarte

Qu'est-ce que Napoleon Duarte se propose de faire pour mériter les 170 millions de dollars qu'il a reçus, en ce qui concerne les droits de l'homme ? La chose suivante : en premier lieu, démettre le chef de la police de l'intérieur, le colonel Nicolas Carranza, qui s'est trop compromis dans le massacre de civils durant les derniers mois ; en second lieu, au lieu de laisser les trois forces de police sous les ordres du ministre de la Défense, elles en viendront à répondre directement au vice-ministre de la Sûreté publique, charge récemment créée.

Et qui est le vice-ministre de la Sûreté publique nommé par Duarte ? Carlos Reynaldo Lopez Nuila... Et

lité à la répression dans le pays, dans la mesure des possibilités, c'est-à-dire du moment que cela n'entraîne pas une modification substantielle de l'appareil de répression actuel, qui est indispensable au maintien de l'ordre bourgeois.

En ce qui concerne le problème de la réforme agraire, les préoccupations de Napoleon Duarte sur les répercussions à l'extérieur sont moindres. Même l'aide que Reagan demande aujourd'hui pour le Salvador n'est pas destinée à financer la réforme agraire. Auparavant, le Congrès nord-américain avait déjà voté des aides à la réforme agraire salvadorienne. Depuis 1983, 113,3 millions de dollars ont été versés par le gouvernement Reagan pour le financement de la réforme agraire dans ce pays, bien que, suivant les normes de la réforme adoptée, les paysans doivent payer les lots reçus. Mais, aujourd'hui, l'enthousiasme du gouvernement nord-américain face aux résultats de la réforme agraire, en relation avec son objectif fondamental qui était d'isoler politiquement la guérilla, n'est plus très grand.

Quelle réforme agraire ?

En janvier dernier, les services de l'inspecteur général de l'Agence pour le développement international (AID) des Etats-Unis publiaient un rapport de 40 pages sur la réforme agraire salvadorienne qui concluait poliment que ces résultats étaient mitigés. Selon ce rapport, au bout de quatre ans, sur les 117 000 paysans auxquels le programme de la réforme agraire donnait le droit de demander à acheter la terre sur laquelle ils travaillent, moins de la moitié (près de 50 000) ont fait la demande. Et l'explication vient ensuite : « Parce qu'ils ont été menacés, expulsés ou ont disparu ».

Ceux qui ont pu mener à bien l'achat de terres comprises dans le programme de réforme agraire ont été organisés en coopératives qui fonctionnent suivant les normes capitalistes.

Selon le rapport de l'AID, une grande partie des 317 principales coopératives créées dans la phase numéro 1 de la réforme agraire « ne sont pas viables financièrement ».

L'avenir des plantations de café, de coton et de sucre dans ces coopératives « est sombre » si elles ne reçoivent pas d'aide gouvernementale.

En septembre 1983, les coopératives devaient 400 millions de dollars et « si ce processus se poursuit, la dette pourra s'élever à deux milliards en l'an 2 000 ».

Face à cette situation, il n'est pas étonnant que plusieurs coopératives aient été abandonnées par leurs associés qui sont passés à la guérilla. Suivant la version gouvernementale, ils auraient été forcés par la guérilla à la suivre. Et Reagan utilise cette version gouvernementale pour justifier la priorité absolue à l'aide militaire pour le Salvador.

Pour le gouvernement Reagan, l'expectative fondamentale réside en ce que Duarte puisse présenter une image moins sanguinaire aux yeux des électeurs nord-américains, et en même temps puisse résister à la guérilla et rester au pouvoir jusqu'à l'apparition de conditions plus favorables au déclenchement d'une intervention massive de troupes nord-américaines en Amérique centrale.

le ministre de la Défense ? C'est toujours Eugenio Vides Casanova. En même temps, pour jeter un peu de poudre aux yeux des congressistes nord-américains qui ont voté les 170 millions de dollars, Duarte a nommé une commission de six fonctionnaires du ministère de la Justice, formés aux Etats-Unis par le FBI, qui se chargeront de... réformer le Code pénal au Salvador.

Tout cela ne veut pas dire que José Napoleon Duarte soit la même chose que le leader de l'extrême-droite, Roberto d'Aubuisson. Duarte tentera d'apporter une façade de léga-

Les plans de l'impérialisme au Costa Rica et au Honduras

Dans la lutte pour obtenir de meilleures conditions pour une intervention directe en Amérique centrale, un des centres de préoccupation de Reagan est le Costa Rica. Les plans de Reagan pour le Costa Rica vont dans le sens de la modification profonde des rapports politiques internes dans ce pays, en forçant son gouvernement à prendre en charge une politique ouvertement hostile au Nicaragua, avec des implications militaires, semblable à la position du Honduras.



Le problème pour Reagan est qu'au Costa Rica, le rapport de forces entre les classes sociales ne permet pas la même liberté d'action pour l'impérialisme qu'au Honduras. Malgré les difficultés, les plans de Reagan pour le Costa Rica sont ambitieux. Ils incluent la concession de 8 millions de dollars en aide militaire « offensive » (auparavant l'aide militaire était théoriquement destinée à des fins « non-offensives », comme l'achat d'uniformes et de véhicules de transport), l'envoi de 1 000 membres de la Garde nationale nord-américaine au Costa Rica pour construire une piste d'aviation internationale, du type de celles déjà faites au Honduras.

Ce sont là des plans dont la réalisation implique une rupture avec toute la politique antérieure des gouvernements costaricains. Reste à savoir jusqu'où l'actuel gouvernement du Costa Rica pourra se plier sous la pression de Reagan sans rompre l'équilibre des forces politiques sur lequel il est appuyé.

Honduras : un véritable état d'occupation

Y compris au Honduras, la politique centro-américaine de Reagan n'est pas totalement exempte de difficultés. La concentration des efforts de Reagan pour soutenir le gouvernement salvadorien contre la guérilla est un facteur de conflits entre les Nord-Américains et les militaires du Honduras. Récemment, le commandant des forces armées du Honduras, le général Walter Lopez Reyes, est intervenu à la télévision pour attaquer son prédécesseur, le général Gustavo Alvarez Martinez, qui se soumettait inconditionnellement aux directives nord-américaines et qui

vient de s'enfuir du pays. Walter Lopez Reyes a déclaré, entre autres choses, que maintenant le Conseil supérieur des forces armées du Honduras est l'arbitre ultime pour toutes les questions concernant la défense du pays.

Apparemment, Lopez Reyes est indigné par le fait que l'administration américaine ait imposé l'usage du territoire hondurien pour l'entraînement de troupes du Salvador (pays avec lequel le Honduras a un litige frontalier). 1 200 soldats du Salvador ont participé aux dernières manœuvres militaires organisées par les Nord-Américains au Honduras.

Il est peu prudent d'attendre que les chefs militaires du Honduras soient disposés à prendre quelque mesure concrète contre le véritable état d'occupation militaire par les troupes américaines dans lequel se trouve actuellement le Honduras. Mais il est tout aussi réel que des contradictions de plus en plus aiguës sont créées au sein même de la classe dominante hondurienne, en résultat du comportement de l'impérialisme qui use et abuse de la terre et du peuple du Honduras comme maître et seigneur.

Les arguments de Reagan pour justifier sa politique centro-américaine ne se laissent pas perturber par l'évidence. Les élections convoquées pour cette année par le gouvernement du Nicaragua sont mille fois plus démocratiques que celles qui se sont tenues sur le territoire policier du Salvador. Mais, pour l'impérialisme, le gouvernement ouvrier-paysan du Nicaragua est la « subversion », comme l'a déclaré récemment Reagan, tentant une fois de plus de démontrer au Congrès que l'usage de la force contre le Nicaragua peut donner de bons résultats :

« La subversion communiste n'est pas un mouvement irréversible. » Pour citer ensuite, à titre d'exemples heureux d'usage de la force contre des mouvements populaires, la Grèce (après la Deuxième Guerre mondiale), le Venezuela (la guérilla défaite dans les années soixante) et... Grenade. La citation de Grenade n'est évidemment pas un hasard.

C'est la rhétorique de la violence, sans aucune prise en considération des droits des peuples à l'autodétermination. Cette rhétorique ne fait pas plus d'effet sur les masses des Etats-Unis qu'elle n'en faisait avant la guerre du Vietnam.

Reagan a encore besoin de gagner les élections, et étant donné les normes démocratiques en vigueur dans le pays, il lui faut convaincre une bonne partie des Nord-Américains de ce que leur intérêt est de soutenir une intervention militaire de leur pays en Amérique centrale. Pour gagner les élections, Reagan compte beaucoup sur l'ineptie de ses adversaires électoraux. Cependant, de récents sondages ont montré que 60 à 70 % des Nord-Américains sont contre l'escalade militaire contre le Nicaragua.

En même temps, en Amérique latine, l'attaque des « Marines » ne peut plus être acceptée avec la même passivité qu'à d'autres époques, y compris par les gouvernements de la région.

Reagan espère probablement rompre l'impasse dans laquelle il se trouve à partir d'une victoire dans les prochaines élections présidentielles nord-américaines. Mais d'ici là, le temps court contre ses plans.

G. Avelino

GUATEMALA

Un « paradis électoral » selon Reagan

Début juillet 1984, des élections ont eu lieu au Guatemala. Pour l'administration Reagan, la tenue de ces élections confirme qu'il s'agit bien d'un « régime démocratique » que l'on se doit de soutenir contre la « subversion communiste ». Au contraire, la campagne électorale en cours au Nicaragua confirme pour cette même administration le caractère « totalitaire » du régime résultant de l'insurrection du peuple nicaraguayen contre l'abominable dictature de Somoza.

OR, par bien des aspects, le Guatemala c'est le Nicaragua d'hier. Dictature féroce, pillage systématique du pays par l'impérialisme américain et ses grandes firmes, relayés par les grands propriétaires fonciers, exploités de la grande majorité de la population d'origine indienne, sans terres.

Depuis juillet 1982, y a été instauré un état d'exception, depuis janvier 1983 l'aide militaire américaine — temporairement suspendue par Carter à la fin de son mandat — a été rétablie par Reagan.

Un véritable « cordon sanitaire » a été établi pour « isoler » les villes des campagnes où la guérilla s'est développée. Dans des provinces comme celles d'El Quiché, Alta Vera Paz, Huehuetenango, San Marcos, c'est la stratégie de la « terre brûlée » qui a été appliquée, du massacre organisé à l'égard des populations. La justification — qui est celle de la reprise de l'aide militaire américaine — c'est que « le Guatemala affronte une insurrection marxiste soutenue par Cuba ».

Le général Rios Montt, au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat perpétré en mars 1982, est remplacé en août 1983 par Oscar Mejia Victores.

Cette modification se fait avec l'intervention à peine voilée de l'impérialisme américain pour qui Montt était devenu quelque peu embarrassant.

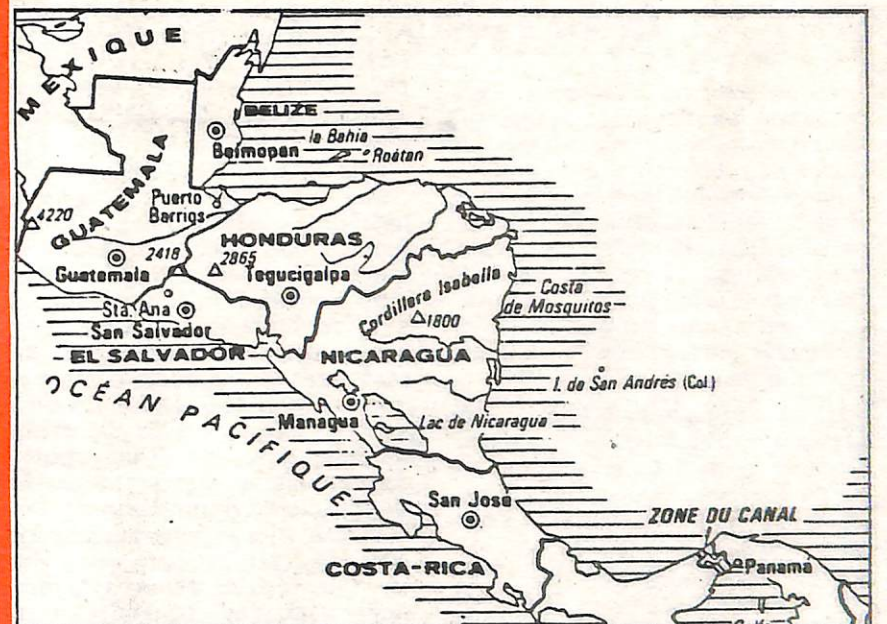
Mais sur le fond, rien n'est changé. Chassés par la terreur, le saccage de leurs cultures, des dizaines de milliers de Guatémaltèques

regroupant la Démocratie chrétienne et « l'Union du centre national » ; de l'autre, une coalition de partis de « droite » regroupant le « Mouvement de libération nationale » et la « Centrale authentique nationaliste ».

En suffrages exprimés, le « centre » l'emporte largement (près de 22 % des suffrages) sur la « droite » (environ 17 %) ; mais en sièges, compte tenu de la répartition électorale, la « droite » est majoritaire dans l'Assemblée.

Ajoutons, pour donner une idée du climat de « démocratie » dans lequel se sont tenues ces élections, qu'au lendemain de celles-ci le pape acceptait la démission d'un évêque guatémaltèque, Mgr Juan Gerardi Confedera. Pourquoi ? Une dépêche de presse en explique ainsi le motif : cet évêque « avait reçu de nombreuses menaces de mort du fait de ses prises de position en faveur des Indiens. Le prélat, qui se trouvait dans l'une des régions les plus pauvres du pays, soutenait publiquement les droits des Indiens. Menacé par les milieux d'extrême-droite, il vivait la plupart du temps hors de son diocèse. »

Pour donner une idée de ce qui se passe quotidiennement au Guatemala : d'après la presse officielle, sept passagers d'un autobus ont été tués par des « bandits ». En réalité, — et cela d'après des sources militaires guatémaltèques — il s'agit d'un engagement militaire, il « semblerait » que les « passagers » anonymes soient en réalité des membres des forces supplétives employées contre les guérillas.



ont fui le pays et vivent, dans des conditions plus que précaires, dans la zone frontalière mexicaine. L'activité syndicale est « subversive ». Tout ce qui se réclame du socialisme, du marxisme, du mouvement ouvrier, est « illégal ».

C'est dans ce contexte qu'ont lieu des élections dites « démocratiques ».

N'y participent bien évidemment que des formations ayant l'autorisation des autorités militaires. D'un côté, une coalition du « centre »

Sur le rôle de ces « forces supplétives », la commission des droits de l'homme guatémaltèque (qui siège à Mexico) a établi une sinistre compatibilité. Au cours du seul mois de mai 1984, 103 personnes ont été tuées par des groupes non identifiés relevant de polices parallèles ou de groupes para-militaires. Dans le même laps de temps, 80 personnes ont été enlevées.

Voilà les conditions de « bonnes élections » au sens où Reagan les entend.

Cinq ans après le renversement de Somoza

(suite de la page I)

UNE DECLARATION D'ALFONSO PEREZ ESQUIVEL, PRIX NOBEL DE LA PAIX

Le prix Nobel de la paix argentin Adolfo Perez Esquivel a estimé, vendredi à Managua, que la décision de la Coordination démocratique (principal mouvement légal d'opposition au régime sandiniste) de ne pas participer aux élections du 4 novembre prochain constituait une erreur.

Dans des déclarations faites à l'AFP après avoir rencontré les dirigeants de la coordination, M. Perez Esquivel a affirmé que l'opposition avait « des positions irréconciliables et très fermes ». « Il est très difficile de dialoguer avec eux », a-t-il dit.

Le prix Nobel de la paix a encore ajouté que l'« on ne peut pas négocier avec ceux qui sont en train de tuer le peuple ». Cette remarque a été interprétée par les observateurs comme une allusion à la condition qu'avait posée l'opposition pour participer aux élections. La coordination, rappelle-t-on, avait exigé des sandinistes l'ouverture d'un dialogue national.

néraire spécial était prévu pour les autocars conduisant les invités étrangers au meeting central, convoqué à la place Carlos-Fonseca, située au bord du lac de Managua. Cependant, peu après sa sortie de l'hôtel, la caravane a été arrêtée pour laisser passer une impressionnante foule de jeunes, de travailleurs qui, scandant des mots d'ordre et brandissant des banderoles, se rendaient en cortège au meeting.

Plus de deux cent mille personnes emplissaient la place (le meeting était un meeting de la seule ville de Managua qui compte environ un million d'habitants), parmi lesquels la foule de nombreux jeunes internationalistes d'Europe et d'Amérique latine. Un drapeau basque et un autre catalan ondoyaient sur la place, et au centre de la foule un drapeau du PT du Brésil, tandis qu'au fond, parmi plusieurs proclamations, un immense panneau affirmait : « Le FSLN est le parti des travailleurs ».

Contrairement à certaines traditions latino-américaines, le discours du commandant Daniel Ortega fut bref. Son objectif : annoncer la prorogation de l'état d'urgence et l'autorisation des droits de réunion, de manifestation et de libre circulation, ainsi que la ratification de la nomination du prêtre Fernando Cardenal comme ministre de l'Éducation, le peuple réuni sur la place votant à main levée.

Il est surprenant de constater la similitude existant entre la position occupée par certains secteurs de l'Église au Nicaragua et celle de certains secteurs du bas-clergé en Pologne. Dans l'un et l'autre cas, ces secteurs se sont intégrés à l'action de la classe ouvrière de leur pays respectif. Dans les deux cas, cela répond à mon avis à l'utilisation, face à des régimes dictatoriaux et anti-nationaux, de la religion et de l'Église comme porte-drapeaux, en l'absence d'autres instruments propres aux ouvriers et paysans. Quand ces instruments apparaissent, les secteurs les plus liés à la vie de misère des larges masses s'intègrent à leur combat. Cela arrive très souvent en Amérique latine et constitue un phénomène clairement visible en Pologne.

La nomination de Fernando Cardenal constitue une réponse à l'exi-

gence formulée par la hiérarchie catholique et par le pape lui-même de retirer les prêtres qui font partie du gouvernement du FSLN, lesquels, dans le cas contraire, seraient exclus de l'Église. Il s'agit aussi de faire face à la campagne lancée contre le FSLN l'accusant de persécution religieuse à la suite de l'expulsion d'un groupe de curés étrangers qui participaient activement aux activités des « contras ».

Revenons sur le problème des élections. La démocratie n'est pas à mon avis une simple phrase de propagande, une habileté tactique que les révolutionnaires devraient abandonner en faveur de la légitimité issue exclusivement du soutien populaire — soutien évident au Nicaragua, faut-il le souligner ?

La tenue d'élections libres sur la base du suffrage universel dans un pays qui n'a pas connu une seule élection libre dans toute son histoire, constitue une nécessité pour le renforcement, non seulement à l'étranger mais aussi — ce qui est le plus important encore — aux yeux du peuple, de l'indiscutable légitimité du gouvernement.

Plus encore, l'existence de plusieurs organisations qui se réclament de la classe ouvrière, leur légalité, la mise à leur disposition de moyens matériels afin qu'elles fassent connaître leurs programmes, loin de représenter un anachronisme, devraient à mon avis être renforcées et présentées comme un principe pour le FSLN. Quel meilleur exemple face à la conception bureaucratique du « monopole » du parti unique, représentant exclusif des intérêts du prolétariat, commun à tous les régimes bureaucratiques et qui servent en réalité à préserver les intérêts d'une caste parasitaire qui s'est frauduleusement auto-déclarée communiste.

Les élections de novembre constituent un défi à l'impérialisme, un puissant encouragement à la lutte émancipatrice des peuples d'Amérique centrale dont certains — comme le peuple du Salvador et celui du Guatemala — viennent de faire à nouveau l'expérience de prétendues élections « démocratiques » sous le joug impérialiste, et elles seront aussi un moment de l'approfondissement du processus révolutionnaire au Nicaragua.

Luis Favre

Les premières élections libres de l'histoire du Nicaragua

(interview de Luis Favre)

— Dans quelle situation se trouve aujourd'hui le Nicaragua ?

— Le fait marquant de la situation est incontestablement la poursuite des agressions de contras (1), financées par l'administration Reagan, afin de déstabiliser le gouvernement nicaraguayen. L'assassinat de présidents de bureaux de vote est significatif de la volonté des contre-révolutionnaires de remettre en cause le déroulement d'élections démocratiques au Nicaragua.

Ces élections, qui auront lieu le 4 novembre, doivent permettre une nouvelle fois d'illustrer le soutien dont jouissent les sandinistes dans le pays, et cela dans le cadre d'une loi électorale qui autorise l'activité des différents partis politiques. Cependant, le relais légal des contras, la « Coordination démocratique », a refusé de participer à ces élections, bien que son candidat Arturo Cruz fasse des séjours répétés au Nicaragua et développe une véritable campagne électorale. La raison de ce refus est simple : la « Coordination démocratique » a posé des conditions à sa participation — comme la reconnaissance des contras et leur participation aux négociations — qui ont été refusées par le FSLN, et surtout, elle a exigé le report des élections qui doivent se dérouler un jour avant les élections américaines.

Cette manœuvre visant à créer une situation où, Reagan étant réélu, son administration aurait les mains libres pour agresser le Nicaragua, agression qui serait rendue beaucoup plus difficile après la tenue d'élections démocratiques au Nicaragua.

Je tiens également à souligner que la « Coordination démocratique » a pu convoquer plusieurs manifestations et organiser des réunions en vertu des droits accordés par le gouvernement depuis le 19 juillet 1984, et ce, malgré la persistance nécessaire de l'état d'urgence.

Parallèlement, l'annonce de ces élections n'a pas signifié une diminution des pressions américaines, qu'elles soient économiques, diplomatiques ou militaires. Bien au contraire, et l'on a vu des volontaires étrangers venus pour des actions humanitaires être agressés et blessés par les bandes armées des contras. Il faut souligner qu'un accord entre la FDN-ARDE et un groupe miskito (2) a donné naissance à un commandement unifié, ce qui n'est pas sans conséquence sur la relance des actions terroristes.

— Quel type de campagne électorale est menée par le FSLN ?

— Bien que la loi électorale autorise les coalitions, le FSLN se présente seul. Daniel Ortega, candidat à la présidence, et Sergio Ramirez, candidat à la vice-présidence, défendent un programme de lutte qui s'appuie principalement sur les points suivants : la défense du pouvoir du peuple, la réforme agraire et la préservation des conquêtes de la révolution.

D'ores et déjà, l'inscription sur les listes électorales des premières élections libres de l'histoire du pays atteint 90 %.

— Quelle est la politique des autres forces de la bourgeoisie ?

— Ayant perdu le contrôle des rouages essentiels de l'appareil d'Etat, et vu la faiblesse de ses partis, c'est derrière la chambre patronale et la hiérarchie catholique que la bourgeoisie se regroupe pour agir

ouvertement à l'intérieur du pays. L'archevêque de Managua est devenu le principal porte-drapeau de la réaction.

Récemment, le pape lui-même a exigé — sous menace de sanctions — la démission des prêtres du gouvernement, parmi lesquels Fernando Cardenal, ministre de l'Éducation. Il peut sembler curieux à première vue qu'un gouvernement qui s'appuie sur les ouvriers et les paysans et qui prend des mesures contre la bourgeoisie et l'impérialisme, comporte en son sein des prêtres.

En réalité, cela est aisément explicable si l'on tient compte de la place que le bas-clergé a toujours occupée dans le combat libérateur des peuples de cette partie du monde, et, à ce sujet, on peut établir une analogie avec le rôle joué par le bas-clergé en Pologne.

Comme vous le savez, après les conférences de solidarité qui ont eu lieu à Bogota et à Paris et comme résultat des rencontres que nous avons eues aux USA, nous avons commencé les préparatifs d'une conférence internationale visant à une participation représentative de l'opinion publique US.

Pour cette initiative, nous avons reçu le soutien de personnalités du monde entier, parmi lesquelles M. Sepulveda, ministre du gouvernement mexicain, dont le pays est membre du Groupe de la Contadora (3). Ce soutien est venu également du Parti des travailleurs du Brésil, dont j'ai rencontré les dirigeants à Managua, du recteur de l'université de Guayaquil (Équateur), du président du Syndicat des fonctionnaires d'Angleterre et du président du Labour Party lui-même.



Peu avant mon arrivée, plusieurs missionnaires ont été expulsés par le gouvernement, accusés de participation à des activités contre-révolutionnaires armées. On a parlé à cette occasion de persécutions religieuses.

— Durant ton séjour au Nicaragua, as-tu rencontré des dirigeants du FSLN et ont-ils fait part de leur attente dans le domaine de la solidarité ?

— J'ai rencontré des responsables du FSLN : le commandant Victor Tirado Lopez et aussi d'autres membres du Front sandiniste. Leur attente dans le domaine de la solidarité a en effet été l'un des sujets des discussions que nous avons eues. Ils ont beaucoup insisté sur l'importance que revêtait le développement d'une campagne internationale contre l'intervention de l'administration Reagan au Nicaragua, et dans le discours qu'il a prononcé pour le 5^e anniversaire de la révolution, Daniel Ortega a lancé un appel dans ce sens au peuple des USA.

Par ailleurs, en Espagne, une vaste campagne a été impulsée par un comité dans lequel se trouvent MM. Bandrés et Pablo Castellanos, députés aux Cortès.

D'autre part, il me semble important de signaler une initiative prise par nos amis du Transnational Institut, dont le siège est à Amsterdam, qui a élaboré un document contenant des propositions pour la paix en Amérique centrale.

Ce texte est actuellement soumis à signature à des personnalités en Europe, et cette action mérite notre encouragement.

Propos recueillis
par Christian Fostier

(1) Contre-révolutionnaires.
(2) Organisations contre-révolutionnaires formées d'anciens gardes du dictateur Somoza et financées par la CIA. Les Miskitos sont des Indiens vivant au nord du Nicaragua.
(3) Le groupe de la Contadora est composé des gouvernements du Mexique, de Colombie, de Panama et du Venezuela.